

LE  
**C**  **OURRIER**

N. 4 N.S. - JANVIER FÉVRIER 2008

LE MAGAZINE DES RELATIONS ET COOPÉRATIONS AFRIQUE - CARAÏBES - PACIFIQUE ET UNION EUROPÉENNE

REPORTAGE

**HAITI**  
**Aube d'espoir**

DOSSIER

**Iles Pacifique.**  
**Changement**  
**climatique**  
**bien visible**

**L'Afrique**  
**profite plus**  
**de ses diamants**





Conseil Editorial

**Co-présidents**

Sir John Kaputin  
Secrétaire général  
Secrétariat du Groupe des Etats ACP  
www.acp.int

M. Stefano Manservigi  
Directeur-Général DG Développement  
ec.europa.eu/development/

Rédaction

**Directeur et Rédacteur en chef**

Hegel Goutier

**Collaborateurs**

François Misser (Assistant Rédacteur en chef), Debra Percival

**Assistant Editorial et Production**

Joshua Massarenti

Ont participé à ce numéro

Ruth Colette Afabe Belinga, Marie-Martine Buckens, Jean-François Herbecq, Sébastien Falletti, Sandra Federici, Andrea Marchesini Reggiani, Goston Pierre, Mirko Popovitch

Relations publiques et Coordination artistique

**Relations publiques**

Andrea Marchesini Reggiani  
(Responsable Relations publiques et réseaux ONG et experts)  
Joan Ruiz Valero  
(Responsable Networking avec les institutions UE et nationales)

**Coordination artistique**

Sandra Federici

**Concepteur Graphique, Maquette**

Orazio Metello Orsini  
Arketipa

Gestionnaire de contrat

Claudia Rechten  
Tracey D'Alters



**Couverture**

Phyllis Galemba, *Servitor Homel Dorival, standing in a sacred space, poses with a ceremonial cup used in rituals, 1995, Soukri, Haiti.*  
Avec l'aimable autorisation de Phyllis Galemba

**Quatrième de couverture**

Image de BigStockPhoto.com  
© Holger Mette.

**Contact**

Le Courrier  
45, Rue de Trèves  
1040 Bruxelles  
Belgique (EU)  
info@acp-eucourier.info  
www.acp-eucourier.info  
Tel : +32 2 2374392  
Fax : +32 2 2801406

Publié tous les deux mois en français, anglais, espagnol et portugais

Pour toute information concernant l'abonnement, veuillez consulter notre site web  
[www.acp-eucourier.info](http://www.acp-eucourier.info) ou contacter [info@acp-eucourier.info](mailto:info@acp-eucourier.info)

**Editeur responsable**

Hegel Goutier

**Consortium**

Gopa-Cartermill - Grand Angle - Lai-momo

Le Secrétariat ACP et l'Union européenne, membres du Conseil Editorial de la revue, déclinent toute responsabilité quant aux positions prises dans les articles du magazine Le Courrier.

Le consortium et la rédaction déclinent toute responsabilité quant aux articles écrits par les rédacteurs extérieurs à l'équipe de rédaction et par tout rédacteur invité.



**Notre partenaire  
privilegié  
ESPACE SENGHOR**

L'Espace Senghor est un centre qui assure la promotion d'artistes venus des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique et l'échange culturel entre communautés, au travers de programmes variés allant des arts scéniques, de la musique, du cinéma, à la tenue de conférences. S'y rencontrent belges, immigrés d'origine diverses, fonctionnaires européens.

espace.senghor@chello.be  
www.senghor.be

Cet espace est réservé  
aux partenaires privilégiés

# Sommaire

LE COURRIER, N.4 NOUVELLE SÉRIE (N.S.)

**EDITORIAL**

Des catastrophes naturelles ou politiques...  
et autres conséquences de l'oubli **3**

**SANS DÉTOUR**

Ne jamais rompre le dialogue.  
Interview de Giovanni Bersani **4**

**ROUND UP**

**DOSSIER**

*Les îles du Pacifique.*  
*Changements climatiques et vulnérabilité* **9**

Tuvalu, un symbole mondial **10**

Vivre dans la crainte du changement climatique **12**

Une société civile dynamique **13**

Tsunami sur les îles Salomon **14**

Toutes vulnérables :  
tyrannie des distances, Anneau de Feu **16**

Les îles Pacifique submergées  
par le réchauffement climatique **17**

L'UE et les ACP en quête de "stratégies d'adaptation" **19**

**INTERACTION**

Journées européennes du développement.  
Ensemble face au changement climatique **20**

Un nouveau partenariat stratégique **22**

Les APE mettent le feu à l'Assemblée paritaire **24**

**COMMERCE**

L'Afrique veut transformer  
ses diamants chez elle **27**

**ZOOM**

Une journée dans la vie de Mimi Barthélémy **29**

**DE LA TERRE**

L'or vert au cœur des controverses **31**

**REPORTAGE**

*Haiti*

Construire sur la stabilité **34**

« Il faut savoir à qui appartient  
la terre dans ce pays » **37**

Les relations haïtiano-dominicaines et médias **40**

"Nous avons besoin de mesures d'irrigation et  
de reforestation ainsi que d'intrants" **41**

Des crédits pour le commerce **44**

Le 10<sup>e</sup> FED sera axé sur les travaux routiers  
et la gouvernance **46**

Attirer les touristes vers un "pays extraordinaire" **48**

Saisir l'âme de Haïti : Sergine André **50**

**DÉCOUVRIR L'EUROPE**

*Roumanie*

Roumanie, pays de contrastes **51**

Roumanie de A à Z **52**

Un nouveau pays donateur **53**

Etre africain en Roumanie **55**

White Black **55**

Transylvanie : terre promise du tourisme **56**

Quel avenir pour le tourisme rural en Roumanie ? **58**

**CRÉATIVITÉ**

Une trop rare occasion de valoriser  
les photographes africains **59**

Prix du Prince Claus 2007 **61**

L'histoire naturelle des musées camerounais **62**

**AUX PLUS JEUNES**

Les îles lointaines vont-elles vraiment disparaître ? **63**

**A VOTRE ÉCOUTE/AGENDA**

**64**



## Des catastrophes naturelles ou politiques... et autres conséquences de l'oubli



Il y a catastrophes et catastrophes. Celles susceptibles d'être provoquées par les changements climatiques, les catastrophes naturelles – d'autres, comme la tourmente dans laquelle le Kenya, modèle, a été plongé au tournant de l'année. Si les catastrophes ne sont pas prévisibles, elles sont facilitées par les négligences et surtout les oublis de l'être humain.

Le grand dossier de ce numéro du *Courrier* est consacré aux changements climatiques dans le Pacifique. Il ne se veut pourtant pas pessimiste car la détermination à protéger son pays, le calme et la joie de vivre de la population du petit pays symbole de la menace, Tuvalu, constituent une leçon d'optimisme.

Une autre raison d'optimisme se trouve dans les dispositions prises dans le cadre de la coopération entre le groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique et l'Union européenne sur la prévention de ces catastrophes naturelles. Les Journées européennes du développement de Lisbonne à la fin de l'année ont vu l'Union européenne s'engager fermement en faveur d'un emprunt mondial pour aider les pays en développement à affronter les changements climatiques, un emprunt qui musclerait les stratégies adoptées respectivement, en la matière, par le Conseil de l'Union européenne et le Conseil des ministres ACP-UE.

Le nouveau partenariat stratégique UE-Afrique conclu à Lisbonne à la fin de l'année dernière se collète aussi avec les sources des catastrophes. Parmi ses 20 actions prioritaires, figurent encore les changements climatiques mais aussi la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits humains ainsi que d'autres remparts contre les déflagrations sociales, politiques et économiques. La signature, même à géométrie variable et sans enthousiasme, avant la fin de l'année

d'un certain nombre d'accords de partenariat économique entre l'UE et des régions ou pays ACP a démontré une attitude réaliste des uns et des autres pour prévenir les risques de décrochage de ces derniers du commerce mondial.

C'est alors que survient le cataclysme du Kenya. La carte postale, le pays où les enfants remplissent les musées où la Bourse de Nairobi était l'une de celles qui offraient le plus de retour sur investissements, pour ne citer que cela comme titres de gloire. Bien sûr, certaines dérives politiques et de gouvernance ont été montrées du doigt mais si elles pouvaient provoquer des heurts, elles n'expliquent pas seules ce déchaînement de violence auquel le monde a assisté avec torpeur.

Le grand oublié de la démocratie dans beaucoup de pays a refait son apparition : la tribu. Il n'y a pas de problème tribal. Il y a celui de l'oubli de la tribu. La démocratie à l'européenne, y compris celle des Etats-Unis par exemple, a tenu compte dès sa naissance du fait "tribal". Pas forcément dans le sens ethnique – Hutu et Tutsi sont-ils biologiquement d'ethnies différentes ? – mais dans celui du sentiment d'appartenance à un groupe. Elle a pondéré le "un homme une voix" par des instances comme les sénats où le groupe minoritaire et le majoritaire ont plus ou moins le même poids. Et qui garantissent ainsi à celui-là la protection de ses intérêts vitaux. Sans cela, il sera réticent à voter pour quelqu'un d'un autre groupe, fût-il le meilleur.

La coopération ACP-UE a probablement les moyens d'approfondir de telle réflexion et d'agir contre d'autres catastrophes.

Hegel Goutier  
Directeur et Rédacteur-en-chef



Vue de Port-au-Prince sur une toile à Bottilliers.  
Copyright Debra Perova



Andrea Marchesini Reggiani

# Ne jamais rompre LE DIALOGUE

## Interview de Giovanni Bersani

*Giovanni Bersani, président de la précédente Assemblée parlementaire paritaire CEE-ACP de 1976 à 1989, occupe aujourd'hui le poste de Président honoraire. M. Bersani est l'un des principaux défenseurs de l'intégration européenne, notamment pour ce qui est des relations de l'UE avec le continent africain. Il défend la promotion de la démocratie par la médiation, le dialogue et la paix, en plaidant pour le respect des valeurs et des principes moraux et refuse toute intervention militaire.*

*A. M. R. – En tant que membre du Parlement européen, vous vous occupez des relations entre l'Europe et l'Afrique depuis la fin des années 1960. Parlez-nous des origines de la Convention de Lomé.*

G. B. – Je peux déjà vous révéler l'origine de ce nom. Au cours des réunions qui ont eu lieu à l'île Maurice en octobre 1974, un accord a été signé concernant les nouvelles structures institutionnelles d'une convention appelée à remplacer Yaoundé II. Elle prévoyait la mise en place d'une nouvelle Assemblée de représentants européens et des ACP, investie de plus grandes compétences et forte d'une participation accrue des pays d'Afrique, ceux-ci passant de 18 à 46 nations. Toute la difficulté consistait à trouver un nom pour ce nouveau traité ! Les noms de Lagos et de Nairobi circulaient, mais se heurtaient à l'opposition des pays francophones. J'ai invité certains des grands acteurs des réunions de l'île Maurice en vue de nouvelles discussions à Bologne, en Italie, en compagnie de l'Ambassadeur togolais Dagadou. Lors du déjeuner de clôture, j'ai proposé, de manière tout à fait informelle, le nom de "Convention de Lomé", en l'honneur de M. Dagadou. Il était à l'époque modérateur et président du Comité des ambassadeurs ACP. Le choix d'un grand pays avait menacé l'unité du groupe ACP, alors qu'un petit pays comme le Togo ne représentaient pas vraiment une menace. Au début, cette proposition a fait sourire – certains pensaient à une blague – mais l'idée a finalement fait son chemin jusqu'à Bruxelles où elle a bénéficié d'un soutien..

*A. M. R. – Depuis le début des années 1990, la Convention de Lomé a suscité de vives critiques, beaucoup lui reprochant son incapacité à résoudre le problème de la pauvreté et du sous-développement. Qu'en pensez-vous ?*

G. B. – Nous devons tout d'abord bien admettre qu'il s'agissait là d'un défi de taille. En 1957, 50 pays africains sur 53 étaient des colonies



Andrea Marchesini Reggiani, Giovanni Bersani et Ranieri Sabatucci lors de la présentation du *Courrier*, Délégation Culturelle – Alliance Française, Bologne, le 14 décembre 2007.  
© Niksa Soric

ou des territoires sous tutelle. L'indépendance et les mouvements de libération ont placé à la tête de ces pays des régions non démocratiques. Entre 1962 et 1989, le Botswana, le Sénégal et Maurice ont été les seuls Etats gouvernés par un régime démocratique. Une caractéristique qui explique en grande partie leur prospérité et leur croissance économique par rapport aux autres pays ayant connu tout au long de cette période des systèmes à parti unique, soutenus par une puissance étrangère. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, l'Afrique était le théâtre de la guerre que se livraient les deux blocs pour le tiers monde. Avec la menace nucléaire, il était impensable que cette guerre se déroule dans l'hémisphère Nord. Les affrontements ont donc eu lieu en Afrique.

Au cours de ces 30 dernières années, nous avons encouragé la mise en place de parlements dans tous les pays ACP et la production agricole s'est nettement améliorée dans de nombreux pays de la région, notamment dans ceux où la faim et la pauvreté avaient fait autrefois de nombreuses victimes. Nous avons lutté contre l'apartheid, jusqu'à l'abolition de ce régime. Victime d'un héritage colonial remontant à 45 ans, l'Union africaine (UA) est aujourd'hui dotée de sa propre constitution, d'un gouvernement central, de gouvernements régionaux et d'un Parlement. Il faut bien se rendre compte de la situation de départ et du chemin parcouru ! Je tiens ici à souligner que la politique de l'UE a pris un cours très différent de la politique américaine, car elle n'est pas basée sur l'intervention militaire, mais sur des valeurs et des principes moraux. La médiation est au centre de nos efforts. Une médiation souvent discrète mais qui s'est à maintes reprises révélée décisive.

*A. M. R. – Il s'agit donc d'une belle histoire d' "exportation de la démocratie". Mais dans bon nombre de ces pays, la violation des droits de l'homme reste toutefois un problème. L'UE n'a-t-elle pas parfois tendance à fermer les yeux sur ces aspects ?*

G. B. Ce principe a été reconnu au titre de Lomé III, mais la difficulté consistait à déterminer la personne responsable d'éventuelles violations des droits de l'homme et d'imposer des sanctions par la suite. Ni le Conseil des ministres ni la Commission ne pouvaient assumer cette mission. En 1984, la présidence de l'Assemblée décidait de remplir ce rôle et présentait des cas spécifiques de violations des droits de l'homme à l'Assemblée parlementaire.

En 1986, le règlement était adopté, non sans mal. Dès cet instant, les questions de droits de l'homme ont toujours figuré en bonne place sur l'agenda de l'Assemblée paritaire ACP-UE.

Je me rappelle le jour où j'ai appelé Siad Barre, le président de la Somalie, lors d'une réunion de l'Assemblée. Il avait prononcé un ordre d'exécution à l'encontre de trois leaders de l'opposition. En me fondant sur les principes de l'Assemblée, j'ai demandé les pardons réciproques. Le jour suivant, alors que l'Assemblée se réunissait, il m'a appelé pour m'informer que ces condamnations à mort avaient été commuées en condamnation à l'exil.

Une autre négociation s'est révélée difficile; c'était avec le Président éthiopien Mengistu, qui détenait prisonnière la sœur aînée de Hailé Selassié, âgé de 90 ans. Dans ce cas, c'est l'intervention du co-président éthiopien de l'Assemblée qui s'est révélée décisive. La prisonnière a été autorisée à s'exiler à Londres.

*A. M. R. – Comment ont été célébrés les 50 ans du Traité de Rome ?*

G. B. – Les fêtes et manifestations ont été nombreuses mais peu de débats ont insisté sur le fait que le Traité de Rome contenait l'essence même de la coopération avec les pays tiers. Cette coopération, qui figure à la partie IV du traité, fait partie intégrante du Traité de Rome. Ce fut là un des aspects les plus difficiles et controversés : la France et la Belgique voulaient transférer à la Communauté économique européenne nouvellement créée la charge de la gestion coloniale et post-coloniale. Les Allemands y étaient opposés, estimant qu'il s'agissait là d'un calice empoisonné. La solution de compromis a donc été de mettre en place un modèle de "partenariat égal" avec les pays coloniaux. De longues discussions ont pour cela été nécessaires, rien ne pouvait être considéré comme acquis et tout devait donc être négocié. A l'époque, l'idée de créer un "Fonds pour le développement des pays et territoires d'outre-mer" avait déjà refait surface. Le problème est que le niveau de financement n'a jamais été suffisant.

*A. M. R. – Vous connaissiez bien l'ancien Courrier ACP-UE. Que pensez-vous de la nouvelle version ?*

G. B. – Vu le désintérêt des médias pour les questions en rapport avec la coopération, Le Courrier peut et doit diffuser des informations innovantes et différentes afin de favoriser la compréhension mutuelle entre l'UE et les pays ACP. Je souhaite longue vie au magazine et vous enjoins à ne pas vous arrêter devant les obstacles qui pourraient surgir. Gardez le cap en ayant comme objectif de diffuser des informations courageuses qui vont au-delà des questions purement techniques, pour parler au cœur des lecteurs. ■



François Misser

# TRAFIC D'ENFANTS

## en Afrique australe : conférence régionale à l'horizon



République Démocratique du Congo (RDC) : retour à Bunia (Ituri). © EC/ECHO/François Goemans

**La Commission européenne entend organiser avec les pays d'Afrique australe, en juin 2008, une conférence régionale "de haut niveau" sur le trafic d'enfants.**

Cette initiative répond à une préoccupation exprimée par la société civile et plus particulièrement par le Southern Africa Network Against Trafficking and Abuse of Children (SANTAC) parrainé par Graça Machel, veuve de l'ancien président mozambicain Samora Machel et épouse de Nelson Mandela, ainsi que par le prix Nobel de la paix, l'archevêque anglican du Cap Desmond Tutu.

Au cours d'une conférence organisée par cette ONG en mars 2007 à Johannesburg, le Directeur général du Développement de la Commission européenne, Stefano Manservigi, avait apporté son appui politique à ce combat, pour lequel les commissaires européens au développement et à la stratégie de communication, Louis Michel et Margot Wallström, ont également fait part de leur solidarité.

Le défi est considérable. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Office international des migrations (OIM) et de l'UNICEF, le trafic d'enfants est un phénomène qui concerne

plusieurs milliers de personnes dans la région. Mais il est difficile d'en mesurer précisément l'ampleur, notamment à cause de l'absence de registre d'état civil dans un pays comme le Malawi. Avec le Mozambique et la Zambie, ce pays est considéré à la fois comme un pays "fournisseur" d'enfants et de transit, vers l'Afrique du Sud et la Péninsule Arabique.

Les causes du trafic d'enfants (partie du phénomène plus large du trafic d'êtres humains dont le chiffre d'affaires mondial pour le crime organisé est estimé à quelque 7 milliards de dollars) sont diverses. SANTAC évoque la pauvreté et l'épidémie de VIH-sida. Ces maux ont pour conséquence de provoquer un accroissement important du nombre d'orphelins, tantôt confiés à des parents ou à des familles d'accueil, elles-mêmes dans le besoin, facilement dupées par des organisations criminelles qui, sous prétexte, de leur offrir un travail ou une éducation, enrôlent ces enfants, très souvent des filles, dans des réseaux de prostitution ou les transforment en esclaves. L'un des problèmes est que si les pays indivi-

duellement tentent de faire face à la situation, ils n'ont pas la capacité de contrôler leurs frontières. De surcroît, même si la prise de conscience gagne du terrain chez les dirigeants, ils n'ont pas ratifié tous les instruments légaux internationaux pour combattre ce fléau. Il n'existe pas non plus d'instrument régional en Afrique australe pour la prévention, la suppression ou la répression du trafic d'êtres humains. D'où la nécessité d'une réponse régionale, dont la prochaine conférence de Maputo serait la première étape. Celle-ci doit déboucher sur une déclaration, une stratégie et un plan d'action de dix ans. Il s'agira ensuite de préparer une conférence des bailleurs de fonds organisée par les pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe SADC durant laquelle sera présenté ce plan d'action, auquel la Commission européenne et les Etats membres de l'UE apporteront leur concours financier. A ce stade, les mesures envisagées vont de l'élaboration de programmes de coopération judiciaire et policière au transfert de savoir-faire. ■

Debra Percival

# 35 NATIONS SIGNENT de nouveaux accords commerciaux

*Au moment de la mise sous presse du Courrier, 35 des 78 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avaient signé des Accords de partenariat économique (APE) avec l'UE. Tous bénéficiaient jusqu'ici d'une entrée préférentielle sur le marché de l'UE au titre de l'Accord de Cotonou.*

Les APE sont des accords de libre-échange réciproques. Mais si l'UE a accepté d'ouvrir son marché à tous les biens et produits agricoles en provenance des ACP (à l'exception du sucre et du riz qui bénéficieront chacun d'une brève période de transition à compter du 1er janvier 2008), les nations des ACP ne devront ouvrir que progressivement leurs marchés, par phases négociées de 5 à 25 ans, pour les produits les plus sensibles, qui représentant 80% ou plus de tous les échanges. Conformément aux règles commerciales de l'Organisation mondiale du commerce, les signataires de tout accord de libre-échange sont autorisés à en exclure certains biens, pour autant que ces accords couvrent "substantiellement" tous les échanges. De nombreux pays ACP ont dès lors choisi d'exclure leur production agricole des APE.

A ce jour, les Caraïbes sont la seule entité régionale à avoir signé un APE. Cet accord, établi avec tous les pays du CARICOM, porte non seulement sur les biens, mais aussi sur les échanges de services, les douanes, la facilitation du commerce extérieur, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, l'agriculture et la pêche, les paiements et les mouvements de capitaux, la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, les marchés publics, les questions environnementales et sociales et les fonds de développement, autant d'aspects qui stimulent l'intégration régionale. A ce jour, des sous-régions ou un ou deux pays ACP d'une même région ont eux aussi signé des APE. Il s'agit d'APE portant uniquement sur les marchandises et par lesquels l'entité s'engage à poursuivre les négociations sur d'autres aspects de l'accord en signant des APE à part entière d'ici la fin 2008. Il s'agit essentiellement de pays à moyens revenus. Ces entités ou ces pays estiment assez urgent de signer des APE puisque la dérogation accordée par l'OMC pour l'Accord de Cotonou a pris fin le 31 décembre. En l'absence d'APE, ces pays seraient en effet soumis au Système de préférences généralisées (SPG). Seuls quelques pays ACP se trouvent actuelle-

ment dans cette position, notamment le Gabon, la République du Congo, le Nigeria et un groupe de pays du Pacifique, les îles Cook, Tonga, les îles Marshall, Niue, la Micronésie, Palau et Nauru. Des fonctionnaires de l'UE en charge du commerce indiquent que le Congo et le Gabon ont exprimé un intérêt pour les APE mais que le Nigeria n'a pas voulu en négocier un à ce stade. Ils ajoutent qu'étant donné le bas niveau des échanges commerciaux entre l'UE et le Pacifique, la mise en œuvre du SPG n'entraînera pas tellement de pertes pour cette région. D'après une récente déclaration émanant du Secrétariat ACP à Bruxelles, "les ACP demandent à l'UE de faire en sorte que toutes les mesures soient prises pour garantir la poursuite du commerce dans les mêmes conditions, de manière à ce que les opérateurs économiques restent sur le marché et que le bien-être socio-économique des citoyens des Etats ACP ne soit pas compromis".

On peut encore lire que les "accords intérimaires" ont été signés sous la pression et qu'il faudra les revoir lorsque les accords à part entière seront élaborés en 2008.

De nombreux pays parmi les moins développés (PMD) sont encore indécis au sujet des APE. Abdoulaye Wade, président du Sénégal, a indiqué que son pays n'est pas prêt pour le libre-échange. Les pays les moins développés peuvent encore bénéficier d'exportations exemptes de taxes et de quotas vers le marché européen en vertu de l'initiative européenne de 2001 "Tout sauf les armes".

Mais une déclaration émanant de la Direction générale du Commerce de l'UE souligne encore les avantages des APE à part entière, en disant qu'"ils offrent la possibilité de soutenir l'intégration progressive des ACP dans l'économie internationale et de s'assurer que l'accès sans précédent aux marchés de l'UE accordé aux ACP apporte une croissance réelle des échanges commerciaux et un développement économique sur une large base. Pour le dire brièvement, c'est l'occasion d'apporter ce que l'Accord de Cotonou n'a pas été capable de fournir."

## JUSQU'À PRÉSENT, QUI A PARAPHE ?

(À LA DATE DU 3 MARS 2008)

### APE À PART ENTIÈRE :

Groupement régional du CARICOM Antigua –et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyane, Haïti\*, Jamaïque, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Saint Christophe et Nevis, Surinam et Trinité et Tobago.

### ACCORDS "INTÉRIMAIRES" OU "PORTANT EXCLUSIVEMENT SUR LES MARCHANDISES" :

AFRIQUE CENTRALE : Cameroun

COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST : Burundi\*, Kenya, Rwanda\*, Tanzanie\*, Ouganda\*

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE : Comores\*, Madagascar\*, Maurice, Seychelles, Zimbabwe

PACIFIQUE : Papouasie Nouvelle Guinée, Fidji

AFRIQUE DE L'OUEST : Côte d'Ivoire, Ghana

COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE (SADC) : Botswana, Lesotho\*, Namibie, Mozambique\*, Swaziland

Source : DG Commerce, Commission européenne, [www.ec.europa.eu/trade/](http://www.ec.europa.eu/trade/)

\* Pays les moins développés (PMD) ■

1- Il y a 79 Etats ACP au total, mais l'Afrique du Sud, qui a conclu un accord bilatéral avec l'UE relatif au commerce, n'est pas incluse dans un APE.

2- Voir la fin de l'article pour les membres du Caricom. ■



Marie-Martine Buckens

# Les ministres ACP donnent la **PRIORITÉ** à **LA SANTÉ**

Face aux nombreux défis posés par le développement de la santé dans les Etats et régions ACP, les ministres ACP de la Santé, réunis pour la première fois les 25 et 26 octobre 2007 à Bruxelles, ont décidé d'intensifier leur coopération.

Dans leur "Déclaration de Bruxelles", les ministres ont tenu à réaffirmer l'importance du dialogue intra-ACP dans le cadre de l'Accord de Georgetown, mais plus particulièrement au titre du partenariat ACP-UE, en plaçant les questions de santé au cœur des programmes de développement de leurs Etats. Priorité sera donnée à la lutte contre les maladies transmissibles telles que le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme, notamment par l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. En outre, les ministres ont pris l'engagement de promouvoir la prise en charge médicale et le traitement des maladies non transmissibles et des maladies tropicales négligées, ainsi que des maladies résultant de violence ou de traumatisme, par le renforcement des systèmes de santé.



Une clinique à Blantyre (Malawi), inaugurée en mars 2006 par la Communauté de Sant'Egidio. © Joshua Massarenti

## > Enrayer l'exode des cerveaux

Autre préoccupation des ministres ACP de la Santé : l'exode continu des personnels de santé hautement qualifiés de leurs pays vers les pays développés, l'UE en particulier. Pour enrayer cette fuite, les ministres ont "marqué leur détermination" à mettre en place des stratégies concrètes pour "former, recruter et retenir des professionnels de santé locaux". Dans la foulée, les ministres ont décidé de promouvoir des partenariats avec les compagnies pharmaceutiques afin de faciliter l'accès, à un coût abordable, aux médicaments brevetés, ainsi que mobiliser des financements pour la recherche et la mise au point de nouveaux médicaments ou moyens de diagnostic. ■

# Dossier

## LES ÎLES DU PACIFIQUE. Changements climatiques et vulnérabilité

De Hegel Goutier

Reportage à Tuvalu, îles Salomon et Fidji\*

Il ne fait pas de doute que le Pacifique représente l'une des régions les plus vulnérables quant aux risques de catastrophes dus au changement climatique. C'est le cas de plusieurs îles coralliennes de basse altitude. L'une d'elle, Tuvalu est devenue un symbole de cette menace mais aussi de la capacité

de résistance et de la détermination d'un petit pays à survivre. C'est le cas aussi d'îles volcaniques situées le long de l'Anneau de Feu (« Ring of Fire »). Comme les îles Salomon qui ont déploré en avril dernier les ravages d'un tsunami causé par un tremblement de terre. Des dizaines de morts et des dizaines de milliers de

sans-abri. Les populations de ces pays menacés déplorent la réticence de certains pays riches, responsables en grande partie de la pollution à la base des dérèglements climatiques, à réduire leur niveau de pollution. Ce qu'un homme politique de Tuvalu a assimilé à un "terrorisme rampant" qui menace son pays. ■

L'étendue de Tuvalu, île principale de l'atoll de Funafuti. © Hegel Goutier





Atoll de Funafuti. Vue de la mer.  
© Hegel Goutier

Hegel Goutier

# TUVALU, un symbole mondial

Tuvalu, c'est les anciennes îles Ellice : des surfaces émergées d'à peine 26 km<sup>2</sup>, sur une zone d'exclusivité de 0,75 million de km<sup>2</sup>, 10.000 habitants.

Il suffit de quelques vagues un peu plus hautes que d'habitude pour que, de la piste de Funafuti, l'atoll capitale de Tuvalu, on doive prendre une barque pour rejoindre le bar de l'aéroport. Tuvalu regroupe l'un de ces ensembles d'îles émergeant à peine de la mer. Sous la menace permanente de tsunamis et d'autres catastrophes naturelles.

Le 28 février 2006, c'était la grande frayeur sur plusieurs des neuf îles de l'archipel de Tuvalu, surtout sur Funafuti. L'atoll s'étire sur un arc de cercle de 12 kilomètres entre le lagon et l'océan avec une largeur ne dépassant jamais les 400 mètres et se rétrécissant en se rapprochant des deux extrémités. Il culmine à 3,7 mètres. Une vague de 3,5 mètres, la plus haute jamais enregistrée sur ces côtes, en venant mourir sans trop de force, a suffi ce jour-là pour inonder une bonne partie de l'île – l'aéroport était une fois de plus sous l'eau – et, en se retirant, a laissé des cuvettes d'eau salée délétère pour les plantes

vivrières. Si cette inondation était exceptionnelle, c'est régulièrement qu'avec les grandes marées, les îles de Tuvalu se retrouvent en partie sous l'eau. Des inondations qui charrient des cohortes de calamités. Les rachitiques nappes phréatiques sont contaminées. L'eau saumâtre croupissant s'infiltrant jusqu'aux fosses d'aisance et se mélange aux dépôts d'immondices qui remplissent les fosses creusées lors de la Seconde Guerre mondiale. L'agriculture devient donc de plus en plus aléatoire.

## ► Détérioration de plus en plus marquée

Les observations scientifiques et empiriques témoignent d'une aggravation de la situation dans les îles de Tuvalu. Le niveau de la mer autour des atolls, d'après les données fournies par un système d'observation des marées

d'Australie, a augmenté de sept centimètres au cours des 13 dernières années, ce qui va au-delà du simple effet mécanique de la fonte des glaces. D'autres facteurs comme El Niño doivent probablement y avoir contribué, toujours selon des experts. Un signe marquant de cette détérioration est la plongée sous l'eau d'un bout de l'atoll de Funafuti. L'îlot Tepuka Salivilivili s'est enfoncé sous l'eau après avoir perdu dans un premier temps ses cocotiers.

Des personnes âgées ont fait part au Courrier de leurs observations : les pluies sont de plus en plus rares mais paradoxalement de plus en plus fortes et orageuses. Elles feraient craquer la terre dans les endroits fragiles comme aux points d'excavation de ces fosses de la guerre, ce qui nuirait au développement du pulaka, tubercule à la base de l'alimentation locale qui atteignait normalement un mètre de longueur et qui deviendrait de plus en plus rachitique et en voie de disparition.

## ► Sensibilisation précoce

Très vite, la population de Tuvalu a pris conscience du danger. Dès 1992, au moment où l'on ergotait encore sur la réalité ou non des changements climatiques, les gouvernements successifs de Tuvalu ont commencé à alarmer tous azimuts sur la catastrophe qu'ils estimaient menacer leur pays. Au départ, leurs préoccupations étaient très peu relayées. Leur persévérance, le soutien sans faille de leur société civile qui a, en un certain sens, pris naissance autour de la question

de l'environnement, ont porté leurs fruits. En cela, le fonctionnement démocratique de Tuvalu a certes été utile. Malgré des moyens plus que limités, il a réussi à secouer les instances internationales de leur torpeur au sujet des changements climatiques et ce, bien avant ceux qui, nombreux maintenant, se font les hérauts de sa cause. Une politique de communication réussie. A travers le monde entier, la sympathie va au petit pays..

## ► Consensus et implication collective

Le consensus des personnalités politiques de Tuvalu sur l'enjeu climatique concerne également la société civile. Celle-ci est relativement forte. L'Association des organisations non gouvernementales de Tuvalu, TANGO, regroupe près d'une cinquantaine de structures orientées vers des secteurs différents mais qui, toutes, à un degré ou un autre, s'occupent des risques climatiques. Toutes font bloc derrière leur gouvernement pour sensibiliser tant à l'extérieur qu'à l'intérieur sur cette question. Annie Homasi, la directrice de TANGO, personnalité en vue dans les forums altermondialistes, nous parle entre autres ici de la coordination entre société civile et pouvoir politique.

## ► Des nuances toutefois

Le consensus est donc très large sur les positions du gouvernement face aux risques climatiques. L'un des rares à émettre un bémol est le Révérend Kitiona Tausi qui ajoute la question des risques climatiques aux autres divergences qu'il a avec le gouvernement sur des questions idéologiques. Pour le prêtre, le gouvernement

a signé le protocole de Kyoto et, pour la fourniture d'électricité dans les autres îles du pays, il a fait le choix d'une installation pétrolière plutôt que de l'énergie solaire. Il insiste sur le fait que son église utilise des panneaux solaires. Il critique aussi le gouvernement qui a retenu l'hypothèse d'une relocalisation de la population alors que pour lui c'est inacceptable, tout en reconnaissant que certains prêtres du pays sont plutôt sur la même position que le gouvernement.

Mme Siuila Toloa, professeur à la Nauti Primary School, présidente de Island Care, ex-secrétaire générale de la Croix-Rouge de Tuvalu pendant 21 ans, par exemple insiste sur la responsabilité collective, y compris celle de la population de Tuvalu, dans la recherche de solutions au problème. Son SOS ne s'adresse toutefois qu'aux grands pollueurs. "Pour lutter contre le réchauffement climatique, nous devons travailler main dans la main. Nous avons ainsi une chance de limiter les dégâts. Des dégâts pour lesquels Tuvalu n'a rien à se reprocher. Pas plus que nous ne sommes menacés par exemple par les feux de forêt en Afrique. Je songe plutôt aux pays qui n'ont pas signé le protocole de Kyoto. Et aux dirigeants de ces pays, j'adresse le message suivant: Aidez-nous, sinon mon pays risque de disparaître sous les eaux." ■



En haut :  
Funafuti International Airport.  
© Hegel Goutier

Au centre et en bas à gauche :  
Unité de dessalement d'eau de mer.  
© Hegel Goutier

En bas à droite :  
Camion de pompiers à l'aéroport de Funafuti.  
© Hegel Goutier



# Vivre dans la **CRAINTE** du CHANGEMENT CLIMATIQUE

**M. Lotoala Metia,**  
Ministre des Finances, de l'Économie et de l'Industrie.

## ► Mesures actuellement mises en œuvre pour protéger l'environnement

Nous avons défini des zones de conservation, l'une sur cette même île et deux sur les autres atolls. L'idée est de préserver ces zones. Nous essayons également de promouvoir un programme de sensibilisation afin d'inciter la population à maintenir la propreté de l'île. Le plastique et les boîtes de conserve sont mis en dépôt dans un endroit prévu à cet effet avant d'être éloignés pour éviter la pollution des îles. Nous essayons également d'obtenir le soutien du Fonds mondial pour la protection de l'environnement (*GEF pour Global Environment Facility*) dans nos efforts pour répondre à l'érosion de nos terres.

## ► Projet ambitieux

Un projet avait été financé par la SOPAC pour draguer du sable depuis le lagon et combler les ballastières\*, mais il a dû être abandonné parce que l'équilibre écologique du lagon en aurait été compromis. A titre d'information, le gouvernement tente actuellement d'établir un document de référence pour obtenir l'aide de pays donateurs pour la construction d'une île artificielle dans le lagon. Si ce projet démarre, nous pourrions peut-être profiter de l'occasion pour combler les ballastières, avec l'aide des pays qui ont participé au projet original. Il s'agit pour nous d'un défi considérable mais je suis convaincu qu'avec un projet solide, nous parviendrons à convaincre les pays donateurs de nous soutenir dans cette entreprise.

## ► Surpopulation

Si le problème n'est pas encore grave aujourd'hui, il est cependant en train de deve-

nir. Nous devons nous attaquer aux différences de niveaux de développement entre la capitale et les autres atolls afin de mettre un terme à l'urbanisation et à l'installation de nouveaux habitants sur l'île. Nous essayons de moderniser les autres îles pour qu'elles disposent des mêmes infrastructures et des mêmes projets de développement, susceptibles d'attirer des financements supplémentaires. Nous explorons de nouvelles voies et de nouveaux moyens de résoudre le problème de surpopulation qui touche l'atoll de Funafuti.

## ► Surpopulation et culture traditionnelle

Il est vrai qu'à Funafuti nous rencontrons quelques petits problèmes, mais ce n'est pas le cas dans les autres îles, où la culture et les traditions sont restées intactes. La surpopulation et les problèmes liés au territoire n'affectent en rien la vie quotidienne et la culture à Tuvalu. La sécurité règne toujours à Funafuti même si le surpeuplement commence à poser des problèmes. Nous devons aussi nous occuper de la question de la gestion des déchets.

## ► Rester malgré tout ?

C'est l'opinion générale pour l'instant. Si nous partons, nous perdrons notre identité et notre souveraineté. Nous essayons donc de protéger notre île autant que possible pour pouvoir y rester. Mais, si le pire venait à se produire, des contacts ont été établis avec l'Australie et avec la Nouvelle-Zélande pour envisager l'accueil des Tuvaluans.

Merci de m'avoir offert la possibilité de parler de tout cela aux Européens. C'est une formidable occasion de montrer au monde que, même si nous sommes petits et isolés, nous ne nous débrouillons pas si mal par rapport à certaines

grandes îles de la région. Il est extrêmement important pour le gouvernement et la population de Tuvalu d'essayer de vivre dans les limites de nos ressources et de nos moyens et de consolider nos ressources financières tout en investissant dans des projets durables, qui apportent des avantages économiques à la population. Nous voulons par-dessus tout préserver le concept de bonne gouvernance, qui pose des problèmes à de nombreux pays dans le monde.

\*Trous creusés durant la II<sup>e</sup> Guerre mondiale et dans lesquels étaient déversés les déchets. **H.G. ■**

**Intervention de Maatia TOAFA, Premier ministre en exercice et ministre des Affaires étrangères des îles Tuvalu, à l'occasion de la 59<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 septembre 2004.**

*Nous, habitants des îles Tuvalu, vivons dans la crainte permanente des conséquences négatives du changement climatique et de l'élévation du niveau des mers. L'altitude de l'archipel étant de 3 mètres à peine au-dessus du niveau de la mer, nos moyens d'existence et les sources de notre sécurité alimentaire sont déjà gravement touchés. La salinité des nappes aquifères a augmenté ; les terres s'érodent ; les coraux perdent leur couleur ; l'inquiétude s'est généralisée. La menace est réelle ; elle est grave. Elle s'apparente à une forme de terrorisme lent et insidieux contre les Tuvalu.*

*Les îles Tuvalu accordent dès lors une importance considérable à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Protocole de Kyoto, qui fournissent le cadre international le plus approprié pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. ■*

# UNE SOCIÉTÉ CIVILE dynamique

Annie Homasi, directrice exécutive de l'Association des organisations non gouvernementales de Tuvalu (TANGO), a été nommée Officier de l'Ordre de l'Empire britannique en reconnaissance de son action généreuse en faveur des habitants des îles Tuvalu et de la région du Pacifique Sud. Elle décrit dans les grandes lignes le travail accompli par son organisation.

L'association TANGO compte et chapeaute 47 organisations membres, qui sont de types divers et proviennent des différentes parties du pays : ONG actives dans le domaine de la santé, groupes pour l'émancipation économique et groupes d'aide humanitaire comme la Croix-Rouge, les églises et beaucoup d'autres encore. La société civile est donc largement représentée..

Nous collaborons étroitement avec le gouvernement sur les questions du changement climatique. Sur ce plan, notre gouvernement est très actif sur la scène internationale, notamment à l'échelle régionale. Nos organisations ont donc décidé de former une coalition. Nous travaillons également avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) basé aux îles Fidji et avec le ministère de l'Environnement. Nous avons organisé des forums de la société civile au niveau régional, ayant pour thèmes la gouvernance régionale, la santé, l'égalité des sexes. Nous avons formulé des recommandations à l'intention des gouvernements. Grâce à ces forums, nous avons pu établir des priorités et mettre au point des plans d'action. Nous œuvrons également à la sensibilisation par les médias. Sur les îles touchées par l'érosion, nous menons des projets consistant à aider la population à planter des arbres selon les méthodes traditionnelles et, par exemple, à protéger les cocotiers, qui, en outre, constituent pour nous un gagne-pain.

Nous voulons que la population des Tuvalu prenne son destin en main. Or, certains aspects du changement climatique échappent à notre contrôle. Nous ne pouvons donc pas le maîtriser. Tout ce que nous pouvons faire, c'est envoyer des représentants à des rencontres internationales pour faire entendre nos préoccupations.

Nous ne pouvons pas nous limiter à compter sur les autres et à attendre que l'on nous dise quoi faire, nous devons aussi agir nous-mêmes. Certains pays comme les États-Unis et même l'Australie, l'un de nos voisins, sont encore réticents par rapport à ces questions. Ils n'ont toujours pas signé le Protocole de Kyoto, l'instrument qui met véritablement l'accent sur ces problèmes. La Nouvelle-Zélande est par contre bien disposée à notre égard. Un plan d'émigra-

tion vers la Nouvelle-Zélande a déjà été mis au point alors que l'Australie refuse de nous ouvrir ses portes. Nous collaborons plus étroitement avec la société civile néo-zélandaise. Ainsi, nous assisterons prochainement à une réunion à Wellington pour discuter des préparatifs logistiques en vue de l'accueil des Tuvaluans.

1 - L'interview a eu lieu avant le changement de gouvernement en Australie (Novembre 2007). **H.G. ■**



Drapeau de Tuvalu.  
© iStockphoto.com/Uluk Zivana



Siège central du Service météorologique des îles Salomon.  
© Hegel Goutier

# TSUNAMI sur les îles Salomon

Les Salomon. 2 avril 2007, 7h40 du matin. Un tsunami ravage les zones côtières dans la Western Province et à Choiseul. Il a été provoqué par un tremblement de terre de 8,1 degrés sur l'échelle de Richter avec un épïcêtre situé à peine à 45 km de la petite ville de pêche et de sports nautiques de Gizo (5.000 habitants) sur l'île de Gizo (Western Province), à 205 km de Chirovanga, Choiseul, la deuxième province la plus touchée et à 345 km de la capitale Honiara sur l'île de Guadalcanal. A cause de sa proximité avec l'épïcêtre du séisme, Gizo n'avait reçu aucun avertissement. Heureusement que les trombes d'eau se sont déversées durant le jour et que les vagues de 3 mètres étaient moins hautes et moins puissantes que celles du tsunami de l'océan Indien de décembre 2004. Elles n'en ont pas moins fait des dizaines de morts et des milliers de sans-abri notamment à Gizo. Parmi les autres localités sinistrées, Naro et Taro Islands et, à un niveau moindre, Vella La Vella, Kolombangana, New Georgia et Simbo dans la Western Province.

Les dommages en termes de vies humaines auraient été beaucoup plus sévères si les populations concernées n'avaient pas bénéficié de projets de sensibilisation développés à la suite du tsunami de l'océan Indien. "We were lucky it happened during the day time and the people observed that the sea receded and that was a sign that something was not right and most people moved to higher ground", a précisé l'ex-Premier ministre Sogavare, encore en poste lors de la visite du *Courrier* en novembre 2007.

Sur l'île volcanique de Simbo à une trentaine de kilomètres de l'île de Gizo, la mer a envahi jusqu'à 200 mètres à l'intérieur des terres, libérant le soufre d'un cratère sous-marin du volcan. L'inondation de l'église du village a entraîné la mort de l'évêque, qui procédait à une ordination, et de trois fidèles. Vingt-cinq répliques du tremblement de terre après le tsunami ont effrayé la population restée perchée sur les hauteurs de l'île plus longtemps que nécessaire de peur qu'un nouveau tsunami ne s'abatte sur l'île.

## > Destruction des ressources marines

D'après des évaluations faites par Secrétariat de la communauté du pacifique (CPS), le tsunami a provoqué une destruction des ressources marines sauvages comme de celles des centres d'aquaculture. Ce qui n'a pas été sans affecter l'approvisionnement des communautés installées le long des côtes. L'aquaculture concerne les fruits de mer, les perles de culture et des espèces pour aquarium. Autour de Gizo, les fermes ont été complètement détruites. Le plan élaboré par la SPC à la suite de rencontres avec les aquaculteurs consistait à les aider à relancer les activités à partir de souches provenant d'une autre île de la province et, entre-temps, de fournir des fruits de mer aux fermiers pour que leurs activités commerciales puissent être maintenues. Parmi les villages très durement touchés, Titana sur l'île de Gizo, qui a aussi eu des pertes en vies humaines, Rarumana et Sagheragi. Dans ce dernier village, des stocks importants de poissons d'orne-

mentation étaient sur le point d'être transportés vers la capitale Honiara quand le tsunami a eu lieu. En aval, rapporte toujours le CPS, la branche locale du World Fish Center et le centre sous-régional de Gizo de CoPSPSI (Commercialisation of Seaweed Production in the Solomon Islands) ont dû ralentir considérablement leurs activités. Pour aider certaines espèces à se reconstruire, une interdiction sur leur capture a été instaurée, ce qui affecte les populations pour lesquelles elles constituaient une source de revenu.

## > Le triangle du corail

Les dégâts sur l'environnement sous-marin dans les environs de l'île de Choiseul sont encore en cours d'évaluation mais ils sont certains, selon les spécialistes. Cette zone est l'une des plus riches du monde pour la biodiversité des coraux (près de 500 espèces) et des poissons de récif (plus de 1.000 espèces). Les îles Salomon font partie du triangle de corail (Coral Triangle) avec l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, le Timor Leste et la Papouasie Nouvelle Guinée. L'affectation des coraux est susceptible d'avoir des impacts en cascade sur la biologie sous-marine.

## > Déforestation et changements climatiques

Aux îles Salomon, 70% des recettes de l'Etat proviennent des taxes d'exportation du bois. Et de la vente des licences de coupe. L'exploitation de la forêt tropicale fragilise considérablement l'environnement. Cette exploitation est particulièrement intense dans la Western Province, la plus touchée par le tsunami. Les prévisions généralement admises prévoient la disparition des forêts dans un délai d'à peine cinq ans. Le peu de forêts restant a déjà fait l'objet de licences d'exploitation. Actuellement, les coupes effectuées correspondent à près de trois fois la quantité considérée comme soutenable. Et les compagnies forestières continuent à augmenter leurs prélèvements. Avant même le tsunami, le plus long lagon du monde entouré d'îles et peut-être le plus beau d'après des experts, le Marovo lagoon dans la Western Province, était en grave danger à cause de la déforestation avancée de l'île principale. Déjà, il n'y a presque plus de coquillages et de poissons. De plus en plus, les compagnies forestières travaillent sur des terrains en pente, ce qui n'est pas sans créer des risques d'érosion dans les zones côtières, accentuant ainsi les effets potentiels de la montée du niveau de la mer.



Pirogue.  
© IStockphoto.com/Lonshots

William Atu, directeur de projet du bureau d'Honiara de "The Nature Conservancy" ([www.nature.org](http://www.nature.org)) explique au *Courrier* que ces dépôts dus à l'érosion dans un lagon profond, comme c'est le cas en maints autres endroits des îles Salomon, abîment les coraux et ce, avec des effets collatéraux sur la vie marine en général. Les dommages du tsunami sur les coraux et la vie marine dans les provinces d'Isabel et de Choiseul font l'objet d'évaluations plus précises qui vont être publiées par l'organisation. Pour M. Atu, il est impératif, ne fût-ce que sous l'angle de la protection

de l'environnement, que le gouvernement légifère sur l'exploitation des forêts. Mais le gouvernement ne le fait pas ou ne fait pas appliquer les législations existantes, ajoute-il, trop de gens dans la province sont soutenus par les compagnies forestières et les intérêts publics et privés du commerce du bois sont très importants dans le pays. La pratique de la pêche est tout autant insoutenable, ajoute M. Atu. Les prises de la plus grande pêcherie commerciale du pays, Solomon Taiyo LTD, ont décliné de 20% depuis 1993.

H.G. ■

## Extraits : Interview de l'ex-Premier ministre Manasseh Sogavare.

Manasseh Sogavare a été Premier ministre de 2000 à 2001 et une nouvelle fois de 2006 à 2007. Derek Sikua lui a succédé le 21 décembre 2007.

*Le Courrier* : Après le tsunami, votre pays a-t-il reçu un soutien suffisant de l'étranger pour l'aider dans ses efforts de reconstruction ?

Non, pas vraiment. Par contre, les donateurs nous ont fait comme toujours de nombreuses promesses. Nous vous aimons, nous vous envoyons ceci et nous allons faire ceci et puis cela. Six mois plus tard, nous attendons toujours que ces promesses se concrétisent. Je ne pense pas que cette situation se limite aux îles Salomon. L'Asie est, elle aussi, concernée par ce problème. Le continent asiatique attend toujours l'assistance promise. Je me dois toutefois d'être honnête. De l'aide, nous en avons reçue de ceux qui ont tenu leurs promesses. Le problème, c'est qu'avec certains donateurs, nous attendons encore ! ■



# TOUTES VULNÉRABLES : tyrannie des distances, ANNEAU DE FEU

Les îles du Pacifique constituent l'une des régions du monde les plus susceptibles d'être affectées par les changements climatiques à cause de leur vulnérabilité qui est fonction de divers facteurs : leurs petites tailles, leur éloignement (la tyrannie des distances), leurs structures géologiques – souvent des îles coralliennes à fleur d'eau – leur position sur les lignes de glissement des plaques tectoniques et donc des tremblements de terre et des tsunamis (le fameux Anneau de feu qui s'étend jusqu'aux Amériques, au Japon et descend jusqu'en Nouvelle-Zélande). Sans compter une gestion parfois insoutenable des ressources. Toutes ou presque sont dans des situations semblables ou à peine plus enviables que Tuvalu ou les îles Salomon. Des exemples. Kiribati culmine à 87 mètres mais nombre de ces îles sont des récifs coralliens recouverts de deux à trois mètres de sable, sans rivières ni aucune source d'eau potable. Certaines îles de

**Kiribati**, notamment Banaba, ont été fragilisées par l'exploitation du phosphate par la British Phosphate Commission et d'autres, dans les Lines Islands, par les essais des bombes à hydrogène du Royaume-Uni et des Etats-Unis au cours de la période coloniale. L'île de Tarawa (70.000 habitants) a les mêmes problèmes que Tuvalu même si l'île est plus grande. Dans l'un de ses récents rapports, le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP)<sup>1</sup> a confirmé le fait que deux îlots inhabités de Kiribati, Tebua Tarawa et Abanuea, ont disparu sous l'eau en 1999. Les côtes des 19 atolls des **Îles Marshall** sont en totalité érodées. Pour les protéger, comme à Kiribati, la population y déverse désespérément toutes sortes de gros matériel usagés, camions, vieilles voitures et autres machines usagées et les recouvre de pierres. Les îles Marshall et Kiribati ont déjà leurs premiers réfugiés écologiques dans la petite île haute de Niue.

La **Papouasie – Nouvelle Guinée**. Des fleuves de la dimension de l'Amazone alors que leurs cours évoluent sur de relativement courtes distances. Le 19 septembre 1994, une explosion de plusieurs cônes du volcan Rabaul a détruit en grande partie la ville qui porte son nom. Certaines îles adjacentes sont aussi menacées de disparaître. C'est le cas notamment des **Îles Carteret**, peuplées de quelques 2.000 habitants qui reconstruisent sans cesse des digues de protection et essaient de faire pousser la mangrove sans grand espoir. La décision a été prise de les faire émigrer par petits groupes vers les îles Bougainville à quatre heures de navigation. **Nauru**, très riche dans le passé grâce aux mines de phosphate, a été dévasté et fragilisé jusque dans ses fondations par 50 années de surexploitation de ce minerai désormais épuisé.

1- Instauré en 1974 par la Commission du Pacifique Sud, le SPREP a pour mission d'aider les pays de la région à protéger l'environnement et à pratiquer un développement durable. **H.G.** ■

# Les ÎLES PACIFIQUE SUBMERGÉES par le RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

*Côtes grignotées, nappes phréatiques salinisées, premiers exodes de réfugiés "climatiques" : le réchauffement climatique est déjà – dure – réalité pour la majorité des îliens du Pacifique. Aussi, priorité a été donnée à des programmes leur permettant de s'adapter – eux et leur environnement – à la nouvelle donne climatique. Des programmes qui bénéficient de l'appui de l'Union européenne.*

“**T**es pays en développement des îles du Pacifique ne sont responsables que de 0,03% des émissions mondiales de dioxyde de carbone. Et pourtant, on prévoit que ces pays auront à faire face aux conséquences les plus précoces et les plus sévères du changement climatique au cours des deux siècles à venir.” Tel est le constat déjà fait en 2001 par le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC), chargé par les Nations Unies d'assister les Parties à la Convention internationale sur les aspects scientifiques des changements climatiques.

Dans son rapport de 2007, le GIEC se fait plus précis : “Dans les petites îles, on s'attend à ce que la détérioration des conditions côtières affecte les ressources locales telles que la pêche et réduise la valeur de ces destinations pour le tourisme. La hausse de niveau de la mer devrait aggraver l'inondation, l'effet des tempêtes, l'érosion et d'autres risques côtiers, menaçant ainsi l'infrastructure, l'habitat et les installations qui constituent les moyens de subsistance des communautés insulaires. Les changements climatiques réduiront les ressources en eau dans beaucoup de petites îles, par exemple dans les Caraïbes et le Pacifique, au point où elles deviennent insuffisantes pour satisfaire la demande pendant les périodes de faibles précipitations.”

## ➤ Réfugiés climatiques

Minuscules cailloux volcaniques jetés et éparpillés dans l'océan, la plupart des îles du Pacifique sont des récifs coralliens dépassant à

peine le niveau de la mer, quand elles ne sont pas situées en dessous de son niveau. C'est le cas de la République de Kiribati, constituée de trois archipels, 32 atolls et d'une île isolée. Le point culminant de Kiribati est Banaba et ses 81 mètres. Tuvalu, Etat polynésien, compte huit atolls dont le point culminant est situé à 4,5 mètres au-dessus du niveau des flots... La moitié de ses 11.636 habitants vit au-dessous de trois mètres d'altitude. Or, le changement climatique rend les marées de hautes eaux – jusqu'à 3 mètres au-dessus du niveau normal –

de plus en plus fréquentes. Tuvalu est le premier pays où des gens ont dû abandonner leur terre pour échapper aux inondations. Kiribati et Vanuatu se voient elles aussi forcées de reloger des populations victimes de l'érosion des côtes et de la montée du niveau de la mer. Cette migration forcée, note un rapport des Nations Unies, “implique un besoin urgent de plans coordonnés, tant à l'échelle régionale qu'internationale, pour reloger les communautés menacées et mettre en place tout un arsenal politique, juridique et financier”.

## The 14 ACP countries of the Pacific:

### COOK ISLANDS

15 îles dont 13 habitées, coralliennes au nord et volcaniques au sud ; 240 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 1.800.000 km<sup>2</sup> ; 19.450 habitants (2000)

### FIDJI

332 îles dont 100 habitées dont 2 très grandes ; 18.272 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 1.260.000 km<sup>2</sup> ; 799.265 habitants (2000)

### KIRIBATI

28 atolls dont 17 habités ; 690 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 3.600.000 km<sup>2</sup> ; 84.440 habitants (2000)

### ILES MARSHALL

5 îles coralliennes, 29 atolls et 1200 îlots ; 170 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 2.131.000 km<sup>2</sup> ; 51.665 habitants (2000)

### ETATS FÉDÉRAUX DE MICRONÉSIE

4 groupes d'îles totalisant 607 îles, certaines volcaniques et d'autres de type atolls coralliens ; 700 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 2.978.000 km<sup>2</sup> ; 117.644 habitants (2000)

### NAURU

1 île corallienne surélevée, 24 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 320.000 km<sup>2</sup> ; 12.500 habitants (2000)

### NIUE

1 atoll corallien surélevé ; 259 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 390.000 km<sup>2</sup> ; 1.800 habitants (2000)

### PALAU

200 îles coralliennes ou volcaniques dont 8 habitées ; 487 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 600.900 km<sup>2</sup> ; 19.485 habitants (2000)

### PAPOUASIE – NOUVELLE GUINÉE

462.840 km<sup>2</sup>, 3.120.000 millions de km<sup>2</sup> d'eaux territoriales, plus de 5.099.000 habitants (2000)

### SAMOA

2 îles principales et 7 îles adjacentes ; 2.857 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 120.000 km<sup>2</sup> ; 169.900 habitants et près de 100.000 vivant à l'étranger (2000)

### ILES SALOMON

6 grandes îles, 20 petites et des centaines d'îlots ; 28.446 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 1.630.000 km<sup>2</sup> ; 416.200 habitants (2000)

### TONGA

169 îles dont 45 habitées ; 699 km<sup>2</sup> ; eaux territoriales 700.000 km<sup>2</sup> ; 98.850 habitants (2000)

Atoll de Funafuti.  
© Hegel Goutier



Vue de l'atoll de Funafuti. A droite l'océan, à gauche le lagon. © Hegel Goutier



Face à cette montée inexorable des eaux et à une recrudescence de cyclones parfois redoutables – dont le cyclone Val de sinistre mémoire qui en 2001 a dévasté l'île de Samoa provoquant des dégâts estimés à 230% du PIB de cette petite économie et provoquant la mort de 13 personnes – la Commission européenne a créé une Facilité ACP-UE pour les catastrophes naturelles. D'autres fonds sont prévus. Le Secrétaire général du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), Asterio Takesa, a pour sa part indiqué que l'UE a d'ores et déjà versé 200 millions d'euros pour l'adaptation aux changements climatiques et 150 millions d'euros pour l'établissement de plans d'action nationaux. Le PROE est une organisation intergouvernementale chargée de promouvoir la coopération, d'appuyer les efforts de protection et d'amélioration de l'environnement du Pacifique insulaire et de favoriser son développement durable. Le PROE compte 25 membres, quatre pays développés ayant des intérêts directs dans la région (France, Nouvelle-Zélande, Australie et Etats-Unis) et 21 pays et territoires insulaires du Pacifique : Etats Fédéraux de Micronésie, Fidji, Guam, îles Cook, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie Nouvelle Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis-et-Futuna.

### ► Ecosystèmes en péril

Pour Espen Ronneberg, le responsable des questions climatiques du PROE, le Pacifique représente en réalité un cocktail de défis du fait de sa topographie, de sa capacité limitée à faire face aux changements environnementaux et d'une pénurie de compétences locales. Selon lui, s'il existe un consensus scientifique sur l'effet de serre et sur la réalité des changements climatiques, nul ne sait vraiment si les températures mondiales vont continuer de croître ou s'il y aura des événements imprévus. Et d'ajouter que si les récifs coralliens et les écosystèmes insulaires peuvent naturellement s'adapter dans certaines limites, nul ne sait ce qui se passe lorsque ces limites sont atteintes très rapidement. C'est le cas notamment des mangroves, des écosystèmes précieux et de grande valeur économique. Selon une étude financée notamment par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (*Les mangroves des îles du Pacifique face à un climat en évolution et la montée des mers* – 2006) près de 13% des mangroves du Pacifique risquent de disparaître, celles des îles Fidji et Samoa étant parmi les plus menacées. Dans cette étude, Kitty Simonds, Directeur exécutif du Conseil de gestion des pêches du Pacifique occidental, explique que "à cause des liens fonctionnels

entre les zones humides à mangroves et les autres écosystèmes côtiers, et à cause de leur contribution importante à la production halieutique à proximité des côtes, les gouvernements et les communautés locales des îles du Pacifique doivent impérativement agir maintenant pour assurer l'approvisionnement durable des services offerts par les écosystèmes de mangroves. Le Conseil a récemment entamé la substitution de l'ensemble de ses plans actuels de gestion des pêches par des plans intégrés, basés sur les écosystèmes, pour chaque archipel. Les conclusions et les recommandations qui découlent de cette étude contribuent à l'élaboration de ces nouveaux plans portant sur les écosystèmes halieutiques et adaptés au lieu." **M.M.B. ■**



Dégâts provoqués par le tsunami dans la province de Choiseul. © Robert Iroga



Cours de sensibilisation aux changements climatiques. © Hegel Goutfier

# L'UE ET LES ACP EN QUÊTE DE "STRATÉGIES D'ADAPTATION"

Les îles ACP du Pacifique ne seront pas les seules à subir de plein fouet les conséquences des changements climatiques. Les Etats insulaires des Caraïbes et l'Afrique figurent également parmi les points du globe qui devraient être, et sont déjà, les plus touchés par le réchauffement annoncé. Reconnaisant la responsabilité des pays industrialisés dans ce processus, la Commission européenne dépose dès 2003 une stratégie pour aider les pays en développement à faire face aux défis que représentent les changements climatiques, stratégie entérinée en 2004 par le Conseil des ministres de l'UE sous forme d'un plan d'action 2004-2008. Depuis, les choses se sont quelque peu accélérées.

Il y a d'abord eu les Journées européennes du développement (JED) dont la deuxième édition, qui s'est déroulée en novembre dernier à Lisbonne, était placée sous le thème du changement climatique. Novembre, soit à peine un mois avant la Conférence internationale sur le climat qui, à Bali, a finalement convenu d'une "feuille de route" engageant pays industrialisés et pays en développement à poursuivre leurs efforts pour atténuer leurs émissions de gaz à effet de serre au-delà de 2012, date de la

fin de la première période du protocole de Kyoto. Novembre à Lisbonne, où le Commissaire européen au Développement, Louis Michel, a appelé à un "emprunt mondial" pour permettre aux pays en développement d'affronter les changements climatiques.

"Imaginons de manière créative un emprunt mondial qui permettrait de dégager les moyens pour répondre à l'ensemble de ce problème climatique. Si on ne conduit pas, ici et maintenant, une décision politique forte avec un résultat immédiat, nous nous trouverons dans la même situation dans 15 ans". Cet emprunt, a ajouté le commissaire, serait géré par les institutions internationales et totalement soutenu et financé par les pays les plus riches.

### ► Nécessité d'une alliance globale

L'emprunt mondial permettrait notamment de soutenir les actions prévues dans la stratégie entérinée par le Conseil de l'UE en 2004 mais aussi par le Conseil conjoint ACP-UE de juin 2006 à Port-Moresby, en Papouasie. Plus récemment, l'Assemblée paritaire ACP-UE, réunie du 19 au 22 novembre à Kigali, a réclamé la mise en place "d'une stratégie com-

plète soumise à des délais" afin d'intégrer la prévention des catastrophes et les stratégies d'adaptation dans tous les plans de développement nationaux, dans la politique de développement européenne et dans l'aide humanitaire. Elle demande aussi aux pays ACP et à l'UE de fixer un objectif spécifique pour les énergies renouvelables, lesquelles devraient être au centre des programmes de coopération.

Lors des JED à Lisbonne, Bernard Petit, Directeur général adjoint pour le développement à la Commission européenne, a de son côté reconnu qu'actuellement, la partie de l'aide consacrée aux stratégies d'adaptation était "insignifiante". Et d'indiquer les deux directions principales que devrait suivre l'UE. Tout d'abord, la nécessité pour les stratégies d'adaptation d'inclure le partenariat UE-Afrique. Ensuite, amorcer une approche plus politique englobant l'ensemble des pays. C'est ainsi que l'UE travaille actuellement sur la construction d'une alliance globale, impliquant les pays en voie de développement, spécialement les Etats insulaires, et donnant une importance majeure au changement climatique dans les stratégies de développement.

**M.M.B. ■**



**JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT**

Sébastien Falletti

# Ensemble face au CHANGEMENT CLIMATIQUE

À quelques mètres du Tage, dans l'immense hall de la foire internationale de Lisbonne, ONG et diplomates, paysans africains ou chefs d'Etat, se mélangent joyeusement dans une ambiance de salon étudiant. Ce cocktail improbable, c'est la recette détonante des Journées européennes du développement (JED), dont la seconde édition a largement réussi son examen de passage du 7 au 9 novembre 2007 à Lisbonne. Après la première édition en forme de ballon d'essai en 2006 à Bruxelles, cette initiative sortie tout droit du cerveau du Commissaire européen au Développement Louis Michel a trouvé son

rythme de croisière dans la capitale portugaise. Grâce à un thème porteur : l'impact du changement climatique sur le développement. "Si nous n'intégrons pas le changement climatique dans nos politiques de développement – ici et maintenant – nous perdrons le bénéfice de tous les investissements que nous avons faits." Le commissaire a donné le ton, celui de la gravité, dès la séance d'ouverture devant José Socrates, le Premier ministre portugais en charge de la présidence de l'UE, dont la présence marquait pour la première fois l'adoubement par le Conseil des JED. Un appel à la responsabilité qui s'est transformé en cri d'alarme quand le président des Maldives, Maumoon

Abdul Gayoom, a expliqué que le réchauffement du climat menaçait la survie même de son archipel. Et de lancer un appel solennel à tous les pays développés et émergents pour qu'ils s'engagent sur des cibles contraignantes en matière de réduction des émissions de gaz carbonique.

A la veille de la conférence internationale tant attendue sur le changement climatique à Bali en décembre, les JED ont offert une plate-forme idéale à l'UE pour afficher sa solidarité avec les pays pauvres et accroître ainsi la pression sur les autres partenaires plus réticents à s'engager dans les négociations. "Ce sont ceux qui ont le moins contribué au changement climatique qui



Kofi Annan et José Manuel Barroso, Lisbonne, du 7 au 9 novembre 2007. © CE

ont les plus affectés. Je pense aux petits Etats insulaires, aux pays africains, notamment ceux du Sahel. Il est important que leur voix soit entendue à Washington, à Pékin, à New Delhi", a déclaré José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne qui a fait le déplacement jusqu'à Lisbonne. Un appel relayé par l'invité vedette des JED 2007, Kofi Annan, qui a usé de toute son autorité pour rappeler les pays riches à leurs responsabilités. "On ne peut se permettre d'échouer. Nous avons besoin d'un régime post-Kyoto et cela commence aujourd'hui, pas demain !" a déclaré gravement l'ancien Secrétaire général de l'ONU.

**> Le village des ONG**

Mais les JED, avant d'être une plate-forme politique sont d'abord un lieu de débat et de rencontre entre les professionnels et le grand public, qui était invité à venir en nombre visiter le "village des ONG" et participer aux discussions. Dans le hall de la foire internationale, 650 Lisboètes, jeunes ou moins jeunes, se sont mêlés aux "grosses pointures" du changement climatique et aux ONG venues du Nord comme du Sud. Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention cadre sur le changement climatique des Nations Unies a croisé les pas des représentants de Climate Action Network ou ActionAid International. Avec plus de 2100 participants, "Lisbonne a été le point de rencontre entre Davos et Porto Alegre", s'est enthousiasmé José Manuel Barroso.

Le changement climatique a été abordé sous tous les angles dans de multiples tables rondes, avec une priorité donnée à l'enracinement local. Les pays ACP n'ont pas été oubliés avec

un débat spécifique sur les conséquences du réchauffement pour leurs agriculteurs. "C'est utile d'être ici. Cela permet d'échanger des connaissances, d'étendre ses contacts... et éventuellement de trouver des financements pour nos projets", explique Samuel, paysan venu du Ghana. Car les JED, c'est aussi ça, un grand salon où les professionnels du développement peuvent se rencontrer, échanger et... faire des affaires.

"C'est un endroit incontournable dans le secteur, notamment pour trouver des partenaires. On fait du business!" explique un représentant de Grenade, une maison de production audiovisuelle spécialisée dans le documentaire sur les pays en développement. Les stands de Radio France Internationale ou France 5 témoignent que le développement est bien un marché porteur dans le secteur de l'audiovisuel. Pour les étudiants attirés par le secteur caritatif, les JED sont un terrain de chasse pour décrocher un premier job.

**> Vitrine**

Les Etats eux en font une vitrine pour afficher leurs efforts à destination des pays pauvres. Ainsi, tous les Etats membres de l'UE, à l'exception de la Bulgarie, ont installé un stand sur les bords du Tage. On pouvait même aussi visiter celui de Cuba ! Les Etats qui ont rejoint l'UE depuis mai 2004 ont répondu présents et rien ne les distingue plus des "anciens". "Nous pensons que nous faisons de bonnes choses en matière de développement, donc c'est important de le montrer", explique la représentante du stand de la République tchèque. Dans les allées du village, certains stands bardés

d'écrans plats dernier cri impressionnent par leur design recherché, bien qu'ils ne soient pas toujours ceux des Etats les plus vertueux en matière d'aide publique au développement...

Mais ce foisonnement d'initiatives n'a pas occulté le message principal des JED 2007 : l'urgence d'aider les plus pauvres à lutter contre le changement climatique. "Certaines parties de l'Afrique seront frappées par des événements climatiques extrêmes, comme des inondations ou des tempêtes. Cela arrivera non pas à la fin du siècle mais durant notre existence même", a prévenu l'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, Kemal Dervis. "Ce sont les petites gens qui seront frappées en premier", a mis en garde Mamadou Cissokho, président du Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest.

Louis Michel n'a pas attendu longtemps pour passer de la réflexion à l'action en proposant un "emprunt mondial" pour aider les pays pauvres à faire face au changement climatique, dès la séance de clôture. "Si on ne conduit pas, ici et maintenant, une décision politique forte avec un résultat immédiat, nous nous trouverons dans la même situation dans 15 ans", a affirmé le commissaire. Un défi lancé à tous les décideurs d'Europe et d'ailleurs. Et une façon de rappeler que les JED sont un moyen pour l'UE, premier donateur mondial, d'influencer un agenda du développement encore bien souvent déterminé à Washington. Rendez-vous est déjà pris en novembre 2008 pour la 3e édition qui se tiendra en France, probablement à Strasbourg, avec pour thème prometteur le rôle des pouvoirs locaux dans le développement. ■



Journées européennes du développement, Lisbonne, du 7 au 9 novembre 2007. © CE



# Un nouveau PARTENARIAT stratégique

*Une Stratégie conjointe et un plan d'action 2008-2010 pour lancer le nouveau partenariat stratégique entre l'UE et l'Afrique : tels furent les principaux résultats du second Sommet UE-Afrique qui s'est tenu à Lisbonne les 8 et 9 décembre derniers. Au terme d'un dialogue franc et direct, les participants ont clairement montré leur volonté de tourner la page sur le passé colonial et de s'attaquer ensemble aux défis du futur.*

Sept ans après le premier Sommet UE-Afrique au Caire et l'impossibilité d'en tenir un second en 2003, en raison de divergences sur l'opportunité ou non d'envoyer une invitation au Président zimbabwéen Robert Mugabe, le Sommet de Lisbonne a débouché sur un nouveau partenariat stratégique entre les deux continents. Ce nouveau partenariat et la nouvelle stratégie conjointe UE-Afrique sera mis en œuvre par le plan d'action comprenant huit partenariats spécifiques entre les deux parties, couvrant plus de 20 actions prioritaires dans des domaines tels que la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits humains, le commerce et l'intégration régionale, les Objectifs du millénaire pour le développement, l'énergie, les changements climatiques, les migrations, l'emploi et la mobilité, et la science, la société de l'information et l'espace. Les résultats seront réévalués en 2010, lors du prochain Sommet qui se tiendra en Afrique.

## ► Plan d'action

Les quelque 70 chefs d'Etat et de gouvernement des deux continents se sont engagés à rendre pleinement opérationnelle l'architecture africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité et à créer les conditions d'un financement

prévisible des opérations africaines de maintien de la paix. Dans les mois à venir, la Somalie donnera l'occasion de vérifier à l'épreuve des faits la vigueur de cet engagement. Le partenariat va porter également sur la promotion du mécanisme africain de revue par les pairs et l'appui à la charte africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gestion des affaires publiques ainsi que sur le renforcement de la coopération concernant les biens culturels.

Le plan d'action comprend aussi un partenariat sur le commerce, l'intégration régionale et la mise en place de mesures pour renforcer les capacités africaines dans l'établissement de normes et de contrôles de qualité ainsi que sur la mise en œuvre de l'ambitieux partenariat sur les infrastructures doté d'une enveloppe de 5,6 milliards d'euros. Les Objectifs du millénaire pour le développement, la sécurité énergétique et l'accès à l'énergie constituent d'autres axes de cette stratégie. Un autre objectif-clé est l'établissement d'un agenda commun en matière de politiques pour faire face aux conséquences du changement climatique. Les migrations, la mobilité et l'emploi sont un autre volet de ce plan d'action qui veillera à la mise en œuvre de la Déclaration de Tripoli sur la migration et développement, du plan d'action UE-Afrique contre le trafic d'êtres humains. Enfin, le plan d'action prévoit le soutien au développement de



Le Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, Louis Michel, durant le Sommet UE-Afrique à Lisbonne (du 8 au 9 décembre 2007). © EC

la société de l'information en Afrique, à la coopération scientifique et spéciale.

Dans un cadre plus large et afin de mettre en œuvre ces priorités, la Commission européenne a signé à Lisbonne avec 31 Etats ACP d'Afrique sub-saharienne des programmes de coopération (les Documents de Stratégie Pays), définis conjointement, pour la période 2008-2013, dont le montant dépasse les 8 milliards d'euros (voir encadré). Dans les semaines à venir, des accords similaires seront signés – dans le cadre du 10e FED – avec d'autres pays afin de porter l'engagement de l'UE envers les pays d'Afrique sub-saharienne dans une fourchette comprise entre 11 et 12 milliards d'euros, compte non tenu d'allocations supplémentaires pour imprévus, d'aides régionales, des interventions de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du programme de coopération séparé avec l'Afrique du Sud, et d'autres instruments (l'aide au commerce par exemple). A ces accords, il faut encore ajouter les programmes de coopération avec les pays d'Afrique du Nord et les prêts de la BEI à ces Etats.

## ► "Alliance indispensable"

Ces accords visent à forger "l'indispensable alliance" entre les deux continents qu'appelle de ses vœux le Commissaire au Développement Louis Michel, par delà les sensibilités différentes qui ont pu s'exprimer lors d'un sommet, qui a tenu toutes ses promesses quant à la franchise du ton, reléguant la relation à sens unique donneur-bénéficiaire d'antan aux oubliettes de l'histoire. C'est ainsi qu'on a pu entendre la chancelière allemande Angela Merkel rappeler au Président Robert Mugabe l'universalité des valeurs comme les droits de l'homme. Et que celui-ci a riposté en fustigeant "l'arrogance" de l'Allemagne et d'autres Etats qui l'ont critiqué. De son côté, le Président libyen Muammar Khadafi a exigé des compensations pour les méfaits de la colonisation, se heurtant au refus de Louis Michel qui a invoqué l'importance de l'aide au développement européen au cours des dernières décennies, tandis que le Président de la Commission de l'Union africaine Alpha Omar Konaré a exhorté les dirigeants des deux continents à "enterrer définitivement le pacte colonial". Mais ces échanges directs n'ont pas empêché les relations euro-libyennes de franchir un nouveau pas, avec la décision prise par le Conseil européen du 14 décembre, d'ouvrir des négociations en vue de conclure un accord de coopération avec Tripoli.

Les deux parties n'ont pas éludé des thèmes sensibles comme celui des migrations, qui



reflètent la préoccupation européenne face à l'afflux d'immigrants illégaux et le souci africain d'enrayer la fuite des cerveaux, mais où les deux parties ont marqué leur volonté de saisir les opportunités liées à la migration circulaire en terme d'emplois.

La perspective de la signature des Accords de partenariat économique (APE), censés remplacer à partir de 2008 par un régime compatible avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les avantages non réciproques dont ont bénéficié les Etats ACP, ont également occupé le devant de la scène. Le Président sénégalais Abdoulaye Wade a estimé que l'Afrique n'était pas prête pour une zone de libre-échange avec l'Europe. Deux leaders européens ont exprimé jusqu'à un certain point leur sympathie avec ce point de vue. Le Premier ministre irlandais Bertie Ahern a convenu qu'il était nécessaire de "donner plus de temps" aux négociations, tandis que le Président français Nicolas Sarkozy a reconnu la fragilité des économies de certains Etats. D'autres représentants européens ont par ailleurs souligné que de tels points de vue ne reflétaient pas la position de l'UE, laquelle a donné mandat à la Commission européenne pour négocier ces APE avec les Etats ACP.

La Communauté est-africaine, plusieurs Etats d'Afrique australe et de l'océan Indien, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont néanmoins conclu des



accords intérimaires sur les échanges de marchandises, avec la Commission européenne, dont le Président José Manuel Barroso a promis de consulter les dirigeants des quatre régions du continent, avant d'entamer un nouveau round de négociation en février prochain, en vue de finaliser avec l'ensemble des Etats sub-sahariens des APE complets, portant également sur les échanges de services, les investissements, la propriété intellectuelle et l'ouverture des marchés publics.

F.M. ■

José Manuel Barroso durant le Sommet UE-Afrique à Lisbonne (du 8 au 9 décembre 2007). © EC

José Manuel Barroso et Alpha Oumar Konaré, Président de l'Union africaine à Lisbonne. © EC



## L'aide par pays

Montants des programmes indicatifs nationaux pour les 31 Etats signataires des documents de stratégie de coopération avec l'UE (enveloppes A et B)

### En millions d'euros

Bénin	340,2
Botswana	77,3
Burkina Faso	537,2
Burundi	202,1
Cameroun	245,9
Comores	48,1
Congo-Brazzaville	85
Djibouti	41,1
Ethiopie	674
Gabon	50,2
Gambie	77,9
Ghana	373,6
Guinée Bissau	102,8
Kenya	394,4
Lesotho	138
Libéria	161,8
Madagascar	588,2
Malawi	438
Mali	559,3
Maurice	63,4
Mozambique	634,1
Namibie	104,9
Rwanda	294,4
Sao Tomé et Príncipe	18,2
Sénégal	297,8
Seychelles	6,3
Sierra Leone	268,4
Swaziland	63,9
Tanzanie	565,1
Tchad	311
Zambie	489,4

NB : A ces montants peuvent s'ajouter des allocations supplémentaires pour couvrir des besoins imprévus ainsi que des aides régionales et les financements de la Banque européenne d'investissement.

Source : Direction générale du développement de la Commission européenne

### 10<sup>E</sup> FED : RÉPARTITION DU FINANCEMENT

Sur les 22,7 milliards d'euros libérés au titre du 10<sup>ème</sup> FED (2008-2013), 22 milliards sont destinés aux ACP, 286 millions aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM), auxquels il faut ajouter les 430 millions octroyés à la Commission, pour lui permettre de soutenir la programmation et la mise en œuvre du FED. Le montant total destiné aux pays ACP se répartit comme suit : 17.766 millions pour les programmes indicatifs nationaux et régionaux, 2,7 milliards millions d'euros pour la coopération intra-ACP et la coopération intra-régionale, et 1,5 milliards millions d'euros aux facilités d'investissement. Le FED se concentrera davantage sur les programmes régionaux visant à soutenir la mise en œuvre des Accords de partenariat européen (APE) et sur les "tranches incitatives" axées sur la bonne gouvernance. ■

# Les APE mettent METTENT LE FEU à l'Assemblée paritaire

“ Il n'y a pas de plan B ! Le plan, ce sont les règles de l'OMC”, déclare fermement Louis Michel dans la salle chauffée à blanc du centre de conférence du Serena Hotel au cœur de Kigali, où une centaine de parlementaires venus de quatre continents lui faisaient face. Le Commissaire européen au Développement a apporté son appui total aux Accords de partenariat économique (APE) que l'UE tente de conclure avec les pays ACP pour satisfaire aux demandes de l'OMC. Plus que jamais, les APE ont dominé les débats de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) UE-ACP, lors de sa 14<sup>e</sup> session qui s'est déroulée du 19 au 22 novembre 2007 dans la capitale rwandaise. En déclenchant des débats houleux avec la Commission européenne mais aussi des divisions entre députés européens.

A quelques semaines de la date butoir du 31 décembre fixée à l'OMC pour la conclusion des négociations, l'APP a servi de porte-voix aux inquiétudes provoquées par la libéralisation commerciale prévue par les APE. Et les parlementaires ACP appuyés par nombre de leurs collègues du Parlement européen n'ont pas manqué l'occasion de faire passer le message à la Commission, en charge des négociations, mais aussi au Conseil en profitant de la présence de Joao Cravinho, le Ministre de la Coopération du Portugal alors en charge de la présidence de l'UE.



Chantier de construction au centre de Kigali (Rwanda).  
© Andrea Frazzetta (Agenzia Grazia Neri)  
Avec l'aimable autorisation d'Andrea Frazzetta



## ► La Déclaration de Kigali

Avec un résultat tangible en définitive, fruit de plusieurs jours de débats et de tractations en coulisse : l'adoption d'une Déclaration de Kigali qui souligne les inquiétudes des ACP envers la stratégie de la Commission qui menaçait d'imposer le système de préférences généralisé, bien moins généreux en termes d'accès au marché de l'UE, aux pays qui ne signeraient pas un accord dans les temps. La Déclaration de Kigali estime que ce système "mettrait en péril le bien-être et les moyens de subsistance de millions de travailleurs", rappelant les engagements pris par l'UE dans l'Accord révisé de Cotonou qui précise qu'aucun pays ACP ne doit se retrouver dans une position moins favorable à l'issue des négoc-

chant un tonnerre d'applaudissements. "C'est véritable chantage!" s'est exclamé le socialiste belge, Alain Hutchinson.

Malgré ce déluge de critiques, Louis Michel a tenu bon. Il a réaffirmé sa foi dans les APE décrits comme des "outils de développement" et tenté de rassurer en rappelant que la libéralisation commerciale serait progressive et s'accompagnerait d'aides financières européennes substantielles. "Ce n'est pas de la libéralisation bête et méchante !" a expliqué le commissaire avant de rappeler l'échec du système de préférence commerciale en place depuis plusieurs décennies. Pour lui, il est temps que les pays ACP jouent le jeu de l'ouverture économique en prenant pour modèle la croissance des pays asiatiques.



Activité commerciale, Bamako 2007.  
© Afrique in visu /Baptiste de Ville d'Avray

ciations. Néanmoins, sous la pression des chrétiens démocrates et libéraux, la Déclaration fait également référence au besoin d'une compatibilité avec les exigences de l'OMC.

Alors que les négociateurs de la Commission tentaient d'arracher dans les temps des accords de libre échange compatibles avec les règles de l'OMC, à défaut d'APE complets, les parlementaires ont dénoncé les "pressions" et l'approche "dogmatique et dictatoriale" de l'exécutif européen. "Comme au vieux temps des colonies, on nous a demandé d'être le bon garçon et de venir signer à Bruxelles !" s'est emporté M. Sebetela du Botswana, déclen-

## ► Le monopole de la Chine

L'Asie et ses puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde, qui prennent position sur le continent africain, ont provoqué un autre débat musclé à Kigali, cette fois-ci entre des parlementaires européens et leurs homologues ACP. Ces derniers se sont opposés à toute critique à l'égard de Pékin dans un rapport sur les investissements étrangers adopté par l'Assemblée, déclenchant la furie de la co-rapporteuse luxembourgeoise Astrid Lulling. "La Chine s'accapare les ressources naturelles et les matiè-

res premières de ce continent. Cela ne contribue pas au développement mais profite aux entreprises chinoises. L'aide de la Chine fait plus de mal que de bien", a déclaré sans ambages la députée européenne s'attirant en retour les foudres des parlementaires africains, appuyés par le co-président de l'APP, Radembo Coniquet. "Chaque pays a le droit de développer ses relations avec qui il le souhaite", a répliqué sèchement un représentant de la République Démocratique du Congo (RDC). Et d'affirmer que les ACP n'avaient pas à recevoir de leçon d'une Europe dont les entreprises sont promptes à délocaliser dans l'Empire du Milieu plutôt qu'en Afrique. Un échange de tir qui révèle la sensibilité de la question et l'ampleur du travail à accomplir par l'UE qui souhaite établir un dialogue "à trois" avec Pékin et le continent africain.

L'Assemblée a retrouvé son unité pour dénoncer la dégradation de la situation dans l'Est de la RDC où la poursuite des combats entre l'armée congolaise et les forces rebelles menées par le général Laurent N'Kunda a forcé 350.000 personnes à quitter leur foyer en moins d'un an. Les parlementaires, dans une résolution d'urgence, ont appelé la communauté internationale et les pays voisins à la mobilisation. "Le Congo, c'est la gâchette de l'Afrique", a prévenu un parlementaire de RDC. "Le viol des femmes, l'assassinat d'enfants, la violence et le pillage pour raisons ethniques font de cette crise une menace pour la stabilité de la région", a confirmé le député allemand Jürgen Schroeder. L'avertissement de l'APP fut tragiquement confirmé quelques jours plus tard par l'intensification des combats autour de la ville de Goma, si près de la frontière rwandaise.

L'Assemblée fut aussi l'occasion d'envoyer un signal d'alarme sur un sujet moins dramatique mais aux répercussions néanmoins sérieuses pour les pays ACP : le retard pris dans la ratification de l'Accord de Cotonou révisé qui met en péril le déboursement du 10e Fonds européen de développement prévu pour la période 2008-2013. Les co-présidents Glenys Kinnock et Radembo Coniquet ont appelé les parlements nationaux à la mobilisation pour assurer la ratification dans les temps pour permettre le déboursement de l'aide européenne. Les 27 pays de l'UE ainsi que deux tiers du groupe ACP doivent obligatoirement avoir ratifié l'accord pour permettre à la Commission de puiser dans les 22,6 milliards d'euros du FED. "C'est très sérieux. Si la ratification n'est pas terminée les financements pour les projets et l'aide budgétaire n'arriveront pas", a prévenu Mme Kinnock. En priant pour que cette question soit réglée lorsque l'APP se réunira la prochaine fois en mars, en Slovaquie. **S.F.** ■

# L'AFRIQUE VEUT TRANSFORMER ses diamants chez elle

Après les pays producteurs d'hydrocarbures d'Amérique du Sud, voici que "le nationalisme des ressources" s'étend aux Etats producteurs de diamants en Afrique, qui exigent de l'industrie qu'elle les aide à transformer leurs produits chez eux. Un pari difficile sur le plan de la rentabilité.

A la demande des pays producteurs africains, la dernière conférence du diamant, qui s'est tenue à Anvers les 15 et 16 octobre derniers, s'est focalisée essentiellement sur le débat de la transformation sur place de leurs gemmes, que les Sud-Africains ont baptisée "beneficiation".

Le point de départ de ce débat est la prise de conscience par les dirigeants d'Afrique australe du fait que l'Afrique, bien que pourvoyeuse de la plus grande part des matières premières (diamants, or, platine, etc.) du secteur mondial de la joaillerie, n'obtient que l'équivalent de 10% des revenus de ce sec-

teur (150 milliards de dollars).

Mais à la différence d'un Etat comme la Bolivie qui a purement et simplement décidé de nationaliser l'industrie du pétrole en sommant les compagnies de lui rétrocéder ses parts, les pays producteurs d'Afrique australe, détenteurs de parts importantes dans le capital des compagnies minières, entendent faire en sorte que la plus-value tirée de la taille des diamants profite à leur balance commerciale et à leur marché de l'emploi. Il s'agit d'une lame de fond. Avec le Botswana, l'Afrique du Sud, l'Angola, la RDC et la Namibie, l'Afrique pèse pour quelque 60% du volume et de la valeur de la production mondiale de diamants bruts et elle entend tirer parti de la situation d'oligopole dans laquelle se trouvent les entreprises minières productrices (les filiales de De Beers mais aussi la firme angolaise d'Etat Endiama) pour imposer ses conditions au marché.

## ► Occuper un créneau

Pour ajouter de la valeur à leurs produits, ces Etats entendent imposer au marché le fait qu'ils auront désormais accès à un minimum de pierres de gros calibre, pour lesquelles le coût salarial représente une portion moindre que dans le cas des diamants. Ils entendent de la sorte se ménager un créneau sur le marché, abandonnant celui des "petites marchandises" aux Indiens et autres Thaïlandais et Chinois, dont les coûts salariaux sont imbattables. En Afrique du Sud, un accord entre De Beers et le State Diamond Trader (SDT) autorise cette entité à acquérir 10% de toute la production pour la faire tailler sur place, de préférence par des entreprises de promotion économique des Noirs (Black Economic Empowerment). En Namibie, un autre accord entre De Beers et la Namibia Diamond Trading Company (NDTC) garantit la livraison à 11 tailleries de diamants bruts de 2007 à





que et la reconduction de ses accords de joint-venture avec ces Etats étant en jeu.

### > Un nouvel oligopole

Un oligopole africain de l'offre est donc en train de se former face à la nuée de négociants et de tailleurs dans le monde. Et il est d'autant plus en position de force qu'à partir de 2008, la demande va excéder l'offre et qu'ultérieurement, l'écart ne va cesser de s'accroître, selon des projections de l'autre géant du secteur, Rio Tinto Diamonds, selon qui la "beneficiation" est "inévitabile" (sic). Même si De Beers entend investir quelque 2,6 milliards de dollars dans de nouveaux projets notamment en



2011. L'objectif est qu'à l'horizon 2009, des quantités de diamants représentant une valeur de 300 millions de dollars soient mises à disposition de ces tailleurs.

De son côté, le Botswana espère accroître le chiffre d'affaires annuel de ses 16 tailleurs de 200 à 500 millions de dollars au cours des deux prochaines années, ce qui représente l'équivalent du quart de ses exportations de diamants bruts (2 milliards de dollars environ). Ce pays compte tirer parti du fait qu'il est le premier producteur mondial et du fait que la capitale, Gaborone, va accueillir, à partir de 2008, le plus grand centre de triage et de distribution de la Diamond Trading Company, le bras commercial de la De Beers qui délocalise au Botswana une partie de ses activités de la place de Londres. Celle-ci aura du reste l'obligation d'alimenter les tailleurs locaux à des conditions qui leur permettent d'être compétitives, autrement dit en pierres de moyenne ou de grande dimension.

L'Angola évolue dans la même direction, fort de projections qui laissent anticiper d'ici une dizaine d'années un doublement de la production actuelle (environ 9 millions de carats pour des recettes d'exportations de l'ordre de 1,2 milliard de dollars).

De Beers, numéro un mondial de l'offre de brut n'a pas d'autre choix que de suivre le mouvement. Les trois pays qui constituent encore le socle de sa force de frappe sur le marché mondial, le Botswana, l'Afrique du Sud et la Namibie, partageant le même objectif stratégi-

Afrique du Sud, au Botswana, en Namibie et en Tanzanie, l'écart va atteindre des proportions considérables. Un autre poids lourd du marché mondial, le président de la compagnie russe Alosa Sergey Vybornov, estime qu'à l'horizon 2020, la demande mondiale de diamants bruts tournera aux alentours de 20 milliards de dollars, alors que l'offre n'atteindra que 9 milliards de dollars au cours actuel. Moralité : les cours vont grimper.

Cela dit, le pari de la "beneficiation" ne pourra être gagné qu'à certaines conditions, prévient le managing director de De Beers, Gareth Penny. La première est qu'il faut prendre en compte le défi asiatique des bas coûts de production salariaux. Les tailleurs implantés en Afrique devront identifier les segments du marché dans lesquels elles pourront être compétitives et laisser les tailleurs indiennes traiter la production de moindre valeur, qu'il n'est pas économique de transformer sur le continent. De surcroît, les gouvernements africains devront faire en sorte de créer un environnement attrayant pour les investissements directs étrangers dans le secteur.

Mais les diamantaires anversoises ne cachent pas que le pari ne sera pas facile, ne fût-ce qu'en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dont pâtit actuellement l'Afrique. Il faut savoir que la formation d'un tailleur prend un minimum de cinq ans.

Et puis, les perspectives ne se présentent pas de la même manière pour les grands producteurs comme le Botswana, l'Angola voire la RDC ou l'Afrique du Sud, et les plus modestes comme la Sierra Leone ou le Libéria. Les premiers pèsent d'un poids beaucoup plus important sur le marché mondial et peuvent exercer plus facilement des pressions sur les compagnies minières. **F.M. ■**

Les photos en pages 27 et 28 illustrent différentes étapes de la mise en production des diamants dans une taillerie à Anvers.

Avec l'aimable autorisation de l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC)



**Z**oom

# Une journée dans la vie de mimi BARTHÉLÉMY

## La métamorphose des contes traditionnels caribéens en théâtre expérimental

Dramaturge, comédienne, conteuse, musicienne, écrivaine

Mimi Barthélémy, c'est le conte. Difficile de rencontrer un dramaturge ou un acteur professionnel travaillant à partir des contes qui ne connaisse cette Haïtienne qui a transformé un art, sinon un folklore traditionnel, en théâtre expérimental de haut niveau, qui a présenté ses créations sur différents continents et a reçu nombre de distinctions pour son travail de défricheuse de terrains enchanteurs. Elle embrasse le conte de tous côtés par l'écriture, la mise en scène, la musique, la sociologie, la sémiologie. Pour son œuvre, Mimi Barthélémy a reçu moult prix et distinctions. Chevalier de l'ordre national du Mérite (France), Officier de l'ordre des Arts et des Lettres (France), Becker d'Or au 3<sup>e</sup> Festival de la francophonie (1989), Prix Arletty de l'Universalité de la langue française (1992), sans compter des présidences de jury et autres honneurs.

Ce jour-là, le 11 novembre dernier, elle était à Bruxelles à la Roseraie pour une pièce destinée plutôt au public jeune *Quand les chiens et les chats parlaient*. Mais comme d'habitude à ces spectacles, les adultes ne boudent pas leur plaisir et courent l'applaudir autant dans ce style de présentation que dans des pièces pour un public plus exégète du théâtre moderne, comme pour *Une si belle mort*, encore dans les mémoires, dont la première avait fait un triomphe en 2001 en Avignon.

Mimi Barthélémy était arrivée tôt le matin à Bruxelles. Après son arrivée, elle prendra juste le temps d'un déjeuner convivial avec les organisateurs du spectacle. Elle devait se rendre vite au théâtre de la Roseraie pour un dernier calage. Et le plaisir des retrouvailles avec connaissances et admirateurs avant d'entrer en scène. Et elle raconte, placide, calme comme toujours, d'une affabilité qui séduit tous ceux qui l'ont approchée. Et d'une écoute qui vous laisse croire que vous êtes pour elle la personne la plus chère.

Mimi – car tout le monde l'appelle Mimi – c'est une présence, une alchimie qui conquiert vite tout public aussi morne qu'il puisse être au

départ, le transformant en figurants reprenant chants et textes, souvent en créole ou en espagnol qu'il ne comprend souvent pas. Les mêmes sont aspirés par elle, bouches grandes ouvertes, souffle suspendu.

Ils ne perdaient pas un mot, une syllabe, une respiration de l'histoire des deux chats affamés qui décident que l'un d'entre eux ferait le mort afin que le voisinage accoure pour la veillée, occasion pour eux de manger les veilleurs et ainsi de combler leur faim. Le résumé de l'histoire qu'elle nous a préalablement fait tenait déjà en haleine.

"A travers ce simple fil et dans un monde d'animaux (rat, souris, zandolite, pipirite, etc.), j'en profite pour recréer toute l'ambiance d'une veillée mortuaire en Haïti... De la cuisine s'élève une voix qui conte 'Ti Fou et le monstre à sept têtes ou comment le jour et la nuit sont arrivés sur terre' (et cela s'est passé en Haïti)..." Et c'est le merveilleux qui devient réalité !

Après ce spectacle, Mimi était encore aux anges après l'enchantement qu'elle a créé sur les petits anges venus l'admirer et boire ses mots et sa musique. Conversation avec les amis et la branche belge de la famille de son ex-mari défunt Gérard Barthélémy, père de ses enfants, co-auteur de livres et d'études diverses avec elle. Le temps était court, elle devait reprendre le Thalys le soir même.

Elle se rappellera son père ex-doyen de la Faculté de médecine de Port-au-Prince, ancien interne des Hôpitaux de Paris et descendant d'un ancien chef marron de la guerre d'indépendance d'Haïti ; et sa mère qui était la fille d'un ancien président d'Haïti des années 20. Mimi Barthélémy a beaucoup voyagé à partir de ses dix ans, dans la Caraïbe et en Floride, avant de partir faire des études de sciences politiques à Paris. Dépaysement et désappointement. "Lorsque à 16 ans, la jeune bachelière que j'étais quitte Haïti pour la France, elle ne tarde pas à comprendre le sens douloureux du mot exil... J'avais des liens de parenté avec des Français, j'appartenais à une famille mulâtre culti-





Pages 29 et 30 :  
Mimi Barthélémy durant son spectacle au théâtre de La Rose à Bruxelles (novembre 2007).  
© Hegel Goutier

vée... C'était une France coloniale en pleine guerre d'Algérie... A l'émigré étranger, la France n'offrait que le choix de l'assimilation."

Elle abandonnera ses études pour suivre son mari, Gérard Barthélémy, attaché culturel auprès des ambassades de France successivement en Colombie, Bolivie, Sri Lanka, et Bolivie. Elle reprendra ses études après ces pérégrinations en 1972 pour faire une licence en lettres espagnoles en France. Après un séjour d'un an au Honduras chez les Garifunas, pour étudier cette culture rare – premier mélange sur le continent américain de Noirs et d'Amérindiens – dont la langue, le Garifuna, est la survivance africanisée de la langue arawak. Une langue qui présente la singularité particulière d'être "sexuée", les femmes et les hommes ne parlant pas de la même manière. Les substantifs pour désigner le même objet, une table par exemple, se disant différemment en fonction du locuteur ou de la locutrice. Donc, un doctorat de théâtre sur le sujet du rôle du théâtre de l'identité chez une minorité culturelle : les Garifunas.

"L'Amérique latine et plus particulièrement la Colombie ont été pour moi l'occasion d'approcher des personnalités culturelles phares des années 1960. Mon initiation artistique s'est faite par la fréquentation assidue du TEC, Teatro Experimental de Cali, fondé et dirigé par Enrique Buenaventura et de la Casa de la Cultura de Bogota fondée et dirigée par Santiago Garcia. J'ai eu l'opportunité de découvrir, grâce à eux, les œuvres d'auteurs contemporains engagés européens et latino-

américains comme Brecht, Kantor, Grotowski, Eduardo Manet, Jose Triana, Arrabal, Borges, Joao Cabral Do Melo Neto, etc."

Elle s'intéressera à des théâtres aussi variés que ceux de Claude Alranq, L'Odin Théâtre d'Eugenio Barba, le Théâtre du Soleil de Mnouchkine, Peter Brook. Elle suivra les stages d'Eduardo Manet et du Roy Hart Théâtre. Elle jouera en France sous la direction de Rafael Murillo Selva, connu en Colombie, et sera l'assistante du metteur en scène contestataire Manuel Jose Arce, produisant alors un théâtre assez critique sur les occupations militaires américaines en Amérique centrale et du Sud.

Une grande partie de ses recherches universitaires se dérouleront parallèlement à ces expériences théâtrales. Elle va s'orienter par esprit de survie, dit-elle, vers le théâtre. "Mes premiers pas vers le théâtre, mon apprentissage sur le tas et mes études universitaires ont abouti à une pratique du théâtre sur la mémoire de mon pays. Je devais résister à la perte d'identité, à l'aliénation à laquelle me condamnait mon assimilation à la France. C'est dans une optique de résistance pour ma survie mentale, de révolte et de militance que j'aborde le théâtre."

[www.mimibarthelemy.com](http://www.mimibarthelemy.com)

mimibarthelemy.com

Dernière œuvre parue :

Livre avec disque "Dis-moi des chansons d'Haïti"

Editeur : Lise Bourquin Mercadé H.G. ■



## L'OR VERT AU CŒUR DES CONTROVERSES

*L'année 2007 a été celle du climat ; 2008 sera celle de la biodiversité. Du 19 au 30 mai prochain, les 188 Etats parties à la Convention internationale sur la diversité biologique se réuniront à Bonn en Allemagne pour faire le bilan de leurs efforts pour tenter de rétablir une biodiversité en chute libre. Mais aussi, et surtout, pour se mettre d'accord sur la question controversée du "partage juste et équitable des bénéfices tirés des ressources génétiques". Une question qui divise encore pays du Nord et du Sud, l'Union européenne jouant souvent le rôle de conciliateur.*

**M**oins médiatisée que sa "sœur" climatique, la Convention sur la diversité biologique (CDB) a vu le jour, comme la Convention Climat, au lendemain du Sommet de la Terre de Rio en juin 1992. La portée de la CDB n'en est pas moins capitale puisqu'elle ambitionne de conserver et d'utiliser de manière durable l'ensemble des composants du monde biologique, dont dépend notre survie. Mais elle ne se contente pas de jouer le rôle de gardienne de la nature. Avec l'avènement des biotechnologies et l'extension des droits de propriété – dont le brevet – au monde du vivant, la CDB propose un cadre juridique qui assurerait un partage juste et équitable des bénéfices tirés des ressources génétiques, que ce soient des plantes, extraits d'animaux, micro-organismes, à l'origine notamment des principes actifs de nombre de médicaments. L'enjeu est donc de taille. Tant sur le plan biologique qu'économique.

### ► Appauvrissement

La richesse biologique de la terre s'appauvrit. Ainsi, les scientifiques estiment que le total des espèces ayant existé sur terre est 10 fois supérieur à celui des espèces actuelles. L'extinction serait donc un phénomène normal dans la nature. A la différence que le rythme de disparition s'est accéléré. Depuis plus d'un siècle, on a la preuve que l'homme est la cause de la disparition de nombreux organismes vivants. Si les tendances actuelles se maintiennent les pertes seront d'environ 50.000 espèces par an au cours des prochaines décennies.

Du fait de leur position géographique, la majorité des Etats ACP jouissent d'un climat tropical et sub-tropical favorable au foisonnement des espèces. Ainsi, les forêts d'Afrique centrale abritent un mélange extrêmement varié de plantes et d'animaux. Elles comprennent quelques 400 espèces



de mammifères, plus de 1.000 espèces d'oiseaux et plus de 10.000 espèces de plantes dont 3.000 sont endémiques. Mais ce sont les steppes et les savanes, notamment africaines, qui renferment la plus étonnante abondance de plantes et d'animaux, grâce à un mélange de luminosité naturelle et d'alternance des saisons sèches et humides.

Pour préserver ces richesses, non seulement continentales mais aussi maritimes, plusieurs initiatives ont été prises par les Etats ACP, de concert avec l'UE. C'est le cas, notamment, du projet FISHBASE – "Renforcement des capacités de gestion des pêches et de la biodiversité dans les pays ACP". Le projet a pour objectif de fournir l'information pour permettre la mise en œuvre de politiques pour la conservation de la biodiversité aquatique, son exploitation durable et le partage équitable des bénéfices d'après les dispositions de la Convention sur la biodiversité. Le projet a établi trois nœuds régionaux de coordination en Afrique. Dans leurs régions respectives, les coordinateurs supervisent les activités du projet de formation

rence en matière de gestion de la biodiversité, en particulier de gestion des espèces commercialement intéressantes : semences pour les agriculteurs, mais également espèces d'intérêt pour l'industrie, pharmaceutique également. Cette loi confirme le "privilège de l'agriculteur", qui lui permet de garder une partie de sa récolte pour l'utiliser ultérieurement, privilège devenu facultatif dans d'autres enceintes internationales. Elle reconnaît également le rôle des communautés locales détentrices de savoirs et prévoit le versement de royalties en cas d'utilisation de ces savoirs. Sur le terrain, les pays africains disposent de législations encore embryonnaires, attendant sans doute que la question soit résolue dans l'enceinte de la CDB. Ce qui est loin d'être le cas. Fin 2007, les représentants des 188 signataires de la Convention n'ont pu qu'enregistrer leurs désaccords sur cette question. Des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou le Canada (les Etats-Unis ne sont pas signataires de la CDB) s'opposant aux revendications des pays du Sud à régler l'accès aux ressources. **M.M.B. ■**



Paysan.  
© iStockphoto.com/Brasil2

et apportent leur soutien aux scientifiques et gestionnaires des pêches.

### ► Partage des bénéfices

A côté de sa mission de conservation et de gestion durable de la biodiversité, la CBD a surtout été le premier traité international à reconnaître le rôle primordial du savoir traditionnel, des innovations et pratiques en matière d'environnement et de développement durable, et à encourager leur protection par l'intermédiaire de Droits de propriété intellectuelle (DPI) ou tout autre moyen. Les communautés locales sont désormais considérées comme ayant un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de la CDB. Autant de préambules sujets à dissensions au sein de la communauté internationale. A commencer par la notion même de DPI qui donne lieu à des interprétations différentes. Ainsi, l'Union africaine (UA) a-t-elle mis au point une loi-modèle, servant de cadre de réfé-



Soif.  
© iStockphoto.com/Vladm

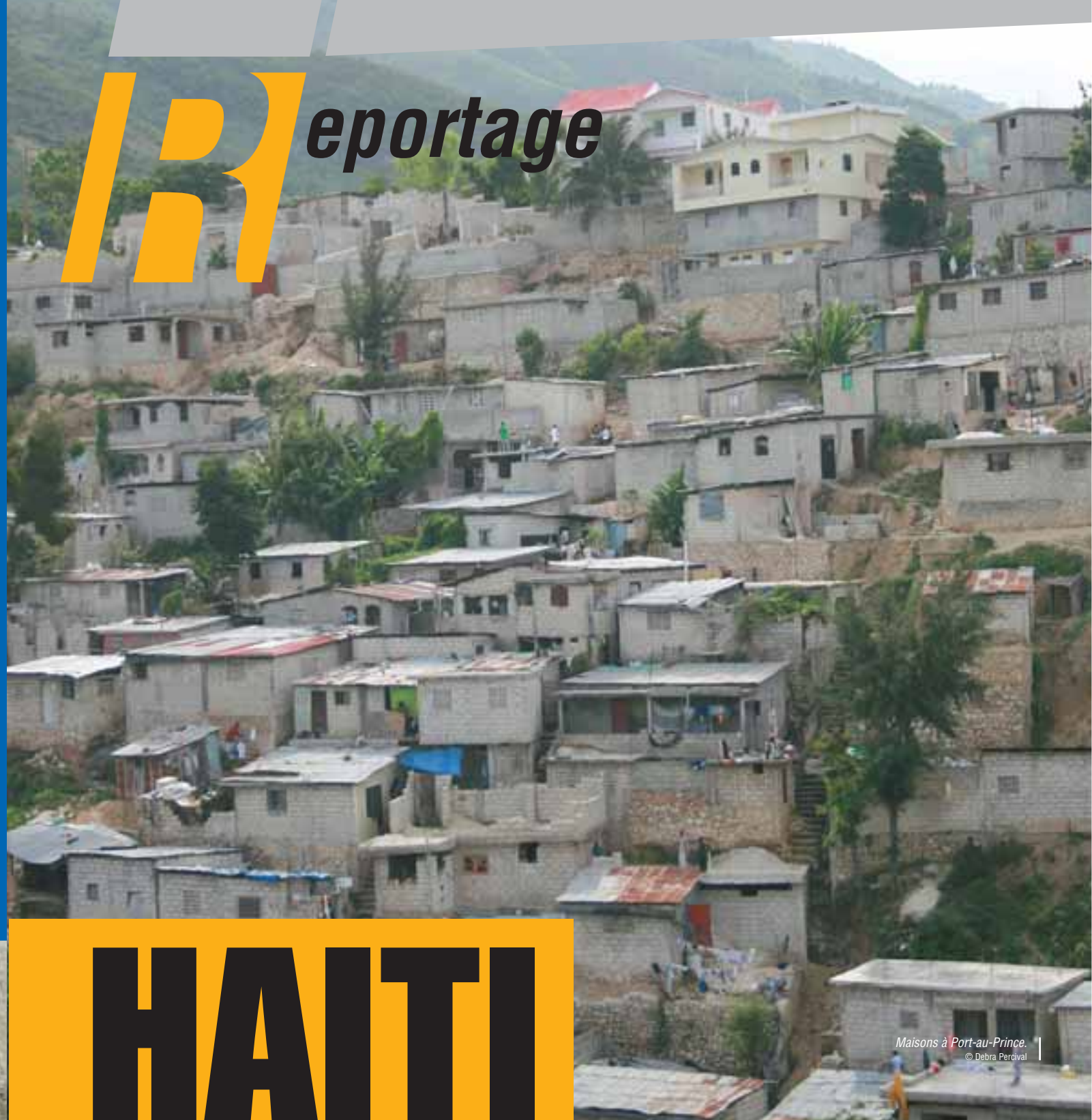
## BIOPIRATERIE

Une des craintes, vérifiées, des pays du Sud est de voir leur biodiversité, et leurs savoirs, confisqués par des intérêts économiques. Les cas de biopiraterie sont légion. Parmi eux :

En 1995, l'université du Wisconsin (Etats-Unis) déposait quatre brevets sur la brazzéine, une plante 1.000 fois plus sucrée que le sucre et beaucoup moins riche en calories. Profit escompté : 100 milliards de dollars par an. Mais, alors que les baies de brazzéine sont cultivées au Gabon depuis la nuit des temps, ce pays n'en tirera aucun bénéfice : les détenteurs des brevets ont, en effet, vendu la licence d'exploitation de la plante à plusieurs firmes de biotechnologies dont aucune n'est gabonaise.

En septembre 2007, le gouvernement sud-africain a décidé d'interdire jusqu'à nouvel ordre l'exploitation du pélargonium, une plante de la famille des géraniums, après que des centaines de tonnes de cette espèce ont été récoltées par les sociétés pharmaceutiques étrangères, dont l'une vient de faire breveter son utilisation dans la lutte contre le sida. Le ministère de l'Environnement sud-africain a annoncé son intention de passer en revue tous les projets de prospection biologique pour s'assurer de leur conformité avec la nouvelle réglementation, qui vise à protéger les droits commerciaux des praticiens traditionnels. ■

# R eportage



Maisons à Port-au-Prince.  
© Debra Peroval

# HAÏTI

Depuis son accession à l'indépendance en 1804, Haïti a enduré davantage de troubles politiques et sociaux que la plupart des autres nations. Ses fréquents soulèvements y ont ébranlé le bien-être économique et social. Ainsi, plus de 50% de sa population vit avec moins d'un dollar par jour.

La MINUSTAH (Force de stabilisation des Nations Unies pour Haïti) y a instauré une sécurité relative depuis 2004, de sorte que le gouvernement peut mener divers programmes destinés à relancer l'économie et à améliorer la vie de la population. Malgré sa pénurie en ressources indigènes, le pays dispose d'un certain potentiel commercial puisqu'il est entouré de pays à revenus

intermédiaires tels que la République Dominicaine, avec laquelle il partage l'île d'Hispaniola.

"Pour attirer des investissements, il faut d'abord maintenir la paix et la stabilité. Nous devons donc y consacrer toute notre énergie", a déclaré le Président Préval le 14 janvier 2008, à l'occasion de la cérémonie annuelle d'ouverture du Parlement. Des bailleurs de fonds internationaux contribuent en outre à la stabilité par le biais de projets et d'aides budgétaires. Ce pays des Caraïbes présente de nombreuses dichotomies. Ainsi, ses statistiques en matière de pauvreté sont poignantes alors que sa culture est étonnamment riche et envoûtante...



# CONSTRUIRE SUR LA STABILITÉ

*Un simple regard sur les remous politiques du passé permet de se rendre compte de la relative stabilité que connaît actuellement Haïti. Pour le gouvernement, c'est une occasion de consolider son administration et de prendre les mesures qui s'imposent – avec l'appui nécessaire des bailleurs de fonds – afin de relancer l'économie et, partant, de résorber la pauvreté.*



Palais présidentiel, Port-au-Prince.  
© Dobra Perchival

Les Taïnos, parents des Arawaks d'Amérique du Sud arrivés en 2600 av. J.-C., furent les premiers habitants connus de l'île d'Hispaniola. L'un des personnages les plus révévés à ce jour fut la Reine Anacaona ('Fleur d'or') qui régna sur Xaragua, un des cinq royaumes d'Hispaniola dirigés par des *caciques* (chefs de tribus). Elle fut l'une des dernières à succomber à l'influence espagnole après l'arrivée de Christophe Colomb en 1492, mais ses partisans furent arrêtés et exécutés au cours d'un repas donné en l'honneur du nouveau gouverneur espagnol en 1503. Anacaona s'enfuit, mais fut ensuite capturée et pendue à Saint-Domingue. On estime qu'il y avait initialement de 100.000 à 1 million de Taïnos sur l'île. Ils furent décimés peu à peu, suite à l'arrivée de Colomb, par les épidémies et les travaux pénibles qui leur étaient imposés. Pourtant, les origines taïnos de Haïti se reflètent

encore dans sa culture et certains de ses habitants affirment porter cet héritage dans leur sang. Amenés par les colons français en 1520, les esclaves africains s'implantèrent dans la zone occidentale de l'île. En 1731, les Espagnols reconnurent la colonie française de Saint-Domingue et une frontière fut tracée le long de deux rivières. Plusieurs leaders du mouvement des esclaves, comme François Dominique Toussaint-Louverture, parvinrent à s'affranchir et la France abolit l'esclavage en 1803. Le cœur blanc fut symboliquement arraché du drapeau français par le chef des insurgés Jean-Jacques Dessalines tandis que les bandes rouge et bleue étaient cousues ensemble, donnant naissance à l'étendard haïtien "*Liberté ou la Mort*". En janvier 1804, après une bataille décisive contre les Français, Dessalines déclara l'indépendance aux Gonaïves et les Haïtiens africains prirent le

contrôle de l'île, rétablissant son nom taïno "Haïti", qui signifie "pays montagneux".

## ► XXe siècle

Un défilement en accéléré nous mène au XX<sup>e</sup> siècle et à l'importance de Haïti en tant que voie maritime. La liaison avec le canal de Panamá, récemment inauguré, déboucha sur une invasion par les Etats-Unis en 1915. L'occupation dura jusqu'en 1934. Plusieurs coups d'Etat plus tard, François Duvalier instaura sa dictature en 1957, soutenu par la classe moyenne, en plein essor, et par les pauvres des milieux ruraux. Il renforça son pouvoir grâce aux "Tontons Macoutes", qui doivent leur nom au personnage folklorique du vieux paysan haïtien ravisseur d'enfants. Ces milices étaient autorisées à extorquer argent et biens divers à la population tant qu'elle protégeait fidèlement leur président. Jean-Claude

Duvalier, surnommé "Bébé Doc", succéda à son père lorsque celui-ci mourut en 1971. Il s'enfuit en France en 1986 et une période d'instabilité s'ensuivit de 1986 à 1990. Confrontée au retour des partisans de Duvalier, la Cour suprême ordonna des élections en décembre 1990. En septembre 1991, un jeune prêtre largement plébiscité par la société civile, Jean-Bertrand Aristide, arriva au pouvoir sous la bannière du parti "Lavalas", ce qui signifie "torrent". L'actuel Président, René Préval, fut son Premier ministre de février à septembre 1991.

Sept mois seulement après le début de son mandat, il fut renversé par un coup d'Etat fomenté par le Général Raoul Cédras, qui fut immédiatement condamné et suivi d'un embargo économique. Celui-ci dura jusqu'en octobre 1994, quand Aristide revint au pays avec l'appui des Etats-Unis. Lors des élections présidentielles de 1996, Aristide fut évincé dans sa course vers un nouveau mandat par René Préval, qui devint en 2001 le premier dirigeant élu démocratiquement dans l'histoire du pays à mener son mandat à son terme. Aristide demeura populaire et créa le parti "Fanmi (famille) Lavalas" ainsi que la Fondation pour la démocratie, qui octroie des prêts exempts d'intérêts aux entreprises et apporte son soutien en matière de santé et d'éducation. Il fut élu Président en novembre 2000, avec 91,7% des suffrages. Le 200<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays fut marqué par des émeutes contraignant Aristide à l'exil le 29 février 2004, bien qu'il prétende avoir été forcé à fuir par les Etats-Unis qui craignaient de voir les troubles se répandre. Boniface Alexandre devint Président par intérim, avec la tâche d'organiser des élections dans un délai de deux ans. Le 7 février 2006, René Préval obtint à nouveau la présidence, pour la période de 2006 à 2011, sous la bannière de la vaste organisation LESPWA (l'espoir) qui regroupait plusieurs partis politiques et groupes issus de la société civile. Il remporta une majorité ténue de 51,21% après le comptage des votes blancs, requérant l'appui d'autres partis pour former un gouvernement de coalition.

## ► Un pays en cours de changement

"Notre pays est en train de changer. Une autre façon de faire la politique est possible. Le pays ne doit pas basculer dans l'instabilité à la moindre occasion", a déclaré Préval lors de son discours annuel d'ouverture du Parlement le 14 janvier 2008. Il a souligné certains des principaux défis économiques, ainsi que la nécessité de moderniser l'Etat pour consolider la sécurité – ce qui implique l'adaptation du système judiciaire, le besoin de crédits et d'investissements (voir l'article sur l'industrie) et la mise à dispo-

sition d'une énergie fiable à un prix correct. La présence de la Force de stabilisation des Nations Unies pour Haïti (MINUSTAH) a largement contribué au retour de la stabilité. Bien qu'il y ait encore trop d'enlèvements, dont les auteurs devraient être traduits en justice, a déclaré le Président.

Après le départ de l'ex-Président Jean Bertrand Aristide, une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies a mandaté en juin 2004 une force ayant pour mission de stabiliser le pays et d'aider le gouvernement de transition à organiser des élections. "Le pays était rançonné par des gangs armés", a déclaré David Wilmhurst, Directeur des relations publiques de la MINUSTAH, lors d'une allocution dans son quartier général basé à l'ancien Hôtel Christopher (Port-au-Prince). La MINUSTAH compte actuellement 7.060 militaires, latino-américains pour la plupart, avec un important contingent brésilien et 2.091 officiers de police (chiffres de l'ONU en novembre 2007) contribuant à l'établissement d'une force de police haïtienne. Le nouveau commandant de la MINUSTAH depuis septembre 2007 est le diplomate tunisien Hédi Annabi. Wilmhurst explique qu'il était nécessaire d'employer la force pour sévir à l'encontre des gangs responsables de violences et d'enlèvements. "Il a fallu trois mois pour démanteler les gangs, certains y ont perdu la vie et 800 personnes ont été arrêtées à Cité Soleil", a-t-il ajouté. Depuis février 2007, il est plus aisé de circuler à Cité Soleil. Les actions de la MINUSTAH vont "créer un espace propice au développement à plus long terme", a précisé Wilmhurst. "Nous ne

pourrons quitter cet Etat que lorsqu'il disposera d'une police dotée d'équipements professionnels dignes de ce nom." Jusqu'à présent, 11.000 policiers haïtiens ont été formés alors qu'il en faudrait au moins 20.000. Selon David Wilmhurst, la MINUSTAH finance également 16 navires destinés à patrouiller le long des côtes septentrionales de Haïti, qui constituent un point de débarquement pour les narcotrafiquants.

## ► Une diaspora dynamique

Un récent rapport de l'ONG *International Crisis Group* (ICG)<sup>1</sup> estime que le gouvernement devrait encourager les 3 millions de personnes issues de la diaspora haïtienne à investir davantage dans le pays, dont les rapatriements de fonds représentaient 1,65 milliard USD en 2006 – soit 35% du PIB. D'après l'analyste principal d'ICG, Damien Helly, cette contribution économique devrait se refléter dans le système politique par le biais de mesures facilitant le vote à l'étranger et permettant la double citoyenneté ainsi qu'une représentation de la diaspora au sein du Parlement. De telles initiatives nécessiteraient sans doute une réforme constitutionnelle. Le rapport prône en outre la mise sur pied d'un groupe de travail dédié à la diaspora et mandaté par les responsables haïtiens, les diverses tendances politiques, la société civile et le secteur privé, afin d'établir une stratégie décennale bénéficiant d'un soutien international.

Il est également important pour l'avenir du pays d'élaborer une stratégie binationale avec la République Dominicaine malgré le tollé international suscité par les violations des droits des tra-



Coin de rue à Les Cayes.  
© Marc Roger



## Aperçu statistique de Haïti

(chiffres de 2006 sauf indication contraire)



Superficie : 27.750 km<sup>2</sup>

Population : 8,7 millions d'habitants

PIB : 5 milliards USD

Croissance annuelle du PIB : 2,3%

Dettes à long terme : 1,3 milliard USD en 2005

Espérance de vie : 52 ans (chiffre de juin 2005)

Indice PNUD : 146 sur 177 (rapport 2007-2008)

PNB par habitant : 480 USD

Importations : 1,55 milliard USD (estimation pour 2006), essentiellement des produits alimentaires, des carburants, des machines et des biens manufacturés

Exportations : 494 millions USD (estimation pour 2006), café, huiles, mangues, vétiver

### Contexte politique

Président : René Préval depuis le 14 mai 2006 (quinquennat).

Chef du gouvernement, Premier ministre : Jacques Edouard Alexis depuis le 30 mai 2006

Assemblée nationale bicamérale et Sénat.

Sénat (30 sièges) : élection tous les six ans. Le candidat ayant obtenu le plus de voix dans chacun des 10 départements est nommé pour six ans, le suivant pour 4 ans et le troisième pour deux ans. Des élections seront donc organisées en 2008 afin de remplacer un tiers des membres.

Chambre des députés (99 sièges) : élection tous les quatre ans – prochaine élection en avril 2010.

Principaux partis politiques : Fusion, Groupement de la fusion des sociaux-démocrates ; OPL, Organisation du peuple en lutte ; Alyans, Alliance démocratique ; Front pour la reconstruction nationale ; Latibonit an Aksyon (LAAA).

Sources : Banque mondiale, PNUD, Union européenne, CIA, Gouvernement de Haïti.



vailleurs haïtiens dans ce pays voisin (voir l'article de Pierre Gotson). En mars 2008 aura lieu la 3<sup>e</sup> édition d'un salon binational de l'écotourisme et des liens culturels à Belledère (Haïti), organisé conjointement par l'organisme dominicain *La Fondation Science et Art, la Fondation pour le développement du tourisme alternatif et San Pont Ayiti*, a expliqué le Dr José Serulle, Ambassadeur de la République Dominicaine en Haïti (FONDTAH)<sup>2</sup>.

La décentralisation du gouvernement progresse pas à pas depuis les élections municipales. Haïti a récemment accueilli la 23<sup>e</sup> édition de la Conférence mondiale des maires à la Côte des Arcadins, sur le thème du renforcement des municipalités<sup>3</sup>. A titre d'exemple, l'étude de la Banque interaméricaine de développement (BID), commanditée par la *Société d'aménagement et de développement (SODADE)* de Haïti, sur l'évolution des Cayes (systèmes de protection contre les inondations convertis en marinas) est l'un des divers projets individuels menés à l'échelon du pays afin de développer des régions, a expliqué le représentant de la SODADE Marc Roger.

### ➤ Retour aux bonnes pratiques administratives

Lors de son discours au Parlement, Préval a également insisté sur la modernisation technologique des administrations ministérielles et sur la nécessité d'enregistrer toutes les entités commerciales. "Nous devons retrouver les bonnes pratiques administratives perdues au cours des années Duvalier", a expliqué Price Pady, Ordonnateur national du Fonds européen de développement (FED) en Haïti, responsable de la coordination et de l'approbation des projets relatifs aux bailleurs de fonds. Les budgets alloués au renforcement des administrations ministérielles occupent une place importante dans la planification des aides financières à Haïti

(voir l'article sur le 10<sup>e</sup> FED). "Nous considérons le soutien budgétaire comme un instrument du dialogue intergouvernemental axé sur les priorités et politiques identifiées par le gouvernement" a déclaré le chef de la délégation de l'UE en Haïti, Francesco Gosetti-di-Sturmeck, tandis qu'il annonçait un complément d'aide budgétaire en octobre 2007.

L'amélioration de l'enseignement est perçue comme essentielle pour optimiser le réservoir de compétences du pays. 40 % des plus de 10 ans ne savent ni lire ni écrire, nous a expliqué le Ministre de l'Enseignement Gabriel Bien Aimé. Et de poursuivre : "Pour changer la donne, il nous faut plus de professeurs qualifiés et plus d'installations, de locaux et de matériel didactique adéquats", qui complèteraient les fonds octroyés par l'UE pour les instituts de formation d'enseignants (voir l'article sur le FDE). Le Ministre Bien Aimé souhaite renverser les chiffres selon lesquels 80% de l'enseignement est actuellement dispensé par le secteur privé et 20% seulement par le secteur public. Pour y parvenir, il faudra accroître le budget annuel de l'enseignement à 8% en 2008, à 13% l'année suivante et ainsi de suite pour l'amener progressivement à 25%, de sorte qu'il soit équivalent à celui de la plupart des pays et permette d'atteindre l'objectif final, à savoir "l'enseignement pour tous", a conclu le Ministre.

1 [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

2 Pour de plus amples informations, contacter FONDATH [fondath@yahoo.fr](mailto:fondath@yahoo.fr), San Pon Ayiti [Sanponayiti@acn2.net](mailto:Sanponayiti@acn2.net) et Fundacion Ciencia y Arte Inc [Fund.ciencia@codetel.net.do](mailto:Fund.ciencia@codetel.net.do)

3 World conference of Mayors [www.world-conference-of-mayors.org](http://www.world-conference-of-mayors.org)  
National Conference of Black Mayors [www.ncbm.org](http://www.ncbm.org)

D.P. ■

Le 'Tap-Tap' est le système de taxis publics le plus connu à Haïti. © Hegel Goutier

# "Il faut savoir à qui APPARTIENT LA TERRE DANS CE PAYS"

Interview d'un leader de l'opposition Fusion, Serge Gilles

Serge Gilles est un des leaders de la Fusion des sociaux-démocrates haïtiens, parti ayant l'une des plus fortes représentations au parlement avec 6 sièges sur 30 au Sénat et 20 sur 99 à la Chambre des députés. La Fusion participe à la "coalition", que Serge Gilles qualifie, avec subtilité, de gouvernement "pluraliste" formé à la suite des élections de 2006. Avec 2,62% des suffrages, il était l'un des 32 candidats malheureux à l'élection présidentielle de 2006, qui a porté le Président Préval au pouvoir. Quant au secrétaire général de la Fusion, Robert Auguste, il est l'actuel responsable du ministère de la santé.

Serge Gilles, après 25 ans d'exil sous le régime des Duvalier, est rentré à Haïti en 1986. Lorsque je l'ai rencontré à la mi-novembre, il s'appretait à assister, l'après-midi même, à une réunion ministérielle à laquelle le Président

Préval avait convié les cinq leaders de l'opposition pour discuter d'une évaluation du gouvernement réalisée par la Banque mondiale. Lors de notre rencontre à Pétienville, et bien qu'il approuvait cette consultation ouverte, Serge Gilles s'est inquiété du fait que la politique menée actuellement par le Premier ministre Jacques Edouard Alexis et par le Président Préval ne soit pas encore parvenue à régler « les principaux défis du passé ».

### ➤ Comment s'organise la coalition

« René Préval a de l'expérience. Il a été Premier ministre ; il a été président de ce pays, donc il n'en abuse pas. Il connaît la fragilité des choses. Sur le plan économique, on est jusqu'à présent arrivé à combattre l'insécurité. La police nationale qui était démantelée s'est reconstituée et, soutenue par la MINUSTAH, elle fait

un bon travail. Avec ce gouvernement pluriel, il y a la stabilité politique. Il peut y avoir quelques critiques mais elles proviennent de personnes qui n'ont aucune représentation. Tous ceux qui ont une représentativité ont accepté de rester dans ce gouvernement de consensus pour garantir la stabilité afin de rendre possible la construction de routes, les services publics et pour que le gouvernement puisse avoir la tête tranquille. Il y a beaucoup de problèmes dans ce pays. Le côté négatif, c'est qu'après deux ans, ce gouvernement ne réussit pas à relever les grands défis qui s'étaient posés dans le passé. Ce que je vous dis là, je le lui dis. Nos discussions sont très franches.

### ➤ Il faut une réforme cadastrale

Pour moi, la réforme agraire est dépassée. Au contraire, il faut d'abord une réforme

Monument à l'esclave inconnu, Champs-de-Mars, Port-au-Prince. © Debra Percival



cadastrale, il faut savoir à qui appartient la terre dans ce pays.

Il n'est pas normal dans un pays comme le nôtre que nous importions du riz.

Ce qui est fondamental, c'est de savoir à qui appartient la terre avant de relancer la production nationale qui est le défi numéro un. Un gouvernement qui ne peut pas donner à manger à son peuple est un gouvernement qui a un problème. Or, nous avons beaucoup d'hectares de terres qui ne sont pas cultivés. Seul un dixième de la terre est cultivé. Si on fait la réforme cadastrale et si on sait à qui appartient la terre, une personne aura beaucoup plus intérêt à cultiver la terre parce qu'elle sera propriétaire.

► **Un manque de crédits**

On doit mettre les crédits à la portée de la majorité du peuple haïtien. Le crédit ici est prohibitif. Ce n'est pas normal. Il faut recapitaliser le pays.

Je suis d'accord avec le gouvernement sur la construction des routes. Avec les routes, on construit un marché, mais le gouvernement doit aussi prendre la production nationale en main ».



► **Le néo-libéralisme**

J'ai l'impression que l'entourage de M. Préval est néo-libéral. On vit dans un monde numérique dominé par le commerce et la démocratie.

Si on attend, on va se faire bouffer par le commerce international dominé par le grand capital financier. On doit donc aller vite en matière de démocratie, afin de fixer les règles du jeu pour dominer le marché et pour avoir un Etat régulateur.

► **La MINUSTAH**

Il fallait la MINUSTAH parce que les crises et le pays n'étaient pas gérables après le départ



d'Aristide. Il n'y avait pas d'armée à l'époque et la police était corrompue. Donc je crois que la formule MINUSTAH n'était pas mal.

Ce qu'il nous faut, c'est préparer le départ de la MINUSTAH. Il faut profiter de la MINUSTAH pour bien former la police et une autre force – certains appellent ça la nouvelle armée, peu importe le nom – pour surveiller les ports, les frontières et nos aéroports afin de combattre de façon efficace le problème de la drogue.

► **Un manque de capacités administratives**

Nous avons une administration très faible. Quand on a eu des catastrophes comme nous avons eu, on a une administration très faible. Je suis d'accord avec les Canadiens qui ont beaucoup investi ici en matière de formation. Moi, je vois une école de formation dans chaque département avec encore deux écoles de formation ici (à Port-au Prince)..

► **La corruption en Haïti**

On ne peut pas dire que l'opposition est corrompue, pas du tout. On ne peut pas dire que Préval est corrompu, pas du tout. On connaît des pays où la corruption va de la base au sommet. Ce qui est corrompu en Haïti, c'est la drogue, et une partie de la justice, mais on vient de sortir trois lois. Préval a formé une commission de suivi pour la réforme de la justice et le Parlement vient d'adopter trois lois sur l'indépendance et l'épuration de la justice (27 novembre 2007). Il va y avoir une école de la magistrature. Tous nos parlementaires ont soutenu cette réforme.

► **La décentralisation**

Pour moi, la décentralisation fait mieux avancer la démocratie. C'est vrai que nous n'avons pas encore de cadre juridique. Nous travaillons avec nos parlementaires afin d'accélérer ce cadre juridique pour que les collectivités territoriales puissent prendre leur envol. La collectivité territoriale, ce n'est pas simplement une question de moyens. » **D.P.**

Page 38 :  
Vues de rues à Les Cayes.  
© Marc Roger

Page 39  
En partant du haut :  
Un des leaders de l'opposition, Serge Gilles.  
© Debra Percival

Les Cayes.  
© Marc Roger

Carte de Haïti  
© Minustah



Gotson Pierre\*

# LES RELATIONS HAÏTIANO-DOMINICAINES ET LES MÉDIAS

Les relations n'ont pas toujours été simples, en raison de la question des droits des travailleurs haïtiens des "bateys" dominicains\*\*. Les initiatives destinées à rapprocher les deux pays par l'ouverture de nouveaux canaux d'information ne peuvent que contribuer à une meilleure compréhension. Cela renforcera la politique bilatérale adoptée par le gouvernement de Port-au-Prince et visant à l'établissement de relations plus étroites au bénéfice des deux pays.

**A**u début des années 1900, les Haïtiens partaient travailler dans les plantations dominicaines de canne à sucre desservant des usines installées ou promues par les Américains. Dans les années 60, un accord a été passé entre les deux pays pour la fourniture de travailleurs saisonniers en vue de la récolte de la canne à sucre dominicaine. Suite à la dénonciation de cet accord après la chute de la dictature des Duvalier en 1986, les Haïtiens ont continué à migrer vers la République Dominicaine, surtout à la recherche de travail. Aujourd'hui, bien qu'il n'y ait aucun recensement de la population haïtienne dans le pays voisin, les officiels dominicains parlent de plus d'un million de ressortissants haïtiens vivant là-bas. Cette migration est considérée comme une charge pour la République Dominicaine, qui rapatrie continuellement les migrants haïtiens dans des conditions qui violent leurs droits humains les plus élémentaires : séparation de familles, déportation au cours de la nuit sans aucune coordination avec les autorités haïtiennes, mauvais traitement, etc. Cette situation se développe sur fond de contentieux historiques. Les Haïtiens n'oublient pas le massacre subi par environ 30.000 d'entre eux en 1937 en République Dominicaine, sur ordre du dictateur dominicain Rafael Trujillo. Tandis que les Dominicains n'oublient pas que, sous le gouvernement de Jean-Pierre Boyer, Haïti a durement occupé ce pays de 1822 à 1844.

Il y a aussi les différences culturelles entre les deux sociétés qui alimentent des préjugés, la République Dominicaine se réclamant d'as-

pendance indienne et espagnole, alors qu'Haïti met en avant son héritage africain.

Ce contexte général ne favorise pas la compréhension entre Haïtiens et Dominicains, conditionne le travail des médias et affecte l'information qui circule sur la thématique haïtiano-dominicaine.

Pendant longtemps, le thème dominicain n'était généralement abordé dans les médias haïtiens que sporadiquement, à travers les dépêches d'agences internationales. La presse haïtienne fonctionnait pratiquement dans l'ignorance du pays voisin. Pendant ce temps, la presse dominicaine ne faisait que relayer la vision officielle d'Haïti par les autorités dominicaines.

Depuis quelques années, le développement des nouvelles technologies de communication et d'information (NTIC) et l'action de secteurs alternatifs dans le domaine de la communication ont permis de marquer une nouvelle orientation à l'information sur la thématique haïtiano-dominicaine, qui est devenue plus présente dans les médias haïtiens.

Une des agences qui ont fait un travail systématique sur cette question est *AlterPresse* (www.alterpresse.org), réseau alternatif haïtien d'information du *Groupe Médialternatif*, qui a commencé à fonctionner en 2002. *AlterPresse* a mis l'information sur la problématique haïtiano-dominicaine au premier plan, couvrant régulièrement en français et en espagnol les évènements-clés.

## ► Nouvelles technologies

Plusieurs centaines d'articles sont publiés, en partie avec la collaboration de confrères

dominicains, et concernent principalement la migration, la frontière, le commerce binational, les droits humains, l'environnement et les désastres naturels, la santé, le tourisme, la culture, etc.

Enregistrant plus de 20.000 connexions par jour et relayée par différents médias (radios, télévisions, journaux, sites Internet) dans diverses régions d'Haïti, en République Dominicaine et sur le plan international, *AlterPresse* a contribué à une plus grande présence médiatique de la question haïtiano-dominicaine et a influencé un certain nombre de décisions sur le dossier.

*AlterPresse* entretient des rapports professionnels et cordiaux avec *Espacio Insular*, une agence alternative dominicaine mise en ligne en août 2006. Les deux entités ont passé un accord de collaboration en février 2007 et viennent de réaliser en novembre 2007 une étude sur l'orientation des médias des deux pays en matière de traitement de la thématique haïtiano-dominicaine et une rencontre de journalistes haïtiens et dominicains à Port-au-Prince.

Ces journalistes se rendent compte que les deux pays se partageant l'île ont un destin commun. Un rapprochement est donc nécessaire pour surmonter les élan d'inimitié, faciliter la compréhension, l'harmonie et créer des perspectives de développement commun et solidaire.

\*Gotson Pierre est le co-fondateur de Groupe Media Alternatif

\*\*Lieu réservé dans les exploitations sucrières aux esclaves, puis aux coupeurs de canne.

# "NOUS AVONS BESOIN DE MESURES D'IRRIGATION ET DE REFORESTATION AINSI QUE D'INTRANTS"

Tout ce qui fait Haïti a été immortalisé dans de somptueux tableaux, y compris la générosité de ses terres, mais... ne s'agit-il que d'une liberté artistique ? En réalité, la dégradation des sols, les investissements insuffisants et la production médiocre crient l'urgence d'une réforme.

**65** % de la population haïtienne vit encore de l'agriculture, alors que ce secteur ne génère que 25% du produit intérieur brut (PIB), déclare Jean-Baptiste Chavannes, Président du vaste Mouvement paysan national du congrès de papaye (MPNKP). L'agriculture a souffert depuis plusieurs années de négligence, estime Chavannes, déclin accéléré par la libéralisation des années 1980 et par une dépendance excessive vis-à-vis des importations. La production locale a également été mise à mal par l'embargo économique décrété à l'encontre de Haïti, entre 1991 et 1994, qui a interrompu les importations de produits comme le fourrage nécessaire à l'agriculture.

Chavannes soutient que la "situation dramatique" actuelle a des racines plus profondes. D'après lui, le report de la réforme agraire en est partiellement responsable : il n'y a eu aucun partage équitable des terres depuis l'indépendance en 1804, lorsque les généraux se sont réparti les terrains des esclaves démunis,

entraînant ce qu'il qualifie de "néo-esclavage". "La réforme agraire devient urgente", déclare Chavannes, qui souligne que 80% des affaires judiciaires locales ont trait à des litiges sur l'appartenance de tel ou tel lopin de terre. Pourtant, Haïti a pu satisfaire ses besoins alimentaires jusque dans les années 1960. Le régime néo-libéral a ensuite commencé à sévir, détruisant progressivement la production locale (riz, volaille, œufs, etc.). L'île fait depuis les frais de l'inaction politique dans ce secteur, poursuit-il.

L'expansion démographique effrénée a également des conséquences néfastes pour l'économie du pays. Au moment de l'indépendance, 85% des 500.000 habitants vivaient essentiellement de l'agriculture dans le Centre, le Sud-Est et le Nord-Est. Aujourd'hui, le pays compte 8,7 millions d'habitants (chiffre de l'UE pour 2007), dont 40% vivent en zone urbaine. Vu le prix élevé des combustibles, la majorité d'entre eux utilisent du bois, décimant les forêts et aggravant la dégradation et

l'érosion des terres arables. 50% des terres haïtiennes sont devenues impropres à la culture. Cette situation, explique Chavannes, se traduit par une augmentation des importations alimentaires : "Chaque année, nous importons pour 300 millions de dollars de produits alimentaires. C'est une catastrophe."

## ► Manque de crédits

Beaucoup d'autres acteurs du secteur estiment que le pays pourrait mieux satisfaire ses propres besoins alimentaires, surtout en ce qui concerne la volaille et les œufs. La production industrielle d'œufs a pris son essor dans les années 1980. D'après Michel Chancy, membre de l'Association haïtienne pour la promotion de l'élevage (AHPÉL) et de l'ONG Vétérimed, Haïti produisait alors 100.000 œufs par jour. A présent, les grandes fermes qui subsistent dans le pays ne produisent plus que 30.000 œufs par mois. Grâce à une meilleure infrastructure, une politique de crédit adaptée et un approvisionnement

Vue de l'Etang Saumâtre, depuis Haïti vers la République dominicaine. © Debra Percival



ment adéquat en électricité, la République Dominicaine est par contre parvenue à s'infiltrer sur les marchés, déclare Greet Schaumans de l'ONG belge Broederlijk Delen.

Quant à la production annuelle de poulets – 6 millions dans les années 1980 – elle est en chute libre depuis le début des années 1990 à cause de l'embargo économique. Les chiffres de Vétérimed indique qu'à la fin de cette décennie, le marché a été saturé par des importations massives de poulets surgelés. Aujourd'hui, la production nationale de poulets ne représente plus qu'un quart du niveau des années 1980, soit 1,2 à 1,5 million par an.

Presque tous les acteurs du secteur affirment que ce qui manque, ce sont des crédits pour investir dans les technologies et les intrants pour concrétiser le potentiel agricole. Gabriele lo Monaco, conseiller de la Délégation de l'UE en Haïti, a déclaré : "Les petits exploitants n'investissent quasiment pas dans l'agriculture". "Le pays a connu une décapitalisation des paysans", ajoute Chavannes.

Chavannes précise que les agriculteurs de la République Dominicaine peuvent obtenir des crédits à un taux annuel de 12%, voire 6%. En Haïti, le crédit est inabordable ou indisponible. Les taux d'intérêt de 20 à 30% sont monnaie courante. "Nous avons besoin d'un engagement politique envers le secteur de l'agriculture, or il nous fait actuellement défaut. Nous avons besoin de mesures d'irrigation et de reforestation ainsi que d'intrants. Lors du Congrès du 35e anniversaire du MPP en mars 2008, nous demanderons la mise en place d'une agriculture diversifiée, du libre-échange et d'une réforme agraire", dit-il.

Serge Gilles (chef du parti Groupement de la fusion des sociaux démocrates) a également souligné, lors d'une interview, la nécessité de crédits et d'une réforme agraire pour permettre aux gens de devenir propriétaires de leur terrain, ce qui encouragerait les investissements personnels. Il pense aussi que Haïti a un avenir dans l'agriculture biologique, d'autant plus que ce type de production atteint des prix beaucoup plus élevés que les produits ordinaires sur les marchés internationaux.

### > Lèt Agogo

Un projet remarqué dans le domaine de l'agriculture a été mis sur pied par Vétérimed, l'ONG des professionnels spécialisés dans la santé et la production animales, dont l'objectif est d'aider les petites exploitations rurales à améliorer leurs revenus. Les produits laitiers fabriqués dans 10 unités de microtransformation (lait stérilisé et yaourt, par exemple) sont distribués à l'échelon national par des organismes de jeunesse et des

associations rurales. Lèt Agogo, dénomination commerciale de ces produits, a décroché le prix du meilleur produit d'Amérique du Sud.

L'agriculture n'est pas un secteur prioritaire pour le 10e FED, mais l'UE a déjà financé de nombreux projets en collaboration avec des ONG afin de promouvoir la sécurité alimentaire et lancé un programme de diversification agricole pour le Centre et le Sud. Un projet récemment approuvé, à hauteur de 3 millions d'euros, dont 495.000 euros financés par le gouvernement haïtien, permettra de rassembler des informations sur la vulnérabilité des personnes dépendant de l'agriculture à l'échelon national. Il sera mené par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) et l'Institut haïtien de statistique et d'information, afin de développer des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire.

Quelques produits de niche comme le café Rebo et Haitian Blue et la mangue Francis, très appréciés par la diaspora haïtienne de Miami, ont

remporté un certain succès à l'exportation. Et ce, malgré les infrastructures médiocres et des systèmes de réfrigération limités, qui font obstacle aux exportations à grande échelle de produits périssables.

D'aucuns estiment que Haïti devrait suivre l'exemple du Brésil et produire davantage de canne à sucre pour la fabrication de bioéthanol, ce qui réduirait la facture énergétique du pays. Un rapport de l'ONG belge Broederlijk Delen affirme toutefois qu'avant d'opter pour cette solution, il faudrait déterminer si elle favoriserait la meilleure utilisation des terres. D'après l'ONG, une exploitation plus intensive des terres pour la production de bioéthanol augmentera le prix des denrées alimentaires. Pour un pays tributaire des importations comme Haïti, cette conséquence pourrait annuler le bénéfice engendré par la réduction des frais de carburant, en plus des investissements colossaux en eaux et infrastructures qu'exigerait toute unité de production de bioéthanol. **D.P.** ■



Vendeuse de fruits de la passion, Port-au-Prince. © Debra Percival



Bounty of Haïti's land (La générosité de la terre haïtienne), toile de Casimir exposée à la Villa Créole (Port-au-Prince). © Debra Percival



# Des CRÉDITS pour le COMMERCE

*Si vous vendez des fruits de la passion, des vêtements ou de la musique sans vous réveiller à l'aurore, n'espérez même pas trouver un emplacement à Port-au-Prince ou dans la zone commerciale voisine de Pétionville. Chaque centimètre carré de trottoir sera déjà occupé. Les vendeurs ambulants gagnent durement leur vie au jour le jour.*

Ce qui ressemble à une activité prospère dans un marché urbain de près de 9 millions de consommateurs cache, en réalité, un manque d'organisation, une demande interne limitée, une absence de crédits anéantissant les investissements dans les secteurs performants, et une faible valeur ajoutée pour les produits. En 2004, la balance commerciale globale de Haïti vis-à-vis de l'Europe était déficitaire de 77 millions d'euros, avec l'exception du textile, qui affichait un surplus d'exportations (2 millions d'euros).

Grâce à l'amélioration de la sécurité dans les rues et à la stabilité du gouvernement, les Haïtiens s'attendent à une économie domestique plus saine, capable de leur procurer des emplois et d'améliorer leur quotidien. Des problèmes de sécurité ont récemment dissuadé plusieurs sociétés internationales d'investir en Haïti mais il y a désormais des signes d'investissements étrangers. Digicel, gestionnaire d'un réseau de téléphonie mobile couvrant toutes les Caraïbes, compte parmi les grandes sociétés régionales à avoir pris conscience des réelles opportunités offertes par le marché haïtien. Ses panneaux publicitaires rouges attirent d'ailleurs l'attention dans les espaces publics de la capitale.

La créativité foisonnante de Haïti ainsi que son marché national très prometteur, de même



© Debra Percival

que ceux très proches des Etats-Unis et de l'ensemble des Caraïbes, constituent des atouts évidents mais en ce qui concerne la création de petites entreprises, tous les interlocuteurs rencontrés dans le cadre de notre rapport mentionnent le manque de crédits comme étant le principal obstacle au démarrage d'une activité. La réputation commerciale du pays souffre aussi de son infrastructure médiocre, surtout si l'on considère l'état des routes reliant la capitale au reste du pays, les fréquentes coupures d'électricité et la rareté des matières premières indigènes.

## ► Le projet PRIMA

Pour stimuler la production nationale, l'Union européenne (UE) a notamment lancé le projet

PRIMA, ou en créole : Pwogram Ranfosman Entegre na sektè Komès an Ayiti. Etalé sur 4 ans (de 2005 à 2009), ce projet de 8 millions d'euros vise à donner un coup de pouce aux petites entreprises. Il est déjà sursouscrit, déclare son directeur Klaus Dieter Handschuh, qui invite ainsi l'Ordonnateur national Price Pady à suggérer qu'un projet de suivi serait bénéfique.

Le programme s'inspire du succès rencontré à l'échelon national par certaines petites et moyennes entreprises (PME), parmi lesquelles l'INDEPCO pour l'industrie et l'ONG Vétérimed (voir l'article sur l'agriculture) pour le secteur laitier, explique M.Handschuh.

L'INDEPCO, Institut de développement et de promotion de la couture, dirigé par Hans Garoute, importe des tissus pour la fabrication d'uniformes scolaires et autres vêtements.



Grâce à l'amélioration de la sécurité dans les rues et à la stabilité du gouvernement, les Haïtiens peuvent escompter une économie domestique plus saine, capable de leur procurer des emplois et d'améliorer leur quotidien. © Debra Percival

Vétérimed a quant à lui amélioré le quotidien des agriculteurs via des unités de traitement et de commercialisation des produits laitiers.

PRIMA offre diverses formes de soutien aux PME et associations commerciales en phase de démarrage. Il peut notamment leur octroyer des fonds pour des études de faisabilité, des ateliers, des services d'assistance technique, des formations individuelles, l'achat de matériel de bureau, la participation à des salons commerciaux et la réalisation ainsi que l'impression de brochures publicitaires. D'après Handschuh, la transformation de fruits et légumes et la production de ciment et d'autres matériaux de construction offrent un potentiel considérable.

Le projet finance également le renforcement du dialogue entre les secteurs public et privé afin de lancer des joint-ventures. "Les deux secteurs ne communiquaient pas", explique Handschuh. Soucieux de couvrir un maximum de Haïtiens, conformément à la politique de décentralisation globale du gouvernement, PRIMA a également implanté un bureau à Les Cayes, dans le sud du pays. Handschuh précise que l'objectif final est d'obtenir le soutien des établissements de crédit pour les projets en cours. Pour l'instant, la disponibilité des services de crédit et d'assurance est particulièrement désastreuse dans le secteur agricole.

## ► Optimisme

D'autres initiatives sont en cours dans le secteur commercial. Organisé les 15 et 16 novembre 2007 à Port-au-Prince, le Forum sur le commerce et l'investissement en Haïti (FCIH) a réuni les représentants du gouvernement et

du secteur privé afin d'accroître les activités commerciales en Haïti sous l'impulsion de l'initiative haïtienne HOPE (Hemispheric Opportunity Partnership Encouragement, c'est-à-dire Encouragement au partenariat hémisphérique), laquelle entend faciliter l'accès aux marchés régionaux. Parmi les domaines pressentis comme prometteurs figurent le tourisme, le négoce agricole, les biocarburants, les télécommunications et l'artisanat. Le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats américains (OEA), Albert R. Ramdin, qui dirige le groupe de travail "Haïti" de l'OEA, a déclaré aux journalistes présents à l'événement que la création d'entreprises sous-tendrait la démocratie et la sécurité.

L'Ambassadeur de Haïti à Bruxelles, Raymond Lafontant Jr., nous a également déclaré que l'amélioration des règles d'origine était l'une des priorités essentielles du pays dans le cadre du nouvel Accord de partenariat économique (APE), que l'UE a lancé à la fin du mois de décembre avec tous les pays de la CARICOM.\* Il permettra à Haïti d'utiliser des produits importés dans la fabrication, tout en continuant à exporter, sans droits de douane, ses produits finis vers l'UE.

D.P. ■

\*Haïti est devenu membre à part entière de la CARICOM en 1996 et est le seul pays en voie de développement du groupe. Autres membres : Antigua et Barbuda, les Bahamas, le Belize, la Dominique, la République Dominicaine, Grenade, la Guyane, la Jamaïque, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Saint Christophe et Nevis, le Suriname et Trinité et Tobago.

## BARBANCOURT UNE MARQUE PHARE EN HAÏTI



Réputée dans le monde entier, la marque de rhum haïtienne Barbancourt n'a cessé de gagner du terrain malgré le récent climat d'insécurité du pays, déclare le directeur général de l'entreprise Thierry Gardère. Barbancourt est reconnu par les magazines spécialisés comme l'un des

cinq meilleurs rhums au monde. Gardère explique que la maturation en fûts de chêne blanc du Limousin et l'utilisation de sucre de canne au lieu de mélasse importée font toute la différence et donnent à ce rhum sa douceur caractéristique. L'entreprise, qui emploie 250 personnes, produit actuellement 3 millions de bouteilles de 4, 8 et 15 ans d'âge par an. Ses ventes sont particulièrement florissantes aux Etats-Unis, au Panama et au Chili.

Gardère représente la 4e génération de cette entreprise familiale fondée en 1862. Il explique qu'un projet régional de l'UE (70 millions d'euros sur 4 ans) axé sur les producteurs de rhum des Caraïbes a nettement accru la production. Au départ, ce projet unique a été mis en place afin de compenser les pertes de l'industrie, partiellement occasionnées par l'OMC lors de l'ouverture des marchés aux alcools blancs à Singapour en 1996. Lancé en 2002, il a récemment été prolongé jusqu'en juin 2010 afin de permettre l'utilisation de tous les fonds disponibles.

Gardère explique que son entreprise s'est vu octroyer à ce jour 1,2 million d'euros, afin d'améliorer ses installations ainsi que la fabrication de ses produits. Cette somme lui permettra également de réaliser une étude sur l'utilisation des produits dérivés de la canne à sucre. Les entreprises doivent déboursier 40 à 60% des fonds requis pour chaque projet, selon le montant souhaité, tandis que l'UE se charge du reste sous la forme d'une subvention.

"Nos ventes ont progressé de 20% au cours des deux dernières années", déclare Gardère. Un succès qu'il attribue en partie à l'effet-MINUSTAH : les soldats chiliens prennent goût au rhum durant leur service pour l'ONU à Haïti et continuent à acheter du Barbancourt quand ils sont de retour chez eux. ■



# Le 10<sup>e</sup> FED SERA AXÉ SUR LES TRAVAUX ROUTIERS ET LA GOUVERNANCE

Travaux sur la route entre  
Port-au-Prince et Mirebalais,  
financés par le FED.  
© Debra Percival



L'actuelle stabilité politique en Haïti permet au 10e FED de s'orienter vers des secteurs essentiels pour l'avenir du pays. Dans le cadre du programme 2008-2013, 291 millions d'euros seront affectés à la gouvernance, la construction de routes, la réforme du système judiciaire, la décentralisation et certaines mesures générales d'aide budgétaire.

Eligible au Fonds européen de développement (FED) pour la première fois en 1990, au titre de la Convention de Lomé IV, Haïti a essuyé une série de crises politiques et institutionnelles au cours des années 1990 et ce, jusqu'en 2004. Par voie de conséquence, la plupart des fonds européens destinés à des secteurs-clés de l'économie ont été réaffectés à des projets d'urgence, d'aide humanitaire et d'intervention "post-conflit".

Le coup d'Etat contre le Président Jean-Bertrand Aristide en 1991 a reporté la mise en œuvre du 7e FED (1990-1995), doté d'une enveloppe de 112,2 millions d'euros. Quant au versement des 148 millions d'euros au titre

du 8e FED (1995-2000), il s'est heurté à "une absence de gouvernement" débouchant sur la prise de "mesures appropriées" par l'UE en 2001. Les fonds disponibles ont ainsi été directement affectés à l'aide aux populations, couvrant l'assistance d'urgence et divers projets de la société civile, les habitants bénéficiant également de l'aide complémentaire de l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO).

L'un des rares projets à plus long terme a été le soutien au secteur de l'enseignement en 1999. Le Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation (PARQUE) a bénéficié d'une aide de 28 millions d'euros – montant destiné, notamment, à la construction/rénovation de 17 instituts de formation d'enseignants (Ecoles fondamentales d'application et centres d'appui pédagogique, EFACAP), desservant 350 écoles dans 4 départements. Ce programme "au succès phénoménal", explique Price Pady, a récemment bénéficié de 14 millions d'euros supplémentaires au titre de l'aide "post-conflit" dans le cadre du 9e FED (voir plus bas).

## ► Soutien post-conflit

Lorsque la crise politique de 2004 s'est terminée, le 9e FED était en cours (2000-2007). Son budget de 167,6 millions d'euros a donc été redirigé vers un soutien "post-conflit"

pour les élections de 2006 et la relance du pays. Le solde de l'enveloppe des 7e et 8e FED a été regroupé, totalisant 276 millions d'euros affectés à l'aide "post-crise".

Ces fonds ont permis de financer l'organisation d'élections (18 millions d'euros), l'aide commerciale via PRIMA (voir l'article sur l'industrie), l'aide à l'enseignement, la construction de quelques routes et de nombreux projets menés par la société civile (voir AVSI ci-dessous).

Le tronçon routier reliant Port-au-Prince et Mirebalais était en cours d'asphaltage lorsque nous avons visité les lieux, bien que les travaux sur le terrain escarpé et rocaillieux qui s'élève depuis Port-au-Prince aient été difficiles, comme l'explique Roberto Rivoli, ingénieur routier de la société française BCEOM qui coordonne les travaux du groupe de construction dominicain. La section en question se situe entre la capitale et Cap-Haïtien, sur la côte nord. Une autre section de cette route, jusqu'à Hinche, ainsi que la route entre Cap-Haïtien et Dajabon, le long de la frontière avec la République Dominicaine, sont également en voie de réfection grâce aux deniers du 9e FED.

L'amélioration de la gestion économique par le nouveau gouvernement s'est également traduite par une aide budgétaire générale de 36 millions d'euros pour 2006-2007.

## ► Les routes : une clé de l'économie

"Tous les projets sont prioritaires en Haïti", déclare l'Ordonnateur national Price Pady. La construction et la modernisation de routes, destinées à stimuler la croissance économique, sont les principaux objectifs du 10e FED (175 millions d'euros). Sur les 3.400 km de routes haïtiennes, seuls 10% sont en bon état. Les tronçons entrant en ligne de compte pour le 10e FED sont la route Saint-Raphaël-Cap-

Haïtien, les périphériques ceinturant Cap-Haïtien et Mirebalais et une route allant de Mirebalais à la frontière dominicaine. Une aide financière devrait être accordée au secteur ainsi qu'au Fonds d'entretien routier (FER) de Haïti afin d'entretenir le réseau. La Banque mondiale et la France sont censées rénover un tronçon entre Hinche et Saint-Raphaël (voir la carte) afin de parachever l'artère qui relie la capitale et Cap-Haïtien.

Le 10e FED affectera également des fonds au financement de la bonne gouvernance (36 millions d'euros), un volet prioritaire pour consolider la stabilité politique du pays. "La réforme du système judiciaire est le principal défi du gouvernement à court terme", précise le document de stratégie de l'UE pour Haïti dans le cadre du 10e FED. Une aide sera octroyée en vue de favoriser la décentralisation et la mise en œuvre du Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSNCRP), programme gouvernemental attendu de longue date.

Un soutien budgétaire direct avoisinant les 48 millions d'euros est en outre prévu, les versements annuels étant liés à la gestion adéquate des finances publiques.

L'assistance aux acteurs non étatiques (8,8 millions d'euros), les initiatives culturelles (3,7 millions d'euros), l'aide technique à l'Ordonnateur national et aux institutions (7,5 millions d'euros), les stratégies binationales en collaboration avec la République Dominicaine et la mise en œuvre du nouvel Accord de partenariat économique (12 millions) s'inscrivent en marge des secteurs primordiaux. **D.P.**



En haut : Projet d'éducation de l'AVSI pour les enfants, Cité Soleil, un bidonville à Port-au-Prince. © Carlo Zorsi

La construction et la rénovation de routes en vue de stimuler la croissance économique sont les principaux objectifs du 10<sup>e</sup> FED, qui a affecté un budget de 175 millions d'euros pour un total de 3.400 km de routes. © Debra Percival

## "RESPEKTE MOUN, Bati Kay"

"Nous pouvons désormais circuler en sécurité", déclare Fiammetta Cappellini, consultante socio-éducative auprès de l'ONG italienne AVSI, qui mène actuellement un projet du FED visant à instaurer un climat pacifique à Cité Soleil, au nord de Port-au-Prince. La population de ce bidonville est estimée à 350.000 Haïtiens. Précédemment contrôlés par des gangs armés perpétrant violences et enlèvements, ses rues sont devenues moins dangereuses depuis février 2007. Bon nombre des auteurs de troubles ont, en effet, été arrêtés avec l'aide de la MINUSTAH. Le projet Bati lapè, étalé sur trois ans (2007-2009) et bénéficiant de 1,2 million d'euros, dont 200.000 de l'ONG Justice et Paix, prouve qu'"il existe une alternative aux gangs armés", déclare Carlo Zorsi, représentant de l'AVSI en Haïti.

On peut aisément comprendre les frustrations des gens contraints de vivre dans cet espace de 5 km<sup>2</sup> sans infrastructures de base, sans emploi et sans savoir d'où viendra leur prochain repas. Les impacts de balles dans certaines cabanes témoignent de la présence d'armes à feu.

"Nous avons eu du mal au début à véhiculer un message de paix", explique Fiammetta Cappellini, car les gens avaient l'habitude de recevoir des biens matériels en contrepartie. Le programme assure la formation de "médiateurs de la paix" chargés de transmettre le message à d'autres personnes, qui signent une déclaration d'engagement en faveur de la paix. Pour Carlo Zorsi, il était difficile de transmettre une vision de l'avenir aux jeunes, essentiellement âgés de 18 à 28 ans. Le programme apporte également une aide plus générale, notamment pour la rédaction d'un CV.

Il prévoit en outre une aide sociale ainsi que des consultations psychologiques pour les jeunes enfants. La violence omniprésente a en effet engendré des violences familiales à l'égard des femmes et des enfants, précise Fiammetta Cappellini.

Zorsi ajoute qu'il reste beaucoup à faire à Cité Soleil et dans le bidonville de Matissant, au sud de la capitale. Un projet d'horticulture urbaine, basé sur l'utilisation de pneus et de toitures, pourrait s'avérer utile, souligne-t-il, tout en insistant sur la nécessité d'aider les autorités locales. Et de conclure : "Le maire (de Cité Soleil) a été élu mais n'a guère d'influence ou de capacité d'action"

[www.avsi.org](http://www.avsi.org)

Carte de Haïti montrant  
les principaux réseaux routiers.  
© Avec l'aimable autorisation de Vincenzo Collarino



# ATTIRER les TOURISTES vers un "pays extraordinaire"



Vue d'une plage près de Les Cayes.  
© Marc Roger

Une visite de trois jours en novembre 2007 par un groupe de touristes japonais a fait la une du journal haïtien *Le Nouvelliste*. Car pour une fois, il ne s'agissait pas de spécialistes du développement, d'amis ou de membres de la famille d'employés de l'ONU, ni de participants à l'une ou l'autre conférence, qui faisaient les beaux jours des hôtels haïtiens depuis quelque temps.

Un autre contingent de ces "vrais" touristes d'Extrême-Orient est prévu pour début 2008, ce qui donne à penser que les vacanciers ont été séduits par Haïti.

Le tourisme a été épinglé comme une des priorités du gouvernement en matière d'emplois, de revenus et de croissance, mais attirer les visiteurs demeure une véritable gageure en termes de relations publiques. Les casques bleus de l'ONU sont nombreux dans le pays et ils le resteront pendant quelque temps encore. De même, les enlèvements sporadiques contre rançon, rapportés par la presse internationale, effraient également les touristes. Quant aux routes, elles sont tellement dégradées que les excursions, pourtant superbes, n'attirent plus guère que les aventuriers.

D'un autre côté, on comprend aisément pourquoi le gouvernement se montre optimiste quant au potentiel touristique de l'île. Haïti dispose de sites extrêmement diversifiés pour immerger les visiteurs dans ses richesses historiques et culturelles, tout en bénéficiant des principaux atouts commerciaux des Caraïbes : sable blanc et ambiance décontractée dans presque tout le pays. "Haïti est un cocktail de destinations", explique Giliane César Joubert, directrice administrative de l'Association touristique de Haïti.

Anne Rose Schoen Durocher, directrice de l'agence publicitaire ARCA à Port-au-Prince, vit en Haïti depuis 28 ans. Un pays qu'elle a découvert en tant que guide pour un éminent tour-opérateur européen. Elle se souvient que le tourisme était florissant dans les années 1970. A l'époque, l'un des sites les plus célèbres du pays, La Citadelle construite sur le spectaculaire Pic-la-Ferrière par le roi Henri-Christophe afin d'empêcher une nouvelle invasion par les Français, avait coutume de recevoir 600 visiteurs par semaine. A ses pieds gisent les ruines du palais Milot Sans Souci de Henri-Christophe, détruit par un tremblement de terre en 1842.

Le triste spectacle des réfugiés fuyant Haïti en bateau vers la fin des années Duvalier et la crise du VIH – mal gérée sur le plan des RP – ont effrayé les touristes, et le secteur ne s'en est jamais remis, déplore Durocher : "Le pays a régressé à toute vitesse, à l'instar du tourisme. Vers 1986-1987, le tourisme était au point mort", précise-t-elle.

## ► Les "sites incontournables"

Ses "sites incontournables" incluent Jacmel, une ville pittoresque du XIXe siècle, perdue dans le temps et dans le Sud. Construite par des négociants en café, qui l'ont agrémentée de colonnes victoriennes en fonte, elle est aujourd'hui associée à l'artisanat. Cap-Haïtien, dans le Nord, est la deuxième ville de Haïti, non loin de La Citadelle.

Les Cayes, construite en 1720, est une ville paisible du Sud-Ouest. "Le Sud est littéralement virginal, avec des kilomètres de plages délicieusement sablonneuses", explique Durocher. La Côte des Arcadins, juste au nord de Port-au-Prince, dispose également de plages sablonneuses.

"Haïti est un cocktail de destinations", explique Giliane César Joubert, Directrice administrative de l'Association touristique de Haïti.  
© Marc Roger



Scènes de rues à Les Cayes.  
© Marc Roger

Les touristes ne doivent surtout pas manquer Port-au-Prince. En plein cœur de la ville, les Champs-de-Mars construits en 1953 et récemment rénovés par le Président René Préal sont une sorte d'espace récréatif ou de lieu de rencontre, un endroit où les Haïtiens peuvent voir et être vus. Le Musée d'Art haïtien y abrite une importante collection d'art naïf. Et face au Palais présidentiel immaculé, on peut imaginer les allées et venues des dirigeants de Haïti. Non loin de là, les soirées "voodoo jazz" du jeudi à l'Hôtel Oloffson sont un must. L'Hôtel Trianon de Graham Greene dans *Les Comédiens* est d'ailleurs inspiré de l'Hôtel Oloffson, où il a écrit une partie de son roman. Les nombreuses maisons de style "pain d'épice" de Port-au-Prince sont rehaussées de magnifiques balcons, tourelles, pignons et toits en pente victoriens. En haut de la colline, les galeries du quartier commerçant de Pétionville regorgent d'œuvres réalisées par les artistes très prisés de Haïti. Un peu plus loin, Boutilliers offre un superbe panorama sur Port-au-Prince. Au nord-ouest, Les Gonaïves est la ville où l'indépendance de Haïti fut proclamée le 1er janvier 1804 ; et dans la pointe sud-ouest, le Parc national Macaya est le dernier sommet de forêt montagneuse humide du pays, avec un point culminant à 2.347 mètres. Anne Rose Durocher ne demande qu'à partager sa passion : "Nous devons montrer le pays extraordinaire qu'est Haïti."

## ► 600.000 visiteurs d'un jour

Avec aussi peu de voyageurs qui passent une nuit à Haïti, il est surprenant d'entendre le ministère du Tourisme affirmer que pas moins de 600.000 personnes visitent le pays chaque année. En fait, ce sont presque tous des visiteurs d'un jour amenés par le paquebot de croisière "Liberty Overseas" de *Royal Caribbean*. Le navire fait 2 ou 3 escales par semaine le long des plages de sable blanc de Labadie (au nord), débarquant à chaque fois quelque 4.300 touristes. Les visiteurs doivent s'acquitter de 6 dollars, dont une moitié revient au gouvernement haïtien et l'autre alimentant les caisses de la société gestionnaire des installations de la plage. La Citadelle étant toute proche, les visiteurs pourraient s'offrir des excursions vers cette forteresse qui côtoie le ciel, mais la médiocrité des infrastructures rend les visites difficiles, explique Paul Emile Simon, architecte urbain auprès du ministère du Tourisme.

Les projets binationaux avec la République Dominicaine suscitent également de grands espoirs, comme le développement de l'Étang saumâtre et du Lac Enriquillo en République dominicaine. Ces deux lacs font partie de la même "étendue écologique", explique Simon, et ont une faune identique : crocodiles, iguanes, flamants roses, etc. Pour Simon, le terrain plat qui s'étend sur les deux rives offre d'excellentes opportunités pour des hôtels et des parcours de golf.

Certains estiment que Haïti devrait être proposé comme "destination parallèle" dans les circuits intégrant la République Dominicaine, la Jamaïque et Cuba. Bien que le pays dispose d'hôtels familiaux de très bonne qualité, les investissements d'une chaîne internationale viendraient à point nommé, pense Giliane Joubert de l'ATH.

La diaspora de Haïti a, elle aussi, été encouragée à investir davantage dans le secteur. Le Sommet sur le développement du tourisme en Haïti, organisé par MWM & Associates à Port-au-Prince, du 20 au 22 juin 2008, examinera notamment comment les partenariats privé/public peuvent collaborer pour développer le secteur.

D.P. ■



# Saisir l'âme de Haïti : SERGINE ANDRÉ

Parmi les innombrables peintres, écrivains, musiciens et talents cinématographiques de Haïti, Sergine André, alias "Djinn", semble évoquer l'âme même de Haïti.

Sergine André est tout ce qui rend le pays captivant : vibrante, créative, sensuelle, libre d'esprit. Ses peintures reflètent le mélange extrême d'espoir et de désespoir, d'optimisme et de pessimisme du pays.

Les premières œuvres de Sergine André représentent des personnages à peine discernables, tapis dans le fond de la toile. Certains sont bien concrets, avec des traits visibles et souriants, nimbés d'un décor orange. Ils sont presque protecteurs. D'autres sont quasi imperceptibles. Leur silhouette fantomatique et squelettique, qui ne laisse qu'une simple trace sur la toile, est plus menaçante. Toutes ces formes sont-elles des représentations des esprits iwa du Vaudou ?

Le vaudou ou "vòdu" en langues fon et éwé d'Afrique occidentale, signifie "esprits" ou "création divine". Il a été amené en Haïti lorsque les Bkongo d'Afrique centrale et les Igbo et Yoruba d'Afrique occidentale sont arrivés dans le pays en tant qu'esclaves. Les adeptes du Vaudou vénèrent un dieu ("Bondyé"), et servent les esprits ("Sèvis Lwa"). Il existe des centaines d'esprits ou "Lwa" qui sont grosso modo répartis en Rada, esprits "chauds" et plus sympathiques, et Petro, esprits "froids" mais très agités. Aucun des deux groupes n'est purement bon ou mauvais. Le Vaudou intègre également certaines influences des premiers colons du pays, les Indiens taïnos, et recourt au symbolisme des saints de l'Église catholique pour représenter les esprits. Cette coutume proviendrait du temps où les esclaves devaient cacher leur religion à leurs maîtres coloniaux. Durant les cérémonies vaudoues, diverses offrandes (nourriture, boissons, présents) sont faites aux esprits tandis que les prêtres ("Hougans") et prêtresses ("Mambos") essaient d'entrer en contact avec eux ainsi qu'avec les esprits des ancêtres par le biais de chants et de prières. Les esprits peuvent prendre possession d'individus en transe afin de

parler et d'agir via leur corps. Chacun est censé avoir une relation particulière avec un



esprit mais peut en servir plusieurs.

"Je suis influencée par le Vaudou, bien sûr, c'est une part de moi-même", déclare Sergine André. Elle précise néanmoins que les personnages qu'elle peint peuvent tout simplement représenter les ombres ou rêves des nuits sombres dans la région rurale de l'Artibonite où elle a grandi.

Après ses études aux Ecoles des Arts d'Ottawa (Canada), elle retourne en Haïti. En décembre 1997, elle remporte le concours "Connaître les Jeunes Peintres" de l'Institut français. Elle est ensuite sollicitée par l'École nationale des Beaux-Arts à Paris en tant qu'artiste invitée, d'avril à juin 1998. Durant la période avril-juin 2006, elle se rend en Afrique du Sud avec la "Bag Factory", afin de travailler avec de jeunes artistes. Les dissensions de la société sud-africaine l'attristent. Parmi ses sources d'inspiration, elle cite Jean-Claude "Tiga" Garoute. Récemment décédé, cet artiste abstrait haïtien utilisait de l'encre et un acide afin de conférer un aspect doré à ses œuvres. Sergine rend hommage à cette méthode, baptisée "Solèy Brile", dans ses propres tableaux. Les oranges, rouges et autres couleurs vives expriment son énergie et sa passion. Elle travaille actuellement sur une série de peintures en teintes bleues. Réalisées avec de larges rameaux, des formes symétriques apparaissent dans le fond, un peu comme des fenêtres. Peut-être s'agit-il des sages esprits Iwa ? "Peut-être... je peins juste ce que je vois", dit-elle en se dirigeant vers une fenêtre ouverte de son studio. Le regard de Sergine André est une fenêtre sur l'âme de Haïti.

## D.P. ■

Sergine André dans son studio de Pétionville avec une de ses peintures. © Debra Percival

Sergine André, "Sans titre", Huile sur toile, 30 x 40 cm. Avec l'autorisation de l'artiste. Photo : Debra Percival

Sur le fond : Sergine André, "Sans titre", Huile sur toile, 30 x 40 cm. Avec l'autorisation de l'artiste. Photo : Debra Percival

## Découvrir l'Europe

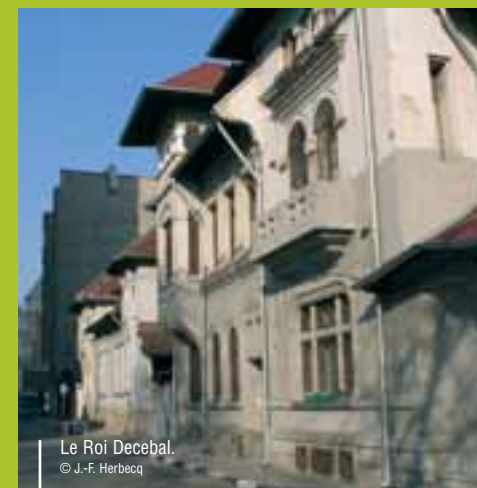
Jean-François Herbecq

# ROUMANIE, pays de contrastes

Nouvelle frontière orientale de l'Europe, la Roumanie est sans doute le pays du continent qui change le plus rapidement. Entrée il y a un peu plus d'un an dans l'Union européenne, elle combine croissance économique rapide et structures en attente de réformes. Le pays offre aussi de forts contrastes entre régions. A ce titre, il se révèle une destination touristique méconnue mais prometteuse. Avec ses multiples minorités, la Transylvanie donne un bel exemple d'un modèle de cohabitation multiculturelle.

## ► Un parcours instable

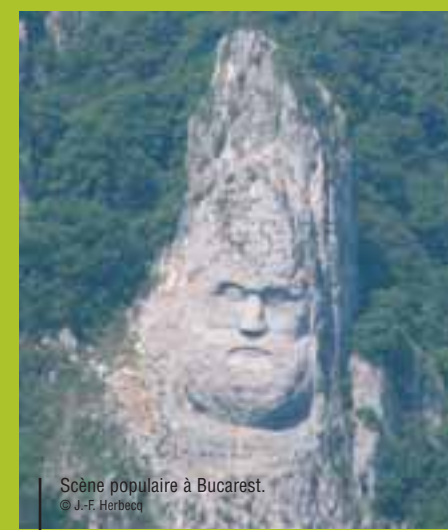
Carrefour entre l'Orient et l'Occident, la Roumanie constitue une île de latinité dans un océan slave. Son histoire alterne les périodes de modernisation accélérée et de glaciation dévastatrice. Des origines géto-daces et romaines de l'Antiquité à la formation d'une nation, les pays roumains ont connu les invasions barbares, les principautés indépendantes médiévales, la domination ottomane, celle des Habsbourg, avant de s'unifier au XIXe siècle. Les territoires de ce qui devait devenir la Roumanie ont absorbé quantités d'influences, comme par exemple celle des colons saxons



Le Roi Decebal.  
© J.-F. Herbecq



Rue de Bucarest.  
© J.-F. Herbecq



Scène populaire à Bucarest.  
© J.-F. Herbecq

envoyés par les souverains hongrois au Moyen-âge pour sécuriser une frontière orientale en proie aux attaques des Tatars et des Turcs. Ces derniers, une fois maîtres de la Moldavie et de la Valachie n'ont ni colonisé ni islamisé ce qui était pour eux une marche d'empire. Ils ont laissé une large autonomie à leurs vassaux, tout en les faisant administrer par de puissantes familles grecques de Constantinople, les Phanariotes. Autant d'influences allemandes ou grecques qui perdurent... C'est finalement au lendemain du premier conflit mondial que le pays a pu acquérir les frontières de ce que l'on appelle la "Grande Roumanie". Au cours de cette histoire mouvementée, les Roumains ont souvent vu la guerre sur leurs terres mais n'ont jamais été du côté

des agresseurs. Ils ont dû composer avec les appétits des trois grands empires qui les ont entourés voire englobés : russe, austro-hongrois et ottoman. La Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie de 1941 à 1945 a coûté cher au pays, non seulement en terme de pertes humaines mais aussi par son incorporation au bloc communiste. La révolution de 1989 a mis fin à la version extravagante et destructrice du communisme du dictateur Nicolae Ceausescu. Le 1er janvier 2007, la Roumanie a rejoint l'Union européenne gage d'une stabilité sans doute bénéfique à son développement. Latine et orthodoxe, elle constitue une synthèse originale entre Ouest et Est qui ne peut qu'enrichir l'Europe. ■



## Romania from A to Z

**Aslan** : mis au point par le Dr Ana Aslan dans les années 1950, le Gerovital H3, aux extraordinaires vertus anti- vieillissement, guérit tout ou presque : de l'arthrite à la dépression en passant par la chute des cheveux. C'est devenu l'emblème de la recherche roumaine, et un cadeau fort prisé.

**Brancusi** : le plus célèbre sculpteur roumain a été l'un des premiers à expérimenter dans l'abstrait. Surtout en France où il a passé une grande partie de sa vie.

**Ceausescu** : il aurait dû devenir cordonnier mais accède un peu par surprise au pouvoir en 1965. Après des années flamboyantes où il se positionne de façon très indépendante par rapport à Moscou, il fait sombrer son pays dans une dictature surréaliste qui lui vaudra même un télégramme de félicitations de ... Salvador Dali. Son grand ami Mobutu fut très affecté par sa mort.

**Dracula** : "Le fait que Dracula n'ait pas existé ne veut pas dire qu'il n'existe pas", écrit l'historien Lucia Boia. Le prince Vlad Tepes, l'Empaleur, du XVIe siècle, est bien à la base de ce mythe souvent associé à Ceausescu, le "vampire rouge".



Photo des T-shirt de Dracula. © J.-F. Herbecq

**Ecologie** : mot inconnu en Roumanie jusqu'à il y a peu.

**Francophonie** : îlot de latinité dans un océan slave, la Roumanie conserve avec le français une fenêtre ouverte sur le monde, notamment sur l'Afrique.

**Garde de fer** : mouvement extrémiste des années 30 qui mêle mystique nationaliste, anti-sémitisme et ferveur orthodoxe. Ses "légionnaires de l'Archange Saint-Michel" ont finalement été éliminés, politiquement et physiquement, par le Maréchal Ion Antonescu.

**Hongrois** : principale minorité en Roumanie, 1,7 million sur les 22 millions de Roumains, ils représentent un cinquième de la population de Transylvanie où ils continuent d'affirmer leur identité après les années de chape de plomb du communisme.

**Industrie cinématographique** : depuis les succès des Cristi Puiu, Cristian Mungiu et Corneliu Porumboiu sans oublier le regretté Cristian Nemescu, le 7e art roumain est reconnu. Mais derrière les Palmes d'Or et les prix, il y a des milliers de professionnels. De nombreux cinéastes étrangers viennent filmer en Roumanie profitant aussi des décors uniques, dont Francis Ford Coppola n'est pas le moindre.

**Juifs** : selon la commission Wiesel, "la Roumanie porte la responsabilité de la mort de plus de Juifs que n'importe quel pays autre que l'Allemagne elle-même", mais à côté des massacres commis en Bessarabie, en Bucovine et en Transnistrie et malgré les persécutions, une majorité de Juifs de Roumanie a survécu à la guerre. Mais 250.000 Juifs et Roms ont été assassinés par le régime d'Antonescu pendant la guerre.

**Kronstadt et Kolosvar** : noms, respectivement allemand et hongrois, de deux villes de Transylvanie, Brasov et Cluj, ce qui illustre la diversité ethnique de la région.

**Logan** : plus de 700.000 exemplaires déjà écoulés en moins de quatre ans. Dacia a fait un carton dans 55 pays avec cette voiture voulue "à moins de 5.000 euros" par Renault. Produite dans sept pays dont la Roumanie, le Maroc et bientôt l'Afrique du sud, elle existe en trois versions, berline, break et van pour répondre aux besoins de tous les marchés émergents.

**Manele** : style musical à la mode. C'est un mélange de musique traditionnelle roumaine et de mélodies tziganes, dopé de pop commerciale aux relents orientaux. Compte sans doute autant d'amateurs, chez les jeunes et les Roms, que de détracteurs, chez les intellectuels. Les textes, souvent vulgaires, parlent d'argent et de femmes, de mafia et d'amour... C'est un peu le rap, le n'dombolo ou le zouk local.

**Nouveau leu** : un nouveau leu vaut 10.000 anciens lei et les nouveaux billets sont en plastique donc lavables en machine !

**Orphelins** : enfants des rues ou placés en foyers, ils constituent toujours une des catégories les plus défavorisées, même si on note une amélioration récente.

**Petit Paris** : surnom de Bucarest hérité de la volonté d'occidentaliser la ville et les mœurs au XIXe siècle.

**Quadrilatère** : deux départements bulgares du sud de la Dobroudja incorporés à la Roumanie entre 1913 et 1940. Prétexé à la défiance envers ce qui est bulgare.



Eglise à Timisoara. © J.-F. Herbecq

**Religion** : la population roumaine est orthodoxe à 86%. La chute du communisme a laissé le terrain libre à une église orthodoxe aux valeurs conservatrices et nationalistes.

**Sarmale** : feuilles de chou en saumure farcies, plat national, accompagnées de mamaliga, sorte de polenta.

**Tökés Laszlo** : pasteur protestant hongrois qui mit le feu aux poudres en condamnant publiquement Ceausescu en 1989 à Timisoara. Vient d'être élu au Parlement européen.

**Université** : c'est sur la place de l'Université à Bucarest que la révolution de 1989 dégénéra. Plus d'un millier de manifestants tués. C'est le "kilomètre zéro de la démocratie en Roumanie".

**Végétarien** : un repas sans viande n'est pas un repas. Sauf en période de carême.

**Wurmbrand Richard** : né à Bucarest en 1909, il a été, jusqu'à sa mort en 2001, l'un des plus grands prédicateurs chrétiens. Ce Juif allemand de Roumanie s'est converti au protestantisme et a passé 14 années dans les geôles communistes.

**Xénophobie** : les Roumains ont tendance à charger de tous les maux de la terre les Tziganes ou Roms qui représentent près d'un dixième de la population, mais bien moins selon le gouvernement.

**Yuan** : cigarettes, meubles, bicyclettes, agro-alimentaire : les investissements chinois affluent en Roumanie suite à l'entrée dans l'Union européenne. Un nouveau Chinatown est aussi en construction à Bucarest... dans le quartier appelé Europa !

**Zizanie** : ambiance de travail dans la classe politique roumaine.

J.F.H. ■

# UN NOUVEAU PAYS DONATEUR

*L'entrée début 2007 de la Roumanie dans l'Union européenne a marqué un tournant dans sa politique étrangère : le pays a intégré les objectifs européens de coopération et surtout il a rejoint le groupe des pays donateurs. Pourtant cette politique en direction des ACP reste encore embryonnaire.*

Le Berlaymont, Bruxelles 2006. © ec

Le 1er janvier 2007 a représenté un moment historique pour la Roumanie. Les bénéficiaires de son adhésion à l'Union européenne se sont déjà fait sentir avant cette date avec des réformes et une croissance de 6% en moyenne au cours des sept dernières années. Les investissements étrangers ont connu une forte progression, le chômage est resté bas. L'adhésion a apporté de plus les bénéfices d'un accès complet au marché interne, aux politiques économiques et de cohésion sociale de l'UE. Elle permet aussi une présence renforcée sur la scène internationale. Bref pour la Représentation permanente de la Roumanie auprès de l'Union européenne, cette première année d'adhésion 2007 a été pour le pays une réussite très claire, au plan économique, social et politique. Qu'en est-il dès lors de sa politique envers les pays ACP ?

"Le soutien sans retour accordé par le régime communiste de Ceausescu à certains pays africains a noirci l'image de la coopération", avertit d'entrée de jeu Daniel Daianu, fraîchement élu sur les bancs libéraux du Parlement européen.

"Les régimes politiques s'en vont, les gens restent", rappelle pour sa part le Ministre des Affaires étrangères Adrian Cioroianu qui n'exclut pas du dialogue politique une dimension économique afin de récupérer les marchés et diversifier les sources d'approvisionnement énergétique. Car la Roumanie perd des marchés en Afrique... Les principaux pays d'Afrique subsaharienne avec lesquels la Roumanie a des échanges commerciaux sont l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria, le Soudan et l'Afrique du Sud. Les relations économiques et commerciales se sont réorientées vers les partenaires occidentaux ou géographiquement proches.

La Roumanie dispose d'une série d'avantages intéressants pour les Etats africains, rappelle-t-on à la Représentation permanente : en économie et pour la technique par exemple. Plus de 30.000 spécialistes sont formés dans les universités roumaines. Ces spécialistes roumains ont contribué à la réalisation des constructions civiles et d'infrastructure au Nigeria et au Ghana, des exploitations minières et pétrolières au Nigeria, Sénégal et Burundi, des cultu-



res agricoles au Mozambique et à Madagascar, des forages d'eau en Zambie, des installations d'assemblage pour l'industrie auto et ferroviaire au Nigeria. Et actuellement, un nombre significatif d'experts roumains travaillent dans différents pays africains.

Pour l'eurodéputée socialiste Corina Crețu, c'est le moment de forger de nouvelles relations entre la Roumanie et les pays tiers. Elle rappelle cependant que, comme donateur, la Roumanie devra tenir compte de ses propres capacités.

L'ancien Ministre des Finances Daniel Daianu se veut rassurant : "L'élargissement de l'Union européenne à l'est ne signifie pas une réduction du budget réservé à la coopération, au contraire, le budget global est en croissance. Cela dit, la politique de coopération au développement de la Roumanie reste un peu paroissiale, cela doit changer !"

> Bon petit soldat

Même si depuis son adhésion à l'Union les relations de la Roumanie avec les pays d'Afrique subsaharienne constituent une dimension importante de sa politique extérieure, c'est l'intégration euro-atlantique qui reste son objectif numéro un, explique-t-on à la Représentation roumaine à Bruxelles. Les pays proches géographiquement, notamment les pays de l'Est et les Balkans occidentaux ont la priorité, de même que les pays en voie de stabilisation où la Roumanie participe à des forces de paix comme l'Irak ou

l'Afghanistan. En effet depuis longtemps déjà, la Roumanie est le bon petit soldat de la scène internationale. Sans rechigner, Bucarest participe à des opérations de maintien de la paix sur quatre continents : Haïti, Congo, Côte d'Ivoire (autant de pays francophones !), Ethiopie et Erythrée, Soudan, Libéria, Afghanistan, Népal, Timor Leste, Géorgie et Kosovo.

L'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne l'a fait passer du statut de bénéficiaire à celui de donateur d'aide. Elle contribuera bientôt au FED, le Fonds européen de développement. Elle envisage de cofinancer des projets sur le continent africain avec d'autres pays membres de l'UE. En même temps, le gouvernement roumain a exprimé sa volonté d'appuyer les Objectifs de développement du millénaire, ainsi que les activités de l'ONU dans les domaines de l'éducation et de la santé, des changements climatiques, de la sécurité alimentaire, de l'aide humanitaire et du maintien de la paix.

> Francophonie

Avec 5 millions d'habitants maîtrisant le français sur une population de 22 millions environ, la Roumanie constitue un poste avancé de la francophonie en Europe orientale. Le gouvernement roumain a mis en place en 2007 un système de bourses d'études baptisé "Eugène Ionesco" destiné aux ressortissants étrangers dans les institutions d'enseignement supérieur de Roumanie. La Roumanie accorde ainsi un montant d'un million d'euros annuellement pour les doctorants et les chercheurs des pays du Sud, membres de la francophonie. Le but de ce programme est de permettre aux chercheurs et aux doctorants des pays du Sud de bénéficier d'un stage de maximum 10 mois dans 15 institutions d'enseignement supérieur roumaines, reconnues pour leur excellence. Le nombre minimum de bourses accordées annuellement est de 70, il sera de 120 en 2008. Le programme Eugène Ionesco se trouve maintenant dans sa première année d'existence et, parmi les chercheurs déjà inscrits,



Festival francophone de Bucarest 2006. Bernard Verschueren



Ancienne devise. © EC



Signature du Traité d'adhésion à l'UE par la Bulgarie et la Roumanie, le 25 avril 2005. © EC

il y a des représentants du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie, de Madagascar et du Sénégal.

Le 10e Sommet de la francophonie à Bucarest, du 25 au 29 septembre 2006, a présenté une série de manifestations culturelles couvrant plusieurs aspects de la vie artistique. Ainsi, sous le nom de Rythmes et images de la francophonie, des artistes et des groupes provenant du Maroc, Haïti, Congo, Djibouti, Vietnam, Sénégal et Guinée ont donné des spectacles en plein air, hautement appréciés du public roumain. Une exposition de peinture sous-verre *Sénégal - Roumanie : dialogue sur le chemin du verre* a relevé le défi de conjuguer la diversité culturelle de ces deux pays en présentant le travail de dix artistes. J.F.H. ■

# ETRE AFRICAIN EN ROUMANIE

Deux millions de Roumains expatriés et seulement 60.000 ressortissants étrangers installés au pays, et pourtant la Roumanie commence à devenir une terre d'immigration. L'économie du pays connaît une relance et a besoin de main-d'œuvre. Les nouveaux arrivants sont Moldaves, Turcs ou Asiatiques mais aussi parfois Africains. Pour ces derniers, l'intégration n'est pas toujours facile.

Amadou Niang, ancien étudiant, peut en témoigner : "Comme boursier sénégalais, de prime abord j'ai été déçu par les mauvaises conditions réservées aux étudiants en troisième cycle. La chambre à la cité universitaire était défoncée, il a fallu louer un studio à mes frais. La qualité des études laisse aussi à désirer. La corruption existe au niveau des examens."

Ses études terminées, Amadou Niang a voulu rester en Roumanie. Par amour. Mais même le mariage avec une Roumaine n'empêche pas les discriminations, administratives ou à l'embauche. Quant à la difficulté d'exister comme couple mixte: "La loi anti-discrimination est de la poudre aux yeux", estime-t-il, "elle n'est pas efficace. Au-delà d'une amende, elle ne prévoit pas de réparation pour la victime", insiste-t-il en

relevant que les Roms sont sans doute plus victimes du racisme que les Africains et qu'il a tout de même beaucoup d'amis roumains. Amadou Niang a créé une association pour aider les immigrants à s'installer. Et il n'est pas le seul à réagir : un programme intitulé "Démocratie et courage" va former les jeunes à dire non au racisme dans les écoles. J.F.H. ■



Amadou Niang

# BLANC NOIR

Blanc Noir : le duo AlbNegru formé par le Roumain Andrei et le Franco-Guinéen Kamara est un manifeste vivant en faveur de la tolérance. Mélange de pop roumaine aux accents orientaux et de hip hop français teinté de reggae, la musique d'AlbNegru chante l'amour et l'ouverture à l'autre. Remarquable dans un pays où les étrangers sont parfois regardés avec méfiance.

"En 2004, lors de nos débuts, peu de gens nous donnaient une chance de réussite", se souvient Andrei, "toutefois nous voilà sur le marché depuis trois belles années. Notre image, un blanc et un noir, a eu un impact très fort." "Notre message passe bien", renchérit Kamara, "en nous voyant ensemble, deux amis et deux races pour une même musique, les gens ont compris que l'entente est possible entre deux hommes de couleurs et de cultures différentes". "Les musiques guinéenne et française m'ont toujours fasciné. J'ai été influencé par ma culture franco-guinéenne enrichie avec le temps avec celle de Roumanie", raconte le Guinéen de Bucarest. "Et cela fait de Kamara un personnage à part sur le marché musical

roumain", ajoute son comparse blanc Andrei. Les hits d'AlbNegru "Noi doi" (Nous deux) ou "Muza mea" (Ma muse) conjuguent le roumain et le français. Un pari audacieux dans un pays de la Francophonie certes, mais qui associe souvent la modernité à la langue anglaise. "C'était une nouveauté la langue française dans la musique roumaine. Les années ont passé et nous pouvons dire que la fusion entre rap français et pop roumaine est un pari gagné", estime Kamara. Trois albums en trois ans, une participation à l'Eurovision avec un groupe cosmopolite et des projets à la pelle, dont des tournées en Espagne et sans doute en France : le succès d'AlbNegru n'est pas en demi-teinte. J.F.H. ■



Le duo AlbNegru



# TRANSYLVANIE : TERRE PROMISE DU TOURISME

*La Transylvanie doit sans doute beaucoup à l'auteur irlandais Bram Stoker qui, en créant le personnage de Dracula en 1897, inaugure une galerie de clichés qui collent à la peau de la Transylvanie. La région ne se résume cependant pas à des châteaux perdus dans les brumes des Carpates. Son patrimoine architectural compte aussi d'incomparables églises fortifiées, des villes saxonnes et des villages intacts. Ses montagnes et collines offrent aussi de magnifiques paysages. Autant d'atouts à mettre en valeur.*

La Transylvanie attire. Le ciel est beau au coucher de soleil. Ici, le long de la route, des vendeurs d'oignons, de mûres ou de framboises. Là-bas, des eaux thermales, des lacs chauds ou salins. D'anciens volcans, des mines de sel aux vertus curatives. Des vallées boisées ou des alpages verdoyants. Quelques campings plus ou moins sauvages, beaucoup de barbecues, les Roumains adorent cela.

La région est une mosaïque de cultures. Ici on parle hongrois, là on cause roumain. On vous interroge en allemand, on vous répond en anglais. Il n'y a pas de frontière, mais la langue change...



Le long des routes, souvent en chantier, on contemple un trafic vrombissant. Au passage à niveau, ça ralentit. Des Tziganes armés de Motorola photographient les bolides qui défilent.

Les grandes villes captent déjà l'attention des touristes. Cluj continue à bosser et à phosphorer. En 2007, Sibiu, connue aussi sous son nom allemand de Hermannstadt, a décroché le gros lot avec l'année culturelle : ce bijou de ville a pu être rénové pour accéder au statut de destination de tourisme de qualité. Brasov, moins connue, ne manque pourtant pas de charme au pied des montagnes. A Sighisoara, autre cité saxonne, les touristes japonais ont déjà débarqué. Ca mitraille sec la moindre plaque draculesque. Les parkings des châteaux et citadelles affichent complet. Les agoraphobes éviteront la visite du château dit de Dracula à Bran, encadré par un marché parfaitement kitsch. Il est beau et bien restauré mais a du mal à absorber la foule des touristes en haute saison !

Plus à l'est de la Transylvanie, à partir de Tirgu Mures, puis dans le pays sicule, on est comme dans une île hongroise en plein milieu de la Roumanie. Bilingues roumain-hongrois au mieux, les inscriptions sont souvent uniquement en magyar. Les parcs "mémoriaux" sont ornés de statues enrubannées aux couleurs hongroises. On vend des souvenirs divers, tasses ou t-shirts vantant la Grande Hongrie... Sensible... J.F.H. ■

## UN MUR SÉPARE UNE RUE EN DEUX À SFANTU GHEORGHE

Nous sommes dans le Szekelföld, le pays de Sicules, des Hongrois ethniques habitant l'est de la Transylvanie. Il s'agit d'une petite ville où l'on parle plus hongrois que roumain. Pour le touriste, mis à part un musée, elle présente fort peu d'intérêt. A l'écart du centre ville, une rue résidentielle grimpe vers les hauteurs. Au départ, rien ne la distingue des autres: passé une église, le quartier résidentiel se fait plus modeste. Moins de villas, plus de pavillons, puis des

blocs d'appartements. Rien de spécial. Mais tout d'un coup, la rue est divisée en deux, dans le sens de la longueur : un mur de deux mètres cinquante de haut sépare le côté droit du côté gauche. D'un côté c'est asphalté, quelques voitures sont garées le long des blocs d'appartements. De l'autre côté, la rue se mue en chemin de terre longeant les petites maisons modestes. Pas une voiture. Quelques gamins jouent. Un coup d'œil suffit pour identifier les deux populations séparées. D'un côté les "blancs", de l'autre les "noirs", les "bronzés", les Tziganes, les Roms. Entre eux, un mur de béton. ■



P. 56 Les châteaux et vallées offrent un potentiel touristique considérable. © EC

P. 57 A gauche : A Sfântu Gheorghe, un mur divise la rue Varady Jozsef. © J.-F. Herbecq

Photo centrale : La Transylvanie assure la promotion de l'identité hongroise. © J.-F. Herbecq

En bas : Les parcs 'commémoratifs' sont ornés de statues arborant les couleurs hongroises. © J.-F. Herbecq





# QUEL AVENIR pour le TOURISME RURAL en ROUMANIE ?

Les campagnes et les montagnes préservent leurs paysages et leurs traditions. Le tourisme vert est une opportunité pour la Roumanie. Mais son développement menace l'authenticité de régions uniques comme le Maramures.

**Rencontre avec Raluca Nagy chercheuse en anthropologie à l'ULB à Bruxelles et à l'Université de Cluj**

La petite région montagneuse du Maramures, adossée à l'Ukraine au nord de la Transylvanie, est parfois présentée comme le Shangri-La de la roumanité. Le mythe du paysan roumain a en effet la vie dure dans un pays resté majoritairement agricole à l'heure de son entrée dans l'Union européenne. Loin du tourisme de masse du littoral de la mer Noire ou des châteaux ayant soi-disant abrité Dracula, cette région verte aux traditions bien ancrées a vu débarquer une race à part : celle du touriste post-moderne, explique Raluca Nagy. "Il y a 10 ans, il découvrait Prague, aujourd'hui il a mis le cap sur Bucarest ou Sofia", résume-t-elle. L'ethno-touriste refuse de bronzer idiot. Au contraire, il s'informe et se montre curieux et attiré par l'Autre. "Le paysage de carte postale du Maramures et le mythe d'une authenticité roumaine (quelque peu fallacieux vu son histoire qui a vu défiler Hongrois et Ukrainiens) ont fait le succès de la région. En quelques années, le tourisme 'amitié' basé sur l'hospitalité traditionnelle a fait place à une relation plus commerciale" a pu constater sur place cette anthropologue.

"Les gens du Maramures, souvent agriculteurs à mi-temps en raison de la pauvreté de la terre, se sont mis au tourisme rural. Certains, qui travaillent à l'étranger, ont même bâti du neuf pour recevoir le visiteur plus confortablement que dans les traditionnelles maisons de bois. Le développement de ces 'pensiuni' aseptisées menace justement ce qui fait la caractéristique principale du tourisme en Maramures : son authenticité. Il risque même l'épuisement", dit la chercheuse. Et pourtant, le tourisme vert est un atout pour la Roumanie, dit Raluca Nagy : "nul autre pays en Europe n'a une offre plus vaste, mais c'est un potentiel à utiliser intelligemment".

J.F.H. ■

En haut :

Intérieur typique d'une maison à Lunca Livei. © EC

La vie dans les zones rurales. © EC



Mirko Popovitch\*

# Une trop rare OCCASION DE VALORISER les PHOTOGRAPHES AFRICAINS

Rencontres africaines de la photographie de Bamako

La 7<sup>e</sup> édition des Rencontres africaines de la photographie, une des trop rares initiatives qui valorisent les réalisations des créateurs d'Afrique, est un moment attendu pour tous ceux qui, au Sud comme au Nord, s'intéressent à ce média particulièrement contemporain : la photographie.

Proche de la vidéo, que manipulent d'ailleurs intelligemment nombre de photographes professionnels, la photographie d'art, d'expression, ou plus simplement d'auteur, s'avère difficilement rentable pour un créateur africain trop éloigné des maisons d'édition, des salles d'exposition, des réseaux de diffusion et des points de rencontre professionnels.

Cela rend d'autant plus indispensables les Rencontres photographiques africaines et nous ne pouvons que regretter qu'à part l'Afrique du Sud où s'activent bon nombre d'auteurs et d'organiseurs, trop peu de projets professionnels liés à la photographie sont développés sur le continent. On ne peut citer que quelques actions au Mali, au Botswana, au Gabon, au Zimbabwe et en Tunisie.

Dans cette perspective où tout reste à faire, les 7<sup>e</sup> Rencontres de Bamako s'avèrent indispensables même si, de fait, elles étaient initiées, organisées et supervisées à grand renfort d'experts au départ de Paris en collaboration avec la Maison africaine de la photographie de Bamako. Comme le disait avec humour un visiteur malien : "Avant on les regardait nous photographier, maintenant ils nous aident à regarder nos propres photos" et de mettre les opérateurs culturels maliens devant un dilemme :



A partir du haut :

Fanie Jason (Afrique du Sud), *Carters on the Way to the epping scrap yard*, Série Cape Carting, Biennale de la photographie, Bamako 2005. © Fanie Jason

Samy Baloji (RDC), *Gécamines 4*, Série Mémoire, Biennale de la photographie, Bamako 2006. © Samy Baloji

Le port de Bamako, lieu surprenant d'intense activité et de vie © Anne Sophie Costenoble



s'autogérer ou subir.

Dans un superbe catalogue de 269 pages, français-anglais, magnifique outil édité par CULTURES FRANCE, on découvre un véritable répertoire des multiples sensibilités qui alimenteront pour des décennies la diversité culturelle tant chérie. C'est là l'enjeu d'une telle rencontre. L'Afrique photographiée par les Africains ; l'Europe, l'Amérique, le monde photographiés par les Africains. A Bamako 2007, le thème précis était "La Ville et l'au-delà", cela a inspiré autant de regards différents, autant d'appels au dialogue, de clichés révélateurs, d'images d'amour et de paix.

*La ville africaine est un improbable labyrinthe pour le visiteur étranger à la recherche de repères familiers. Les codes s'y inventent au fur et à mesure. Selon le souffle du vent. Et le vent est celui qui fabrique ce syncrétisme hasardeux qui, malgré tout, fonctionne. Parce qu'il est fait de chair et de sang.* (Simon Njami, Commissaire général des Rencontres de la photographie de Bamako)

L'intérêt d'une rencontre photographique réside dans le fait qu'elle est une occasion pour des photographes de se confronter à la création la plus actuelle. Bien entendu à Bamako, les références étaient de qualité. L'œil averti de Simon Njami et celui de son commissaire associé Samuel Sidibé, directeur du Musée national du Mali, ont permis la sélection d'une pléiade de talents issus de 16 nationalités d'origine africaine. Mais de quoi s'agit-il lorsque l'on évoque l'origine d'un artiste et surtout d'un photographe ? D'une identité de naissance, administrative, culturelle ? Sachant qu'une part des photographes présents à la Biennale vivent à Londres, Paris, New York et vont de temps à autre, appareil au cou, se ressourcer au pays, nous sommes en droit de nous demander ce que signifie aujourd'hui la photographie africaine. Est-elle réellement africaine, plus africaine que celle du quidam d'origine occidentale qui a passé la moitié de sa vie en terre d'Afrique et qui s'attache à regarder et palper les lumières et contrastes de la vie africaine ? Et quid de la condition des photographes africains moins nantis, ceux qui ont choisi de rester sur la terre des ancêtres et s'efforcent d'affirmer, dans l'indifférence, une sensibilité de terrain ?

Revenons à l'événement : les Rencontres de Bamako, c'était aussi l'impressionnante présence de la Fondation Jean-Paul Blanchère, du nom de son mécène, qui depuis son lieu de résidence d'artistes d'Apt (France) valorise depuis plusieurs années avec subtilité les œuvres des artistes africains les plus originaux. Sur le plan de la photographie, on lui doit d'avoir révélé très tôt Saïdou Dicko (Burkina Faso), qui s'est encore vu attribuer cette année un Prix, celui de



l'Organisation internationale de la francophonie. A Bamako, dans une friche aménagée, elle exposait les travaux de 16 artistes qui combinaient photographies et vidéos dans une étonnante scénographie.

Le Cadre de promotion pour la formation en photographie (CFP) de Bamako, soutenu par l'Union européenne, n'était pas en reste. Ce centre de formation à l'image, épaulé par l'association "Contraste" de Bruxelles, accueillait une formation croisée de 18 stagiaires maliens et belges. Ce projet soutenu par Africalia a permis de créer 200 photos qui furent toutes exposées et projetées dans les quartiers populaires de Bamako. Parallèlement, le "Cinéma numérique ambulant" promenait un studio numérique sur les marchés de la ville, captant ici et là, dans une folle ambiance de fête, des centaines de portraits d'habitants qu'il associait ensuite, par le biais d'un ordinateur, à des paysages du village global. Succès assuré pour les projections sur grand écran des figures du quartier qui se retrouvaient ainsi souriant devant la tour Eiffel, les pyramides de Chéops, la Grande Muraille de Chine !

Enfin parce qu'il est indispensable de multiplier les croisements de regards, de plonger les créateurs dans des confrontations esthétiques, de créer des occasions de visionner des œuvres, les organisateurs avaient invité la Finlande et sa nouvelle génération de capteurs d'images à exposer leurs travaux. Choc, découverte, échanges de valeurs, de sensibilités, d'urgences, avec toujours une question : Qu'est-ce qui peut rapprocher des mondes aussi étrangers les uns des autres ? L'homme caché derrière le geste artistique ? Le désir de connaître l'ailleurs ? La générosité d'un visage ? Ou simplement l'enjeu de vivre une expérience positive : voir des photos ?

\* Mirko Popovitch, directeur d'Africalia (Belgique)

En haut :  
Biennale de la photographie, Bamako 2007.  
© Afrique in visu / Baptiste de Ville d'Avray

Dans l'encadré :  
Biennale de la photographie, Bamako 2007.  
© Afrique in visu / Baptiste de Ville d'Avray



## Le Palmarès :

PRIX SEYDOU KÉÏTA :

**Calvin Dondo**, Zimbabwe

PRIX SEYDOU KÉÏTA :

**Aida Muluneh**, Ethiopie

Prix de l'Organisation intergouvernementale de la francophonie (OIF) :

**Saïdou Dicko**, Burkina Faso

Prix Elan de l'Agence française de développement (AFD) :

**Mohamed Camara**, Mali

Prix de l'Image :

**Amal Kenawy**, Egypte

Prix spécial du Jury :

**Nontsikelelo "Lolo" Veleko**,  
Afrique du Sud

Prix Afrique en Créations :

**Sammy Baloji**,  
République Démocratique du Congo

Prix Fondation Blanchère :

**Adama Bamba** (premier prix)

Les Rencontres africaines de la photographie étaient coproduites par la Maison africaine de la photographie, le ministère malien de la Culture et CULTURES FRANCE, avec le soutien de l'Union européenne, et bénéficiaient du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Organisation intergouvernementale de la francophonie (OIF). ■



Faustin Linyekula avec Papy Ebotani et Djodjo Kazadi dans *The Dialogue Series III*, Dinozord, 2006.  
© Sammy Baloji, avec l'autorisation de Faustin Linyekula



Dessin de Gado.  
Avec l'aimable autorisation de Gado

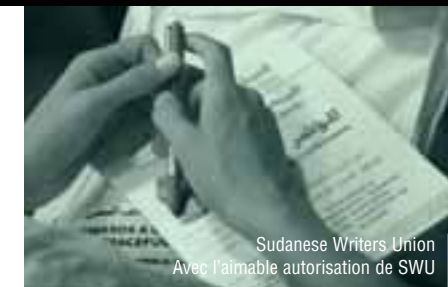


La Fondation Prince Claus pour la culture et le développement a été créée le 6 septembre 1996 à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du Prince Claus, époux de la Reine Beatrix des Pays-Bas. Depuis 1997, elle récompense des artistes, des penseurs et des organisations culturelles d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

La Fondation Prince Claus a décerné un prix à Faustin Linyekula pour le dynamisme de son engagement au Congo, sa chorégraphie exceptionnelle, son retour courageux dans son pays et la manière novatrice dont il y stimule la vie culturelle malgré l'instabilité et la turbulence. Originaire de Kisangani, le chorégraphe se sert de mouvements, de textes, d'images et de sons pour communiquer et sensibiliser son public à la vie en plein conflit, que son pays connaît depuis des décennies. Il se décrit lui-même comme un conteur d'histoire. Ses créations, fortes et marquées par un langage d'avant-garde, n'ont pas échappé au jury. Faustin Linyekula a été primé en décembre 2007.

La Fondation Prince Claus attribue chaque année, depuis 10 ans, un prix de 100.000 euros à des hommes, des femmes et des organisations qui se sont distingués en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le domaine de la culture et du développement. Plusieurs personnalités issues du monde

Publication Facts par Ars Aevi.  
Avec l'aimable autorisation d'Ars Aevi



Sudanese Writers Union  
Avec l'aimable autorisation de SWU

entier sont invitées à proposer des noms. Ensuite, après enquête, un jury restreint sélectionne un nombre limité de candidats, parmi lesquels un lauréat est élu. Celui-ci se voit remettre son prix au cours d'une cérémonie officielle qui se tient à Amsterdam, en présence de la famille royale néerlandaise. En 2007, la Fondation Prince Claus a décidé de rendre hommage à des artistes et à des organisations dont l'œuvre est de contrer les effets dévastateurs des conflits et, face à la dévastation, de promouvoir la beauté, le dialogue et le respect, la dignité et l'estime de soi. Dix autres récompenses mineures ont été décernées, entre autres au producteur de théâtre et révolutionnaire culturel **Augusto Boal** (Brésil), à l'actrice et poétesse **Patricia Ariza** qui travaille en Colombie, au caricaturiste tanzanien **Gado**, au groupe artistique **Ars Aevi** (Bosnie-Herzégovine), à l'**Union des écrivains soudanais** (Soudan) et à **Radio Isanganiro**, fondée en 2002 au Burundi par un groupe de journalistes. ■



Ruth Colette Afane Bellinga\*

Exposition de masques, Musée de Bandjoun, Grassland, Cameroun.  
© Projet de musées du Grassland

# HISTOIRE NATURELLE dans les Musées du Cameroun

Le patrimoine, qu'il soit matériel ou immatériel, est un élément essentiel de l'identité d'un pays. Sa protection s'avère donc une obligation morale et une responsabilité publique. Le Cameroun l'a bien compris et fait de vigoureux efforts dans ce domaine.

Le ministère camerounais de l'Information et de la Culture, lors de la tenue des Etats généraux de la culture, a pris des résolutions et des engagements pour la valorisation du patrimoine de ce pays.

En réalité, c'est dès 1980, avec l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer et le Fonds universitaire d'appui à la recherche, qu'il s'est lancé dans un vaste programme de recherche relative à l'inventaire de son patrimoine. Ce qui a engendré la mise en place des structures qui devraient être des centres d'information, d'éducation, de formation et de recherche.

Ainsi, quelques musées, galeries et monuments existent à Yaoundé, à Douala et certaines localités de l'Ouest Cameroun. On y trouve des collections de nature diverse (ethnographie, histoire locale et régionale, géographie, histoire naturelle, arts plastiques). Le ministère de la Culture s'est doté aussi d'une politique d'acquisition d'œuvres contemporaines par la voie des concours de création.

Seulement, le réseau muséal est très faible si l'on tient compte de toute cette richesse. A

Musée national du Cameroun : entrée principale  
© Achille Komguem

peine 15 musées sont en fonction et certains ne méritent pas cette dénomination. Les musées privés représentent plus de la moitié de telles institutions en activité.

## ► Léthargie

En dépit des résolutions prises, une certaine léthargie apparaît dans la gestion des musées publics. Pour cette raison, on y rencontre quelques problèmes. En plus du manque d'espace et d'équipement nécessaires pour l'exposition permanente, les moyens financiers sont très limités pour le bon fonctionnement des musées, l'équipement de contrôle du climat, les services éducatifs, les missions de collecte et de transport des œuvres à travers le pays et pour le montage des bibliothèques spécialisées en muséologie et en sciences auxiliaires, les

œuvres sont donc exposées à divers facteurs de dégradation. Nous avons aussi et surtout la difficulté de recruter un personnel qualifié. D'où les énormes retards observés en matière de conservation et de restauration.

Toutes ces lacunes ont d'ailleurs posé le problème de la pertinence même de la création de telles institutions en Afrique en général. Heureusement, l'équivoque a été levée lors d'une rencontre organisée par l'ICOM au Ghana en 1991 (Quels musées pour l'Afrique ? Patrimoine en devenir), qui a eu pour effet l'amélioration de la situation du musée africain. Et actuellement, des mesures sont prises par des organismes internationaux pour aider ces pays à relever réellement les défis susmentionnés. Puissent les spécialistes de la culture du Cameroun qui prennent part à ces séminaires mettre en application leurs suggestions pour surmonter les difficultés liées à la conservation des collections et garantir une meilleure valorisation et médiation du patrimoine culturel camerounais auprès des publics.

### Historienne de l'art. Enseignante à l'Université de Yaoundé I, Cameroun

1- Actes des Etats généraux de la culture, Yaoundé, Palais des Congrès, ministère de l'Information et de la Culture, 23-26 août 1991, pp. 54, 55.

2- Bulletin ZAMANI, 1993, n°5/6, p. 8. ■

# Aux plus jeunes

## Les îles lointaines vont-elles VRAIMENT DISPARAÎTRE ?

© Kirill Livshitskiy.  
Image from BigStockPhoto.com

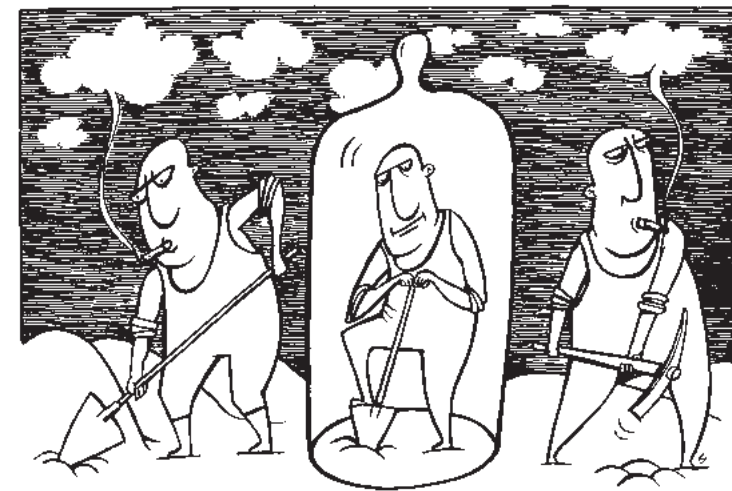
On dit de plus en plus que beaucoup de petites îles lointaines, dans la région du Pacifique et celle des Caraïbes par exemple, qui sont si belles, risquent de disparaître. Depuis quelque temps, il fait de plus en plus chaud sur la terre. Dans les pays où il fait plus froid comme en Europe, il y a moins de neige qu'avant, il pleut un peu moins et parfois il fait chaud même quand il devrait faire froid.

Dans les pays où il n'y a pas d'hiver, il fait très chaud, trop chaud presque tout le temps.

Dans certains endroits, il ne pleut presque plus. Il est alors difficile de faire pousser des plantes, de trouver de l'eau à boire car c'est la pluie qui fait entrer de l'eau profondément dans la terre. C'est cette eau qu'on pompe et qu'on recueille en ouvrant son robinet.

On a vu aussi qu'il y a plus de grandes catastrophes qui tuent les gens : des ouragans, des tremblements de terre, des inondations, des volcans en éruption. Au pôle nord et au pôle sud, là où il y avait tout le temps des quantités énormes de glace, la glace fond vite. Quand elle fond, ça fait beaucoup plus d'eau dans les mers.

En certains endroits de la Belgique et de la Hollande par exemple en Europe, et surtout dans les petites îles du Pacifique qui sont comme de gros coraux plats, à peine plus hauts que le niveau de la mer, ça peut être grave. Dans un de ces pays, Kiribati (il faut prononcer Kiribass), deux des petites îles ont petit à petit disparu sous la mer. Elles n'étaient pas habitées mais les gens y allaient en promenade. On raconte que le prince

Radek Steska, 2007 Manifesta!  
© Africa e Mediterraneo

de Galles, le prince Charles d'Angleterre, quand il était très jeune avait pris une fois son lunch sur l'une d'elles. Sur certaines petites îles de Kiribati, la population a peur ; des gens de ce pays et aussi d'un autre pays, les îles Marshall, sont déjà partis se réfugier dans un autre petit pays de la région qui s'appelle Niue. Niue a de la chance, elle est montagneuse.

Mais le pays menacé du Pacifique dont on parle le plus, c'est Tuvalu. On dit que c'est peut-être le premier pays qui disparaîtra en entier si l'eau de la mer continue de monter. Nous avons visité Tuvalu.

Une grand-mère nous a dit : "Je laisserai partir mes enfants et mes petits-enfants mais je resterai ici, c'est là que je veux mourir". C'est triste.

Les enfants apprennent dans les écoles ce qu'il faut faire pour aider le pays, ne pas gaspiller l'eau, protéger les arbres, etc. Ils apprennent aussi ce qu'ils doivent faire s'il y a un danger, si l'eau monte. Ils ne veulent surtout pas partir. Susana a 9 ans ; elle nous a dit : "Je ne sais pas ce qu'il faut faire mais je ne veux pas partir". Une autre fille, Tepula, a dit qu'elle montera sur un arbre et attendra que l'eau baisse. Un garçon, Teisi, veut rester pour surveiller son pays et Kanava, un autre garçon, dit qu'il remplira la mer pour faire une montagne.

Et bien, Kanava n'a pas tort. Il pense la même chose que les chefs qui dirigent son pays et qui veulent bâtir une île artificielle plus haute près de la plage. Mais ils auront besoin de beaucoup d'argent et de matériaux. Ils croient que les gens de partout, les enfants, ne veulent pas que leur très beau petit pays disparaisse et que tout le monde les aidera. **H.G.** ■



# La parole aux lecteurs

Vos points-de-vue et vos réactions aux articles nous intéressent. N'hésitez pas à nous en faire part

C'est avec joie que nous voyons revenir ce magazine très éducatif et nous sommes impatients de lire à nouveau les événements qui concernent les pays ACP.

<peterskwi>

Merci pour le premier numéro du Courrier. Je l'ai lu et me réjouis de ce nouveau style.

**Michel Baudouin,**  
professeur d'agronomie à l'Université de Gembloux (Belgique) et expert en développement rural

Félicitations pour votre magazine. Cordialement,

**Paméla d'Authier**  
Cirad  
Direction des Relations européennes et internationales  
Délégation pour l'Europe communautaire  
(Montpellier - France)

J'écris du forum européen de la jeunesse (YFJ). Nous sommes heureux de savoir que *Le Courrier* ACP-EU a été relancé.

**Angela Corbalan**

Responsable de la presse et des relations extérieures YFJ  
(Bruxelles - Belgique)

Permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de la reprise de la publication, qui a toujours eu beaucoup de valeur pour nous en Ouganda. Merci,

**Michel Lejeune**  
Directeur exécutif adjoint  
NCHE (Kampala - Ouganda)

Heureux de vous retrouver ! *Le Courrier* est un magazine très éducatif sur les pays ACP-EU. Félicitations à l'occasion de la reprise de sa publication. Bien à vous,

**Asagaya Jasper**  
(Yaoundé - Cameroun)

**Adresse :** *Le Courrier* – 45, Rue de Trèves 1040 Bruxelles (Belgique)  
**Email :** [info@acp-eucourier.info](mailto:info@acp-eucourier.info) Site internet : [www.acp-eucourier.info](http://www.acp-eucourier.info)

## AGENDA

Janvier – Mai 2008

### Janvier 2008

- > 22-23 Forum du secteur privé africain organisé par le Département des affaires économiques de l'Union africaine – Addis-Abeba
- > 28-29 Conseil des ministres de l'UE Affaires générales et Relations extérieures – Bruxelles
- > 31-2.2 Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine – Addis-Abeba

### Février 2008

- > 18 Conseil des ministres de l'UE Affaires générales et Relations extérieures – Bruxelles
- > 20-22 PNUE – Forum ministériel mondial pour l'environnement – 10<sup>e</sup> session extraordinaire – Monaco

### Mars 2008

- > 10-11 Conseil des ministres de l'UE Affaires générales et Relations extérieures – Bruxelles
- > 15-22 Assemblée paritaire ACP-UE – Ljubljana

- > 17-20 CNUCED – Conseil du commerce et du développement – 24<sup>e</sup> session extraordinaire – Genève

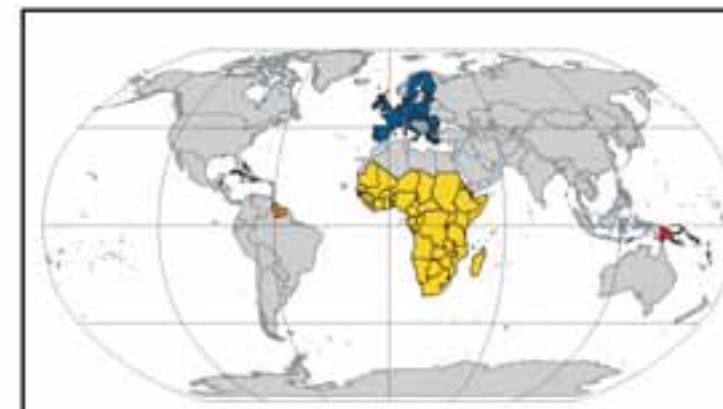
### Avril 2008

- > 28-29 Conseil des ministres de l'UE Affaires générales et Relations extérieures – Bruxelles

### Mai 2008

- > 16-17 Sommet UE-Amérique latine-Caraïbes (EU-LAC) – Lima
- > 26-27 EU General Affairs and External Relations Council, Brussels

## Les pays Afrique – Caraïbes – Pacifique et Union européenne



**CARAÏBES**  
Antigua et Barbuda Bahamas Barbade Belize Cuba Dominique Grenade Guyane Haïti Jamaïque République Dominicaine Saint Christophe et Nevis Sainte Lucie Saint-Vincent et les Grenadines Suriname Trinité et Tobago



**PACIFIQUE**  
Iles Cook Fidji Kiribati Iles Marshall Etats Fédéraux de Micronésie Nauru Niue Palau Papouasie Nouvelle Guinée Iles Salomon Samoa Timor Leste Tonga Tuvalu Vanuatu



**AFRIQUE**  
Afrique du Sud Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroun Cap Vert Comores Congo Côte d'Ivoire Djibouti Erythrée Ethiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée Bissau Guinée Equatoriale Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Maurice Mauritanie Mozambique Namibie Niger Nigeria Ouganda République Centrafricaine République Démocratique du Congo Rwanda Sao Tomé et Príncipe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan Swaziland Tanzanie Tchad Togo Zambie Zimbabwe



**UNION EUROPÉENNE**  
Allemagne Autriche Belgique Bulgarie Chypre Danemark Espagne Estonie Finlande France Grèce Hongrie Irlande Italie Lettonie Lituanie Luxembourg Malte Pays-Bas Pologne Portugal Royaume-Uni République tchèque Roumanie Slovaquie Slovénie Suède

Les listes de pays publiées par *Le Courrier* ne préjugent pas le statut de ces pays, territoires et départements, ni l'évolution de ce statut. *Le Courrier* utilise des cartes de diverses origines. Cette reproduction n'implique la reconnaissance d'aucune frontière particulière ni ne préjuge le statut d'aucun Etat ou territoire.



